

Jeudi 25 Avril 1987



Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION
BOURSE

QUARANTE-QUATRIÈME ANNÉE - N° 13138 - 4,50 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

SAMEDI 25 AVRIL 1987

Les déçus du bourguibisme

Les violentes échauffourées qui ont opposé le jeudi après-midi 23 avril, en plein centre de Tunis, quelques centaines d'étudiants islamistes à des forces de l'ordre bien décidées à faire taire au plus vite ces troubles constituent un nouveau signe annonciateur d'une crise à laquelle la Tunisie paraît s'être déjà résignée. Certes, les affrontements ont été brefs et n'ont pas servi de détonateur à une plus vaste explosion, comme ce fut le cas lors des « émeutes du pain » de janvier 1984. Certes, le ramadan, qui commence le 29 avril, va sans doute apaiser provisoirement les tensions. Il n'en demeure pas moins que l'alerte a été chaude, révélatrice d'un malaise aux multiples facettes.

La donnée principale de la crise qui couve depuis plusieurs années, c'est, bien sûr, la succession du président Bourguiba, ou plutôt l'obsolescence du vieux leader à ne pas l'envier. Il en est résulté d'incessantes luttes de sérial qui n'amusent plus personne dans les salons tunisiens, ponctuées par des ascensions fulgurantes régulièrement suivies de disgrâces tout aussi spectaculaires. L'ancien premier ministre, M. Mzali, en sait quelque chose qui vient d'être condamné à quinze ans de prison par contumace et à la saisie de tous ses biens, mais il n'est pas le seul à avoir fait les frais d'un système fondé sur des jeux de cour d'un autre temps.

Cette course folle au pouvoir contraint ceux qui s'y livrent à réserver l'essentiel de leur énergie aux embûches, embuscades et autres feintes qui sont la règle du genre. Dire dans ces conditions que les vrais problèmes, économiques, politiques et sociaux du pays ne figurent pas au premier rang des préoccupations des dirigeants du jour est un euphémisme. Pendant ce temps les plaies de la Tunisie s'infectent, pour la plus grande satisfaction de ceux qui rêvent d'en finir avec un régime qui incarne malgré tout la laïcité et la modernité dans le monde musulman.

Les difficultés de la Tunisie ne cessent de s'accroître, ce pays sans grandes richesses naturelles mais à la démographie galopante fabrique surtout des chômeurs dont les désillusions sont à la mesure des mirages qu'a fait naître un système d'enseignement particulièrement mal adapté. L'exode rural jouant, les « déçus du bourguibisme » forment une masse de manœuvre idéale pour les tenants d'un retour à l'islamisme.

D'autant plus que le président Bourguiba n'a jamais accepté au fond de lui-même un pluralisme politique auquel il ne s'était résigné que du bout des lèvres. La Tunisie vit plus que jamais, « de facto », sous le régime du parti unique, avec toutes les lourdeurs et paralysies que cela signifie. Plaire en haut lieu demeure la règle d'or, et lorsqu'on parle de lutte contre la corruption, c'est surtout pour enfoncer encore un peu plus ceux qui viennent d'être frappés par la disgrâce.

Est-ce à dire que la Tunisie dérive lentement mais inexorablement vers un islamisme militant qui d'ailleurs ne résoudrait aucun problème ? Ce serait aller un peu vite en besogne, même si le sud du pays, sensible au chant des sirènes libyennes, semble surtout attendre. On voit mal cependant comment la crise que traverse ce modèle occidental ne donnerait pas lieu à des convulsions dont rien de bon ne serait à attendre. Le plus étonnant reste cependant l'incapacité à se ressaisir dont fait preuve la classe politique.

(Lire nos informations page 3.)

L'enquête sur les attentats de septembre à Paris

Nouvelles arrestations et inculpations de membres présumés d'un réseau terroriste

L'enquête commencée, en mars dernier, avec l'arrestation, dans les milieux islamistes parisiens, de six Tunisiens et deux Français (l'un d'origine libanaise, l'autre d'origine tunisienne) soupçonnés d'être liés à des activités terroristes, donne lieu, depuis une semaine, à de nouveaux développements. Deux Marocains, Abdel Hamid Badaoui, étudiant, et Omar

Agnaou, sans profession, ont été inculpés, le lundi 20 avril, dans le plus grand secret, par le juge d'instruction chargé de ce dossier, M. Gilles Boulouque. Six personnes (quatre Libanais, un Sénégalais d'origine libanaise et un Algérien) étaient encore en garde à vue, vendredi, dans les locaux de la Direction de la surveillance du territoire (DST).

Les deux Marocains, d'abord devant les policiers de la DST, puis devant le juge d'instruction, ont affirmé que Foued Ali Saleh, le principal inculpé du groupe des Tunisiens, leur a demandé, en septembre 1986, en pleine vague d'attentats, d'entreposer chez eux des sacs et des valises qui auraient contenu des explosifs. Saleh les aurait mis en contact, en septembre mais aussi dès mars 1986, lors de l'attentat des Champs-Élysées (au moment de l'entrée en fonction du gouvernement de M. Jacques Chirac), avec des Libanais qui arrivaient de Beyrouth pour commettre les attentats. L'un d'entre eux, se présentant Basam, et dont la police française détient le signalement et qu'elle recherche activement, accompagnait, selon les Marocains, Saleh

pour récupérer les explosifs dans les jours précédant les attentats de septembre. A l'exception de piles, de fils électriques et de ruban adhésif trouvé chez l'un des Marocains, la DST ne semble pas disposer, pour l'heure, d'éléments matériels confirmant ces déclarations. Au ministère de l'Intérieur, où l'on reste convaincu que l'enjeu principal de la vague d'attentats était le sort de Georges Ibrahim Abdallah, on essaie désormais de comprendre le lien qui a pu s'établir, à Beyrouth probablement, entre les amis du chef des FARL, chrétiens pro-palestiniens, et Foued Ali Saleh, musulman intégriste. On n'exclut pas une entente entre les FARL et le Hezbollah, les premiers ne disposant plus de la

même base logistique en France, le second fournissant les « correspondants » nécessaires.

Cependant, précise-t-on dans les milieux de l'enquête, aucun rôle direct de l'Etat iranien n'apparaît actuellement dans cette affaire. Aucune charge nouvelle ne pèse d'ailleurs sur Mohamed Mouhajir, Libanais né à Baalbek, ayant obtenu la nationalité française par mariage, lié par sa famille au Hezbollah, que les services de renseignement français et américains ne présentent pas comme l'un des fondateurs de ce parti libanais pro-iranien, même s'il semble avoir travaillé pour les services de renseignements iraniens.

GEORGES MARION
et EDWY PLENEL
(Lire nos informations page 10.)

Dans une Europe en développement régulier

Industrie française, croissance zéro

Depuis le deuxième choc pétrolier survenu en 1979-1980, la production industrielle a complètement stagné en France. Mesurée par le nouvel indice mensuel de l'INSEE, elle a même légèrement diminué, se situant l'année dernière à 1 % en dessous de son niveau en 1980. L'indice trimestriel de l'INSEE, qui couvre mieux le champ très vaste de nos industries, n'est pas plus réconfortant : il indiquera — quand les calculs pour 1986 seront achevés — un résultat voisin de zéro.

Délaissant la conjoncture, ses vicissitudes et les déceptions qu'elle apporte depuis quelques mois, M. Chirac s'est fixé comme objectif de rattraper en 1992 la puissante Allemagne sur le plan économique. Force est pourtant de constater que nous n'en prenons pas le chemin et que, au lieu

de se combler, l'écart se creuse non seulement avec la RFA mais avec l'ensemble des pays de la CEE.

Les données les plus récentes de la production industrielle montrent que la France a plus de mal que les grands pays industrialisés à se remettre du deuxième choc pétrolier, contrairement à ce qui s'était passé après le premier, survenu au cours des derniers mois de 1973.

Durant les six années qui suivirent le premier choc (1974-1980), la production industrielle fut considérablement freinée, passant d'un rythme de progression moyen de 7 % l'an (1) à un rythme de 1,7 %.

Mais le bilan fut tout de même positif, la production s'étant accrue de 12,3 % au cours de la période contre 8,3 % en RFA, 0,6 % en Grande-Bretagne et

10 % pour la moyenne des pays de la CEE. Seuls les Etats-Unis (+ 15,6 %), le Japon (+ 18 %) et l'Italie (+ 21 %) firent alors mieux.

La totale stagnation de la production industrielle entre 1980 et 1986 a compliqué nombre de nos problèmes et d'abord celui du chômage. Le commerce et les services sont maintenant incapables de créer durablement un nombre suffisant d'emplois pour absorber les jeunes arrivant en âge de travailler et compenser les postes supprimés dans l'industrie.

A l'étranger, en revanche, le chômage s'est à peu près stabilisé en 1986.

ALAIN VERNHOLLES
(Lire la suite page 24.)

(1) La production industrielle française avait progressé de 20 % pendant les trois années 1971, 1972, 1973.

Accords franco-algériens

Paris octroie 3,5 milliards de francs de crédits à Alger, qui, de son côté, libéralise les transferts de biens français.

PAGE 3

Le débat sur les euromissiles

Le gouvernement américain répond aux critiques sur l'« option zéro » et l'IDS.

PAGE 7

La peine de mort aux Etats-Unis

La Cour suprême en réaffirme la constitutionnalité, tout en reconnaissant son caractère discriminatoire...

PAGE 7

Le Monde

SANS VISA

■ La Corée sans attendre les Jeux olympiques. ■ Vie de château en Autriche. ■ Un vieux Singapour tout neuf. ■ Gastronomie : le temps des barbecues.

Pages 11 à 16

Le duel Robert Maxwell-Rupert Murdoch

Pour la conquête de l'Europe audiovisuelle.

PAGE 19

Elections législatives en Islande

Le paysage politique n'a jamais été aussi incertain.

PAGE 6

Nouvel accès de faiblesse du dollar

Le rebond de la croissance américaine masque une grande vulnérabilité.

PAGE 25

M. Chirac en Lorraine

Le premier ministre propose un soutien limité et sélectif aux industries traditionnelles.

PAGE 9

Conducteurs en état d'ivresse

Unanimité des députés pour l'aggravation des peines encourues.

PAGE 8

Le sommaire complet se trouve page 28

Les fouilles de la rue de Lutèce

Seize siècles de vie parisienne

Le chantier archéologique de la rue de Lutèce, dans l'île de la Cité va se clore à la fin du mois de juin. Ces fouilles opérées au cœur de Paris se sont révélées particulièrement riches. Elles vont permettre de suivre la vie quotidienne des Parisiens de l'époque gallo-romaine à nos jours, sans discontinuité. En outre un superbe bas-relief du premier siècle vient d'être mis au jour.

Le jeudi 23 avril, M^{me} Bernadette Chirac s'est tordue les pieds pour aller admirer, au fond d'un trou bourbeux, la plus récente trouvaille archéologique de Paris : un bas relief du premier siècle, représentant un triton soufflant dans une conque, accompagné d'une sirène, bel exemple de l'art romain du Haut-Empire. Tout autour, des pans de murs numérotés, des amorces de fossés, des ouvertures de puits, quelques fûts de colonnes. Rien de très spectaculaire pour le profane.

Une vingtaine de personnes s'affairaient au milieu de cette taudisierie dévastée, ponctuée de

poches d'eau stagnante. Le sol est gravé à l'aide d'une raclette, voire d'un pinceau, le crâne d'un bovidé, un morceau de poterie ou les traces d'un pavement défoncé. A l'angle d'une fondation, on a trouvé quelques monnaies gallo-romaines que l'on exhibe fièrement.

Pourtant, ici, les vrais trésors ce sont les innombrables déchets, tessons, ossements, rebuts alimentaires et bouts de métaux en tous genres. Ces humbles vestiges qui s'entassent sur six mètres d'épaisseur, sont les témoins de plus de seize siècles d'activités humaines ininterrompues. Des témoins qui vont sans doute se révéler très bavards.

L'opération a mis du temps à démarrer. Dès 1978, il a été décidé de creuser, au centre de l'île de la Cité, en face du Palais de justice, un parking doublé d'un poste de régulation de la circulation qui doit contrôler automatiquement quelque 900 carrefours. De tels travaux, dans un tel site, déclenchent immédiatement une course-poursuite entre les entre-

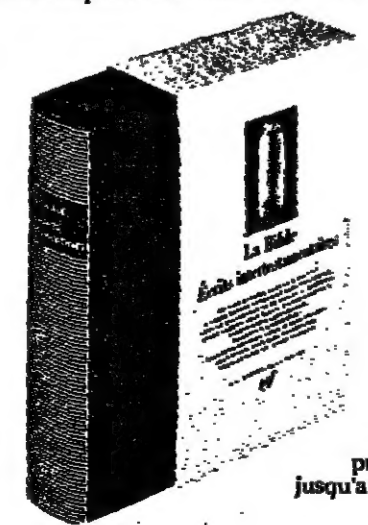
prises de travaux publics et les archéologues, ces empêcheurs de creuser en vitesse. En 1980, des sondages sont effectués par la commission du Vieux Paris. Du premier coup, elle tombe sur les restes d'une nécropole mérovingienne. Une fouille de sauvetage est donc décidée. Mais les choses restent en plan. Pendant des années une palissade branlante ferma la rue de Lutèce. On attendait sans doute la fin de la guerre de tranchée qui s'était déclarée entre le bouillonnant Michel Fleury, qui règne sur la commission du Vieux Paris, et l'onctueux Yves de Kisch, directeur des antiquités de l'île-de-France. Les cours du Louvre retentirent de leurs éclats qui eurent cependant un avantage, celui de sensibiliser le grand public à l'archéologie urbaine.

Aussi l'armistice conclu — faute de combattants — les plaies plus ou moins bien pansées et M. Chirac premier ministre, on se remit à songer plus sereinement au sous-sol de la rue de Lutèce. Parking et nécropole.

EMMANUEL DE ROUX
(Lire la suite page 18.)

La Bible

Écrits
intertextementaires
Édition publiée sous la direction
d'André Dupont-Sommeret Marc Philonenko



La Pléiade
Gallimard

prix de lancement
jusqu'au 30 juin : 340 F
ensuite 380 F

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER : Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 525 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 \$; Côte d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 9 kr. ; Espagne, 130 pes. ; G.-B., 55 p. ; Grèce, 140 dr. ; Irlande, 85 p. ; Italie, 1.700 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 10,50 kr. ; Pays-Bas, 2 fl. ; Portugal, 110 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 11,50 cr. ; Suisse, 1,80 f. ; USA, 1,25 \$; USA (West Coast), 1,50 \$.

Débats

LA FORMATION DES DIRIGEANTS

On en revient toujours là, mais pourquoi ne pas enfoncer le clou ? Les grands décideurs de notre pays ont-ils la formation qui convient aujourd'hui ? François Bloch-Lainé ne le pense pas, qui met en cause la polyvalence de ceux qui sortent des grands concours. Philippe-J. Bernard s'en prend plus particulièrement au cloisonnement du système de l'enseignement supérieur.

Lauréats à tout faire

A vouloir exceller en tout, trop de bons élèves risquent, finalement, de n'exceller en rien

par FRANÇOIS BLOCH-LAINÉ (*)

La France se singularise parmi les nations démocratiques en pratiquant l'étrange amalgame que voici. Ayant besoin, comme les autres, d'excellents hommes politiques, d'excellents hauts fonctionnaires et d'excellents chefs d'entreprise, elle fait comme si les mêmes hommes pouvaient exceller de façon indifférenciée sur les trois terrains. Les mêmes, c'est-à-dire que, non seulement ces hommes reçoivent les mêmes formations, mais encore que bon nombre d'entre eux font tous ces métiers en cours de carrière. Chez nos voisins, l'étonnement causé par une telle polyvalence tourne de plus en plus à l'ironie, vu les performances.

On ne saurait trop répéter que hauts fonctionnaires et hommes politiques ont des rôles qui doivent rester différents. Outre que ces rôles nécessitent des qualités plus complémentaires que compatibles, la séparation du corps administratif et du corps politique, conquise en France depuis un siècle, y est devenue une des principales garanties de la liberté des citoyens.

Sans doute, les techniques de gouvernement semblent appeler aujourd'hui un savoir-faire qui s'acquiert plus sûrement à l'Ecole nationale d'administration qu'au barreau, dans l'Université, dans le syndicalisme ou parmi les divers crus de notables provinciaux. Mais c'est moins que jamais dans les bureaux — dont le labeur et le sérieux sont plus que jamais nécessaires — qu'on peut sentir, formuler, convaincre, trancher, alors que les médias appellent, aux tribunes du forum et aux postes de commande, face à l'opinion, des qualités de plus en plus particulières.

Le double phénomène, que nous constatons aujourd'hui, de la politisation des fonctionnaires et de la fonctionnarisation de la politique, dû à la proportion beaucoup trop élevée d'élus venant de l'administration, est donc un non-sens. Il ne suffit manifestement pas d'avoir été parmi les premiers de la classe, à l'époque scolaire,

pour être, dans l'appareil de l'Etat, qualifié tous azimuts, sans plus de discrimination ni de conditionnement.

L'absurdité est encore plus manifeste dans le recrutement des PDG des grandes entreprises. Avant même qu'on les nationalise ou privatise, on y opère trop la relève des héritiers par la « pantoufle » des commis de l'Etat. Pour plusieurs raisons, dont certaines demeurent :

- la promotion interne, après le déclin des grandes familles, est trop rarement organisée de façon telle qu'il y ait, lors d'une vacance au sommet, déjà proches de celui-ci plusieurs bons remplaçants possibles, dûment préparés et permettant un choix ;
- la mobilité des hauts managers d'une firme à l'autre a été longue à pénétrer dans les usages de notre *establishment* ;
- les grandes maisons, tournées vers le prince autant que vers le marché, sont souvent plus soucieuses de leur intimité avec l'administration que de leur intimité avec les clients.

D'où les fréquents « parachutages » de fonctionnaires, par-dessus les cadres en place.

Alors que nos mœurs commencent à évoluer, la valse des présidents dans les entreprises nationalisées, puis privatisées, a privilégié pour l'instant la même sorte de danseurs. Dans les deux sens, cependant que des fonds considérables ont servi hier, à changer la nature juridique des contenus plus qu'à accroître la force financière des contenus, on fait opérer, au-dedans, des hommes publics présumés bons à tout, venus du dehors, mais proches du pouvoir, qui conduisent le bal. La politisation des promotions s'accompagne ainsi de leur fonctionnarisation.

Le procès de ces moules supérieurement banaux n'est pas simple à faire. On leur adresse des critiques disparates qu'il faudrait approfondir.

On observe, d'une part, que l'on inculque trop de savoir et pas assez de méthode. Rien ne manque pour faire des savants ; mais rares sont, au total, les formations qui produisent de bons « généralistes ».

On observe, d'autre part, que là où cette production est la meilleure, ces généralistes sont formés à toutes fins utiles, ce qui donne aux plus brillants le maximum d'ouvertures ; mais ils ne le sont pas pour être, dans chaque grand secteur d'activité, en un temps où la complexité rend impossible la compétence universelle, aussi pertinents et efficaces que leurs homologues et concurrents étrangers.

A tous les niveaux des tâches

La contradiction n'est qu'apparente. C'est à tous les niveaux, pour la plupart des tâches, qu'il faut apprendre à se servir d'informations dont l'accès, désormais plus facile, dispense de surchar-

(*) Président de l'Union nationale interdépartementale des cadres et organismes privés sanitaires et sociaux (UNIPSS).

ger les mémoires individuelles. Mais, en haut comme en bas, cette capacité d'usage, cette habileté méthodique doivent être exercées d'abord (et pour la plupart des techniciens, de façon durable) dans un domaine limité, afin de les bien posséder.

A l'ENA, comme à l'X, il faut donc encourager les vocations déterminées, les entraînements spécialisés, si l'on veut obtenir de vrais champions, résistants aux épreuves. Il faut provoquer des parcours droits vers des destinations franchement, sérieusement visées. A vouloir exceller en tout, trop de bons élèves risquent finalement de n'exceller en rien.

Il serait évidemment absurde d'interdire les bifurcations ; mais non de les rendre plus difficiles, afin qu'elles soient tentées plus rarement, avec des chances préalables de réussite plus manifestes. Il s'agit surtout de convaincre les lauréats, issus de compétitions qui préfigurent assez peu les réalités de la vie professionnelle, que leurs lauriers ne sont pas des certificats d'aptitude suffisants pour faire n'importe quoi. Se gouverner soi-même, c'est aussi choisir. Il appartient à tous ceux qui, ayant de l'influence, veulent éviter notre déclin, de pousser à ces choix fermes et d'obliger davantage nos vedettes à s'y tenir.

« LA LIBERTÉ », de Pierre Chaunu

Une autre croisade

La prolifération proverbiale de Pierre Chaunu aboutit à un nouveau livre consacré à la liberté. Comme il fallait s'y attendre de la part d'un historien, cette idée fondamentale est regardée dans la perspective du temps. Et, bien sûr, sous le signe des croyances religieuses qui semblent indissolublement attachées à sa pensée.

Porté par le feu sacré de sa foi, l'historien ne se contente pas d'envisager seulement « la liberté au ciel », mais affirme que « la liberté, c'est l'Etat de droit ». Une telle définition peut apparaître par trop restrictive car, à la rigueur, un Etat de droit ne peut que servir, sans plus, de cadre légal à l'épanouissement libre des virtualités naturelles de l'homme.

L'Etat de droit se trouve sans doute projeté trop en arrière dans le temps quand Pierre Chaunu considère qu'il est en place depuis près de mille ans. L'historien, qui tient en horreur le terme révolutionnaire, croit pouvoir affirmer que le bon plaisir traduit non le caprice, mais la volonté délibérée du roi et que le

monarchie absolue pourrait être restituée, dans le langage de notre siècle, par « monarchie parfaite ».

A chacun ses partis pris, et Pierre Chaunu ne cache guère les siens. Tout en restant occurrent du point de vue religieux, Pierre Chaunu aborde, non sans raison, le messianisme messianiste : « la transformation de cette idéologie en une religion d'Etat et en une religion de l'Etat ».

Mais le véritable problème de l'être humain reste pour Pierre Chaunu, toujours et partout, ses rapports avec ce qu'il appelle Dieu : « La liberté de l'homme n'a qu'une concurrente, la liberté de Dieu dont elle est issue. D'où le drame, la presque insoluble problème de la préséance et de la prédestination. » Avec ce livre de foi, fort riche en renseignements historiques et théologiques, Pierre Chaunu part avec sa fougue habituelle vers une autre croisade...

DENIS BURCAN.

★ Editions Fayard, 310 pages, 98 F.

COURRIER DES LECTEURS

Mgr Gaucher et les traditionalistes

Evêque de Meaux, Mgr Guy Gaucher a été présenté dans les éditoriaux de *Port-Martyr* comme l'« ami » des traditionalistes. (Le Monde du 14 avril). Son vicar général nous adresse les précisions suivantes :

Nous avons été surpris par l'information selon laquelle notre évêque serait l'un des évêques français favorables aux intégristes. Cette information est sans fondement. Les intégristes eux-mêmes, dans le dernier numéro du bulletin de la *Fraternité saint Pie X* (10 avril 1987), le présentent comme un « socialisant spirituel » (sic).

Il est par ailleurs certain que Mgr Gaucher n'a jamais donné la moindre caution à l'intégrisme. Je ne vois aucun signe d'une campagne menée par les traditionalistes auprès

de notre évêque, qu'ils considéreraient comme leur « ami ».

De grand-père à petit-fils...

Je m'étonne que, à l'occasion de l'élection de M. Valéry Giscard d'Estaing à la présidence de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, la grande presse n'ait pas mentionné le fait suivant.

Le grand-père maternel du président Giscard d'Estaing, M. Jacques Bardoux, député du Puy-de-Dôme, a lui aussi assumé la présidence de cette prestigieuse commission sous la IV^e République, très précisément du 6 février 1952 au 21 janvier 1953.

ANTOINETTE FLAHAUT (Paris).

Les grandes écoles et le mal français

Bien des rigidités de notre société ont leur source dans les universités et les grandes écoles

par PHILIPPE-J. BERNARD (*)

Le fonctionnement des grandes écoles dans l'ensemble est bon, mais c'est leur existence même qui fait problème. Le débat sur les grandes écoles conduit tout naturellement à la réflexion à la recherche d'un « mal français » — réel ou imaginaire — et de ses remèdes éventuels.

Première faiblesse, l'Université, qui, par conservatisme et par inertie, a laissé presque toujours dans le passé des innovations se créer à sa périphérie et qui, aujourd'hui, « s'en font pas de faire sa mue ». Au dix-huitième siècle, Adam Smith et Kant étaient des professeurs d'université, ce qui n'était le cas d'aucun des grands esprits français du temps — et, dans un sens, nous en payons toujours le prix. Les grandes écoles ont comblé un vide, mais l'ont-elles fait complètement, ont-elles été au service de la société aussi bien que de l'Etat et de la nation ? L'histoire en tout cas n'est pas arrêtée, et c'est une défaite de dire avec Roger Fauriol : « On pourrait rêver d'une autre histoire et d'une autre société, c'est assurément trop tard ».

Sans doute était-elle peu réaliste l'ambition socialiste d'intégrer d'en haut les grandes écoles dans l'Université — c'est-à-dire, en grossissant le trait, quelque chose qui marche dans quelque chose qui ne marche pas. Mais ce devrait être la responsabilité des divers intéressés — directions des grandes écoles, universités, autorités de tutelle, associations d'anciens élèves — de s'efforcer d'imaginer comment pourrait être peu à peu créé un système moins cloisonné et plus ouvert à tous les niveaux (par exemple, dans les écoles où le besoin s'en fait sentir, par la création de 3^e et 4^e années d'études davantage orientées vers les travaux de recherche et de spécialisation).

Un point central de l'organisation française est l'existence des classements de sortie des écoles et des corps de fonctionnaires auxquels ceux-ci ouvrent la porte. Les affectations, par suite, n'ont souvent rien à voir avec le goût des élèves qui, sous peine de se voir remis au bas de l'échelle, doivent apprendre à jouer le jeu, ou qui se laisseront séduire par les facilités qui leur sont offertes, parfois au détriment de leurs véritables capacités ; il s'agit de l'observer des carrières pour s'en convaincre.

Quant à l'immense majorité de ceux à qui ces filières restent fermées, ils devront toute leur vie lutter contre un handicap. Est-ce être « cartésien » que de se satisfaire de l'asymétrie qui permet à un fonctionnaire de passer dans le secteur parapublic ou privé, mais interdit en pratique le mouvement inverse ? Ceux qui sont les premiers à en bénéficier seront bien souvent condamnés à dénoncer le pouvoir de l'Etat qui a fait d'eux ce qu'ils sont. Des correctifs à cette situation ne cessent d'être imaginés — selon Laurent Schwartz, par exemple, les corps eux-mêmes et non les classements devraient décider des affectations — mais ils ne se sont jusqu'ici pas imposés.

Faiblesses accrues

Plusieurs autres des constantes du « mal français » dont parlait Alain Peyrefitte il y a une dizaine d'années trouvent dans les situations décrites, sans certes leur origine, mais un puissant facteur de renforcement. La centralisation administrative et des activités est dans ce cas. Les élèves des écoles appartenant aux corps de fonctionnaires acceptent aujourd'hui de travailler pour des collectivités locales aux pouvoirs accrus, mais le handicap de ce que, signe des temps, on appelle toujours « la province » n'a pas pour cela disparu.

Il en est de même du goût pour les questions générales au détriment de ce qui est plus proprement technique, qui est lié aux particularités d'un système éducatif que la perspective des grandes écoles contribue à modeler. Il est vrai que cette situation a aussi son avantage : on a vu récemment, y compris outre-Atlantique, où, paradoxalement, on commence à se plaindre d'un « technological gap », la capacité des ingénieurs français à diriger des programmes complexes.

Enfin, la division de la société en catégories sociales stratifiées supportant difficilement la face-à-face n'est-elle pas liée pour une bonne part aux différences de l'éducation et de la formation professionnelle ?

N'est-il pas temps que, sans préjugé ni tabou, sans chercher à détruire ce qui fonctionne ni esprit englobant conservateur, dans un véritable souci de responsabilité, on s'attache des divers côtés à faire tout le possible pour corriger des faiblesses qui ont une dangereuse tendance à se perpétuer, et ainsi arrêter nos meilleurs élèves, comme tous les autres, à un déterminisme dont ils se passeraient bien ?

(1) *Le Monde* du 12 mars 1987.

(*) Maître de conférences à l'Ecole polytechnique.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 65072 F
Télécopieur : (1) 45-23-46-61
Tél. : (1) 42-47-97-27

Edité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fattet (1969-1982)
André Larroque (1982-1985)

Date de la société :
cent ans à compter
du 10 décembre 1944.

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »,
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général :
Bernard Wozniak

Rédacteur en chef :
Daniel Vernet

Correspondant en chef :
Claude Sauter

Le Monde
PUBLICITE

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Tél. MONDIPUB 206 136 F

Le Monde USPS 785-910 is published daily, except Sundays for \$ 480 per year by Le Monde
c/o Speedpress, 45-46 39 st street, L.C.I., N.Y. 11104. Second class postage paid at
New-York, N.Y. postmaster : send address changes to Le Monde c/o Speedpress U.S.A.,
P.O.C., 45-46 39 st street, L.C.I., N.Y. 11104.

ABONNEMENTS

BP 507 09

75422 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

354 F 672 F 954 F 1 208 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

687 F 1 337 F 1 952 F 2 538 F

ÉTRANGERS (par mandat)

L. - BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS

399 F 762 F 1 089 F 1 388 F

IL - SUISSE, TUNISIE

594 F 972 F 1 404 F 1 808 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les sous-projets en capitales d'imprimerie.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composés 36-15 - Taper LEMONDE

Reproduction interdite de tous articles
sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57437

ISSN : 0395-2037



Plus vite,
moins cher!

avril!
le mois de la 309
chez NEUBAUER

REPRISE
DE VOTRE VOITURE
6000 f au moins
pour tout achat d'une 309
5 portes, neuve ou de direction
immédiatement disponible
NEUBAUER

227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎ 48.21.60.21

4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎ 42.85.54.34

Je l'ai lu

Les grandes écoles
et le mal français

Accords franco-algériens

- Paris accorde 3,5 milliards de francs de crédits
- Libéralisation des transferts de biens français en Algérie

Trois milliards et demi de francs de nouveaux crédits accordés par Paris, règlement du dossier des avoirs français bloqués en Algérie : l'ultime rencontre, le jeudi 23 avril, entre le ministre algérien des finances, M. Abdelaziz Khelif et son collègue français, M. Edouard Balladur, a permis de clarifier les relations économiques entre les deux pays.

Les accords entérinés à Paris couvrent plusieurs mois de négociations minutieuses. Ils confirment surtout la volonté du gouvernement français de venir en aide à un partenaire privilégié qui risquerait de subir le double choc d'une diminution des crédits bancaires et de la chute des cours du pétrole. Un des rares pays en développement à avoir contracté une part de la « manne pétrolière » de la fin des années 70 à son déclin, l'Algérie a été prise au piège de l'effondrement des prix du brut et de la baisse du dollar dès la fin de 1985.

Compression draconienne des importations et des investissements, réorientation de la politique économique en faveur de l'agriculture, du développement d'un secteur privé délaissé et de la mise en valeur du potentiel industriel existant constituent aujourd'hui encore des choix difficiles. Le pays tire plus de 97 % de ses ressources extérieures des hydrocarbures et a vu ces revenus diminuer de 40 % en 1986. Car Alger n'entend toujours pas dégrader au principe du paiement de ses échéances sur une dette extérieure de plus de 17 milliards de dollars (102 milliards de francs), et refuse d'entendre parler de rééchelonnement. Contraintes les Algériens à une gestion plus saine et une chose : Financer un minimum de croissance lorsque, en 1986, et pour la première fois depuis la flambée pétrolière de

1973-1974, le produit intérieur brut a connu une expansion inférieure à la poussée démographique de 3,2 % en est une autre. Alger a de plus en plus souvent été amené à demander des crédits à court terme, voire à trois ans, pour payer des marchandises jusqu'alors réglées au comptant.

Premier fournisseur et premier créancier de l'Algérie, la France a répondu à son tour à cette attente : 3 milliards de francs de crédits garantis à court terme seront consentis à des banques algériennes. Ils constitueront un sérieux ballon d'oxygène, notamment pour les industries qui dépendent de pièces détachées ou de petits biens d'équipement français. En outre, la Caisse centrale de coopération économique (CCCE) augmentera ses interventions de 500 millions de francs sur trois ans. La rigidité d'affectation des 100 millions dont elle disposait chaque année à des taux d'intérêt de 7 %, jugés excessifs par Alger, avait sensiblement freiné l'activité de la Caisse centrale, qui, l'an dernier, n'avait affecté que 34,7 millions aux Algériens, peu soucieux d'accroître leur endettement dans de telles conditions. Les dispositions beaucoup plus souples mises au point le 23 avril à Paris, la baisse d'un point des taux fixés à ces crédits destinés essentiellement au financement de projets de réhabilitation de l'industrie ou de l'agriculture, constituent un élément de détente inestimable.

Les vœux de M. Khelif se sont ainsi partiellement exaucés. A ses yeux, deux vœux étaient à explorer pour parvenir à un moindre déficit des relations marquées par un déficit de 4,3 milliards de francs en 1986 avec la France : d'une part, un accroissement des achats français, hypothétique à court terme tant que n'aboutiront pas les négociations sur le prix du gaz entre la Sonatrach et Gaz de France ; d'autre part, un effort financier, dément obtenu.

Paris, de son côté, peut se féliciter d'avoir avancé sur des points en litige. Les procédures vont être accélérées pour les ventes de biens immobiliers appartenant à des Français. Le précédent accord, datant de 1983, n'avait permis de débloquent qu'une poignée de dossiers. Une certaine détermination pouvait être décelée chaque année. Quant aux avoirs bancaires, leur transfert est libéralisé grâce aux accords de Paris, qui facilitent également celui des avoirs bancaires des salariés français travaillant en Algérie.

Enfin, la seconde unité de production de 30 000 véhicules par an sous forme de société mixte envisagée par Alger devrait revenir à un constructeur français — Peugeot ou Renault — la première devant sans doute être attribuée à Fiat. Ainsi prendrait fin une longue histoire qui a débuté à la fin des années 70 avec un projet de montage de 100 000 unités, abandonné pour son coût et repris en deux vagues pour mieux répondre au souci algérien de créer des pôles de développement, en l'occurrence dans la région des hauts plateaux de l'est et de l'ouest du pays. A condition que le climat de confiance qui régnait à la fin de la visite en France de M. Khelif se maintienne au cours des mois à venir.

FRANÇOISE CROUGNEAU.

● Le RECOURS, artiste de l'association de rappeurs le RECOURS a enregistré, le jeudi 23 avril, « avec satisfaction », l'accord libérant les avoirs et les biens des Français d'Algérie, mais souhaite que celui-ci « soit véritablement appliqué, contrairement au précédent accord conclu en octobre 1985 par M. Pierre Mauroy à Alger » (alors premier ministre).

MAROC : la visite de M. Mitterrand

Mieux vaut un mouvement palestinien « cohérent et homogène »

déclare le président de la République

M. François Mitterrand a quitté le Maroc, jeudi 23 avril, en fin d'après-midi, au terme d'une visite de travail de vingt-quatre heures dans le sud du pays (Le Monde des 23 et 24 avril). Le président de la République n'est pas rentré directement à Paris. Il s'est arrêté à Marseille et il devait effectuer une visite privée dans la région.

MARRAKECH
de notre envoyé spécial

Lors de la dernière visite officielle de M. Mitterrand au Maroc, en 1983, la France s'employait à établir des relations également bonnes avec Alger et Rabat. Aujourd'hui, à en croire l'accueil très chaleureux qu'a reçu à Marrakech le président français, quelques semaines seulement

En tête à tête, en compagnie du ministre français des Affaires étrangères, M. Jean-Bernard Raimond, les chefs d'Etat ont abordé la plupart des sujets internationaux ou qui touchent aux relations bilatérales entre le Maroc et la France (premier apporteur d'aide, premier client et premier investisseur du royaume). Ils ont notamment évoqué la question des relations entre le Maroc et l'Europe, mais on indique, de source française, que M. Mitterrand et Hassan II sont tombés d'accord pour juger que la demande d'adhésion du Maroc à la CEE — l'un des souhaits du souverain marocain — n'est pas encore d'actualité.

A propos du mécontentement manifesté par le souverain marocain à l'égard des coopérations françaises, M. Mitterrand a souligné, lors de sa conférence de presse, que ce sujet soit « mis au net » et a annoncé l'envoi d'une mission d'inspection générale. Le roi Hassan II est agacé par ce qu'il estime être des manquements à « l'obligation de réserve » de la part de ces enseignants et aussi par une certaine superficialité de leur part, notamment sur le plan « spirituel ».

Les deux chefs d'Etat ont évidemment abordé la question du Proche-

Orient, sans que le souverain marocain, affirmant-on de source française, se focalise sur le différend surgé entre son pays et l'OLP à l'occasion du Conseil national palestinien d'Alger. M. Mitterrand a lui-même souligné, lors de sa conférence de presse, que « dans son mécontentement, le Maroc n'est pas un pays, avec beaucoup de clarté, à vouloir le souverainement marocain ». Il a néanmoins rappelé que son attitude « n'était pas changée au regard des droits et des compétences de l'OLP ».

A propos de la réunification du mouvement palestinien, le président français a remarqué : « Mieux vaut avoir affaire à un mouvement cohérent et homogène qu'à un mouvement dans lequel les surenchères pourraient s'exercer indéfiniment. » Il a ajouté, « à cet égard », des dirigeants qui sont en mesure de s'exprimer (...) au nom des combattants du peuple palestinien. » M. Mitterrand s'est de nouveau prononcé en faveur d'une conférence internationale de paix sur le Proche-Orient, qui réunisse « tous ceux qui ont un intérêt réel et démontré (...) l'ensemble des porteurs de paix ».

Le président français a également évoqué les inquiétudes provoquées, en Mauritanie, par l'achèvement, au

Sahara occidental, du sixième « mur de défense » marocain qui jointe la frontière maritimaire. Il a souligné que le Maroc n'a « aucune intention agressive » à l'égard de la Mauritanie et que le roi Hassan II n'a « aucune intention d'empêcher la liberté de mouvement, ou de violer le souverainement mauritanien ». Il a néanmoins rappelé que la question de combats éventuels sur le sol mauritanien pourrait peut-être se poser « quand le mur avancera vers l'ouest ».

C'est sous une tente, près du village de Tanant, que M. Mitterrand a réuni cette conférence de presse. Auparavant, les chefs d'Etat français et marocain avaient assisté à la mise en eau du barrage d'Aït-Chouarit, sur l'oued Lakhder. Une multitude rassemblée depuis de longues heures sous un soleil de plomb a accueilli Hassan II et son hôte en scandant longuement « Ach Al Malik » (vive le roi). M. Pierre Bérégovoy, en vacances dans le pays, et qui, en tant que ministre des Finances, avait pris place dans le minibus aménagé où le roi, MM. Mitterrand et Raimond ont effectué une partie du trajet.

JEAN-LOUIS ANDRÉAN.

A TRAVERS LE MONDE

Afrique du Sud

Nouvelles arrestations

La police sud-africaine a annoncé, jeudi 23 avril, que trois « terroristes » se trouvaient parmi les quelques quatre cents personnes arrêtées au cours de la perquisition effectuée, la veille, dans Cosatu House, la maison des syndicats, située au centre de Johannesburg (Le Monde du 24 avril). Les autorités de Pretoria estiment que cette perquisition a été effectuée « légalement » et ont précisé que les personnes interpellées sont accusées « de terrorisme, de tentative de meurtre, de violence publique, de vol, et d'immigration clandestine ».

Au lendemain de la flambée de violence qui a entraîné, mercredi, à Johannesburg et Soweto, la mort de sept personnes (selon le dernier bilan), une atmosphère tendue régnait dans ces deux agglomérations. A Washington, le porte-parole du département d'Etat, M. Charles Redman, a annoncé que les Etats-Unis avaient demandé au gouvernement sud-africain de constituer une commission d'enquête indépendante « sur les raisons qui ont poussé les policiers à ouvrir le feu sur les manifestants ». — (AFP, Reuters.)

Kenya

Expulsion de cinq diplomates libyens

Nairobi (AFP, Reuters). — Les autorités kenyennes ont annoncé, jeudi 23 avril, l'expulsion de cinq diplomates libyens, accusés de s'être livrés à des activités incompatibles avec leur statut. Ces cinq personnes, parmi lesquelles figure le chargé d'affaires libyen à Nairobi, M. Ouan Ali Mesellati, disposent d'un délai de deux semaines pour quitter le pays.

Ces expulsions sont en relation directe avec la récente condamnation de quatre étudiants kenyens pour espionnage au profit de la Libye. Mardi 21 avril, M. Nelson Nyakundi Onchi, qui avait été exclu de l'université de Nairobi après des émeutes étudiantes, avait été condamné à quinze mois de prison pour s'être livré à des activités d'espionnage, entre mai et novembre 1986. Les trois autres étudiants, Richard Ntton Wakasa, Peter Nyango Mwanary et Fred Koso Nyakundi, ont été condamnés pour la même raison, le premier à dix ans de prison, les deux autres à quinze mois d'emprisonnement.

Tous avaient accepté de rédiger, pour le compte du chargé d'affaires libyen, un rapport sur la direction du syndicat des étudiants de l'université Jomo Kenyatta, et de mettre M. Ali Mesellati en relation avec des responsables du mouvement d'opposition clandestin Mwakenya.

Au procès des quatre étudiants, le chargé d'affaires libyen avait été accusé d'avoir versé 20 000 shillings (1 250 dollars) aux inculpés pour prix de leur collaboration.

Nouvelle-Zélande

Un diplomate soviétique indisponible

Les autorités néo-zélandaises ont annoncé, vendredi 24 avril, l'expulsion d'un diplomate soviétique en poste depuis 1982 à Wellington, M. Sergueï Budnik, pour « activités incompatibles avec son statut ». Le premier ministre, M. David Lange, qui a annoncé cette expulsion, n'a pas précisé la nature exacte des activités reprochées à ce diplomate, identifié comme un membre du KGB et « numéro quatre » de l'ambassade d'URSS à Wellington. La précédente expulsion de diplomates soviétiques dans ce pays remonte à 1980. — (AFP, Reuters.)

TUNISIE

Violents affrontements à Tunis entre forces de l'ordre et étudiants islamistes

De brefs mais violents affrontements se sont produits, le jeudi 23 avril, dans le centre de Tunis, entre forces de l'ordre et étudiants, ces derniers réclamant notamment la libération du président du Mouvement tunisien de la tendance islamique (MTI), M. Rachid Ghannouchi, détenu depuis début mars.

TUNIS
de notre envoyé spécial

Jeudi 23 mars, 23 heures. Les marchands de fleurs installés sur le terre-plein central de l'avenue Bourguiba sont tous là, ou presque. Quelques groupes de touristes et de jeunes Tunisois débambulent normalement, comme à l'ordinaire. Pourtant, l'atmosphère de cette artère centrale qui aboutit à la porte de France et à la médina a changé, quelques heures plus tôt, de violents affrontements. Plusieurs groupes de jeunes étudiants intégristes ont convergé de différents quartiers vers la porte de France, en début d'après-midi, et se sont mis à distribuer des tracts, des bouquets de jasmin et la photo de Rachid Ghannouchi, le président du Mouvement de la tendance islamique (MTI, non reconnu par les autorités), arrêté le 9 mars dernier.

Estimés à un millier, ils n'étaient plus qu'environ deux cents lors de l'arrivée des forces de l'ordre, qui ont immédiatement entrepris de les disperser. Les autres s'étaient réfugiés dans les rues de la vieille ville arabe et les émissaires du souk grouillant de monde, qui leur garantissaient l'anonymat. La répression a été aussi rapide qu'énergique : « Ce

n'a sûrement pas duré plus d'une demi-heure », estime un témoin, qui affirme avoir vu une fourgonnette Volkswagen de la police encadrée dans la vitrine d'un magasin de la rue Charles-de-Gaulle, dont cinq policiers extraisaient, sans militarité, un grand gaillard barbu, tandis que leur supérieur attendait à l'extérieur, son arme de service à la main. Le même témoin a remarqué un peu plus loin une large plaque d'égoût en fonte fracturée en deux parties et maculée de sang, ainsi qu'une femme aux jambes ensanglantées évacuée par son mari dans un taxi.

Les heurts entre les manifestants et la brigade de l'ordre public (BOP) ont été suffisamment durs pour justifier un communiqué diffusé dans la soirée par l'agence officielle TAP, expliquant que « des groupes d'étudiants se sont rassemblés pour tenter de « provoquer le désordre et l'anarchie en scandant des slogans khoménistes hostiles au régime et aux institutions de l'Etat ». Le communiqué souligne que « les forces de l'ordre ont aussitôt intervenues pour disperser avec une rapidité remarquable les manifestants, dont plusieurs étaient porteurs d'objets de violence et de destruction » qu'ils ont utilisés contre les « agents de l'ordre ». Il précise également que « deux agents ont été blessés et cinq voitures de police endommagées ».

Un climat politique perturbé

Sans donner de précision sur les interpellations, l'agence tunisienne annonce qu'« un certain nombre de manifestants ont été arrêtés en flagrant délit ». En revanche, elle ne donne aucune indication sur d'éventuelles victimes parmi les manifestants, les passants ou les touristes, bousculés au moment des affrontements, alors qu'ils sortaient du souk. Plus d'une dizaine de personnes auraient été blessées, selon une source digne de foi.

Ce mouvement est le premier depuis la vague d'arrestations commencée début mars dans les rangs du MTI, peu avant que la Tunisie ne décide, le 26 mars dernier, de rompre ses relations diplomatiques avec l'Iran, qu'elle accuse d'avoir mis sur pied un réseau khoméniste pour déstabiliser le régime du président Bourguiba. Il intervient dans un climat politique perturbé. M. Moham-

med Mzali, l'ancien premier ministre, vient d'être condamné à quinze ans de travaux forcés (Le Monde du 22 avril). Ces manifestations sont également à rapprocher de l'interpellation de M. Ahmed Mestiri, secrétaire général du Mouvement des démocrates socialistes (MDS), vendredi 17 avril, dans l'après-midi, et relâché dans la soirée. Il lui est reproché d'avoir réuni plusieurs responsables de mouvements d'opposition, le 11 avril, au siège de son parti, à la suite des arrestations dont ont été victimes de nombreux membres du MTI. Un communiqué commun a été diffusé à l'issue de cette réunion.

Les cinq partis d'opposition considèrent notamment : « La répression, les arrestations et les procès politiques ne peuvent en aucune manière contribuer à la solution des problèmes auxquels notre pays est confronté. (...) Aussi, par-delà les divergences idéologiques et politiques, les recours aux pratiques répressives doivent être fermement rejetés, quel que soit le mouvement qui en est la victime. » Le communiqué appelle à « l'arrêt de tous les procès politiques, la libération des détenus politiques et syndicaux, la levée des mesures frappant les journaux d'opposition et indépendants, la promulgation d'une loi d'amnistie générale, l'organisation d'un dialogue national, sans exclusion, auquel participeraient, par-delà la diversité de leur situation, l'ensemble des énergies tunisiennes ». Les manifestants intégristes de jeudi ne réclament finalement pas autre chose dans leur tract ronéotypé, rédigé en arabe, en dénonçant « l'injustice, l'oppression et la tyrannie du régime », ainsi que « la limitation du droit d'expression et d'opinion » et en exigeant « la libération de tous les détenus », même si, en l'occurrence, il s'agit surtout de prêcher pour M. Rachid Ghannouchi.

Enfin, ces manifestations semblent avoir été bien organisées. Le président de la République, M. Habib Bourguiba, séjourne à Gabès, dans le sud du pays, depuis le 22 avril. Il ne rentrera à Tunis que le 28, après avoir passé trois jours dans l'île de Djérba. Son voyage mobilise une grande partie des forces de sécurité habituellement occupées à maintenir l'ordre dans la capitale.

FREDERIC FRITSCHER.

24 AVRIL 1915
JOURNÉE COMMÉMORATIVE DU
GÉNOCIDE DES ARMÉNIENS

Jacques Derogy

OPERATION NEMESIS
Les vengeurs arméniens

85F
336 p.


Fayard

Une enquête inoubliable sur un drame jeté aux oubliettes... Une science consommée du récit.

Fred Kupferman, L'Express

FAYARD

La Chasse au Météore...



Du comment accumuler un maximum d'énergie dans un minimum de place quand on part dans l'espace.
Si l'on veut survivre quand on est tout seul, là-haut, dans la nuit froide des étoiles, il vaut mieux emporter avec soi ses propres réserves d'énergie.
C'est une filiale de la C.G.E., Saft, qui s'en charge avec des batteries spécialement conçues pour l'espace. Déjà 50 satellites de toutes nationalités sont équipés de ces batteries qui leur fournissent l'alimentation nécessaire pendant les phases d'éclipse du soleil.
Spécialiste de l'énergie autonome, Saft est le 1^{er} producteur mondial d'accumulateurs alcalins pour l'aéronautique, les chemins de fer, l'informatique, les communications et l'industrie.
Filiale de la C.G.E., Saft se bat et gagne toujours plus haut. C'est cela l'esprit de conquête. C'est cela la C.G.E.



GROUPE C.G.E.
L'esprit de Conquête

...Encore une bonne raison de devenir actionnaire de la C.G.E.

Téléphonez au (1) 42.661.661 ou composez le 36.15 code CCE ou CSEINFO. Note d'information visée par la CDB disponible auprès des intermédiaires financiers.

HCM

سكاي نيوز

150

Proche-Orient

La réunion du Conseil national palestinien

L'OLP se refuse à rompre avec l'Égypte

Un accord est intervenu entre les diverses formations palestiniennes sur les sujets controversés des rapports de l'OLP avec l'Égypte et des réformes à entreprendre au sein des structures de la centrale palestinienne ont indiqué jeudi 23 avril plusieurs délégués au Conseil national palestinien réuni à Alger.

Abou Iyad, un des responsables du Fath, a annoncé à la presse qu'il était « inacceptable, alors qu'il est de plus en plus question de la tenue d'une conférence internationale de paix, de rompre les relations avec les États arabes » limitrophes d'Israël.

Les organisations marxistes, notamment le FPLP de M. Georges Habbache, réclamaient la rupture des relations entre l'OLP et le Cairo, coupable d'avoir signé un traité de paix avec Israël.

« La formulation retenue », a dit Abou Iyad, « permettra à l'OLP de maintenir le contact avec l'Égypte, tout en se démarquant de la politique de Camp David ».

Cette quatrième journée de session du Parlement palestinien en exil a été consacrée au travail en commission, alors qu'en séance plénière l'intervention de « grand

ami » du peuple palestinien, M. Bruno Kreisky, ancien chancelier d'Autriche, a été particulièrement remarquée. Il a notamment déclaré que « l'OLP était probablement l'organisation la plus démocratique du Proche-Orient », et il est nécessaire qu'elle soit admise comme observateur à l'Internationale socialiste (IS).

M. Kreisky, qui est vice-président de l'IS, a précisé, au cours d'une conférence de presse tenue peu après son intervention, qu'il avait constaté une « certaine évolution » du Parti socialiste français par rapport à l'époque où ce parti, « dirigé par un homme qui est actuellement président de la République française adoptait une attitude de ferme opposition » à l'admission de l'OLP au sein de l'Internationale.

D'autre part, le Parti communiste palestinien (PCP) a fait son entrée jeudi au Conseil national, sur proposition de M. Yasser Arafat. Il a été admis en tant que « fraction de la révolution palestinienne », ce qui lui donnera le droit de disposer d'une représentation au sein du comité exécutif de l'OLP.

Le président syrien à Moscou

Les travaux du CNP, tout comme la préparation d'une éventuelle conférence de paix sur le Proche-Orient, devaient être au centre de la « visite officielle d'amitié » en URSS que le président syrien, M. Hafez El Assad, a entamé jeudi à Moscou. C'est dans la perspective de la convocation d'une telle conférence que les Soviétiques ont multiplié les efforts pour obtenir une réconciliation des principales composantes de l'OLP. Cette réconciliation s'est cependant faite au détriment des fractions palestiniennes les plus proches de Damas qui ont boycotté la réunion d'Alger.

M. Hafez El Assad est accompagné d'une importante délégation, comprenant notamment les ministres de la défense et des affaires étrangères. — (AFP).

La guerre du Golfe

Le colonel Kadhafi critique la France et l'Irak

Le colonel Kadhafi a vivement dénoncé le « rôle » joué, par Paris, selon lui, dans la guerre du Golfe, et qualifié la France de « pays méprisable ». « La France, a-t-il déclaré dans un discours retransmis, le jeudi 23 avril, par l'agence libyenne Jana, est le premier pays qui incite à la poursuite de la guerre trans-irakienne car elle est le premier marchand de canons et elle en profite ». Il a encore accusé la France « de transformer les pays africains francophones en colonies et d'être devenue un État impérialiste cherchant à étendre son hégémonie sur les peuples de ces pays ».

Le chef de l'État libyen, qui prenait la parole devant une délégation de l'Organisation arabe des télécommunications par satellite (Arabsat), a également dénoncé la politique suivie par l'Irak dans la guerre du Golfe. La détermination de l'Irak à poursuivre la guerre contre l'Irak jusqu'à la chute du président irakien Saddam Hussein est « irrationnelle », a-t-il dit, ajoutant que pareil objectif « était absurde et puéril ».

« La poursuite de la guerre, a-t-il notamment expliqué, signifie l'occupation de l'Irak et de Bagdad ».

l'anéantissement de l'armée du peuple irakien et la destruction de l'économie irakienne ; de telles prétentions ne sont pas valables ».

Depuis quelques mois, le colonel dont le pays est, en principe, avec la Syrie, un des rares alliés de l'Irak dans le monde arabe — s'en prend fréquemment, et avec de plus en plus de virulence, à la politique des dirigeants irakiens dans le conflit du Golfe. Il a confirmé, dans ce même discours, qu'il avait pris des initiatives pour mettre fin à la guerre. Des sources diplomatiques avaient récemment indiqué que le colonel avait adressé une lettre au président Saddam Hussein sur la normalisation des relations entre les deux pays. Celle-ci ont été rompues par l'Irak en juin 1985, Bagdad entendait, par ce geste, protester contre « l'alliance entre la Libye et l'Irak ».

Par ailleurs, le quotidien néerlandais *Algemeen Dagblad* rapportait, jeudi, que la Grande-Bretagne avait informé la France de la préparation éventuelle d'un attentat libyen contre le centre spatial de Kourou en Guyane. — (AFP, Renter.)

LIBAN

Grève générale dans tous les secteurs

Une grève générale a été observée, le jeudi 23 avril, dans toutes les régions du Liban, aussi bien chrétiennes que musulmanes, à l'appel de la Confédération générale des travailleurs du Liban (CGTL), qui regroupe l'ensemble des syndicats ouvriers et des associations professionnelles. La CGTL exige une hausse des salaires de l'ordre de 50 %, avec effet rétroactif au mois de janvier, et l'adoption par le gouvernement de mesures socio-économiques et monétaires pour juguler les effets de l'inflation.

L'activité a été totalement paralysée aussi bien dans les zones à majorité musulmane de la Bekaa, du Chouf et de Beyrouth-Ouest, sous contrôle syrien, que dans le « réduit » chrétien, dans l'est de Beyrouth. La pression des syndicats

a forcé les ministres chrétiens et musulmans, qui ne s'étaient pas rencontrés depuis sept mois, à se réunir, jeudi, au siège du Parlement, sur la ligne de démarcation qui partage Beyrouth en deux. En l'absence de toute décision gouvernementale, la CGTL a décidé la reconduction pour deux jours supplémentaires de la grève générale.

Par ailleurs, quatre hélicoptères de combat israéliens ont bombardé, jeudi après-midi, des camps palestiniens à l'est de Saïda, chef-lieu du Liban sud. Il s'agit du deuxième raid aérien israélien en moins de vingt-quatre heures sur ces camps, qui abritent le plus forte concentration palestinienne du Liban, tant humaine (quatre-vingt mille habitants) que militaire. — (AFP).

ISRAËL

M. Rabin relance la polémique sur l'avenir des territoires occupés

Jérusalem
de notre correspondant

Le Parti travailliste tient à se démarquer de plus en plus du Likoud, son partenaire au sein du gouvernement d'union nationale. Depuis plusieurs mois, la polémique entre les dirigeants des deux formations, MM. Péro et Shamir, portait essentiellement sur les questions de procédure : pour ou contre une conférence internationale sur la paix au Proche-Orient. A présent, le débat rebondit sur les problèmes de fond, l'avenir des territoires occupés de Cisjordanie et de Gaza. Le ministre de la défense travailliste, M. Itzhak Rabin, qui a été le principal orateur, M. Rabin, qui a pour tant la réputation d'être un « faucon », a adopté un point de vue particulièrement modéré en faveur du « compromis territorial ».

Ces localités — Ariel et Alfei-Menaché — n'ont pas été choisies au hasard par M. Rabin. M. Shimon Péro avait déjà proclamé il y a quelques semaines qu'à son avis ces colonies de peuplement n'auraient jamais dû être créées.

Alfei-Menaché et Ariel sont les deux plus importantes implantations urbaines installées en Samarie (le nord de la Cisjordanie) à quelques kilomètres des lignes de 1967. Elles sont habitées chacune par environ deux mille personnes, qui sont loin d'être toutes des militants « ultra-nationalistes ». Le Parti travailliste y possède des sections locales. Les membres de ces sections se sont trouvés ces dernières semaines en porte à faux par rapport aux déclarations de leurs dirigeants. Et le débat a pris un tour passionnel après l'attentat qui a coûté la vie, la semaine dernière, à une habitante d'Alfei-Menaché. Les militants travaillistes de cette localité et des autres implantations urbaines de

Cisjordanie ont alors reproché à M. Péro de laisser planer un doute sur leur avenir. Ils ont exigé une réunion des instances travaillistes. Le bureau a effectivement été convoqué jeudi pour discuter du rôle des implantations dans les territoires occupés.

« Compromis territorial »

Cependant, ce n'est pas du tout à un durcissement de la position du parti que l'on a assisté à cette réunion. En l'absence de M. Shimon Péro, c'est le ministre de la défense, M. Itzhak Rabin, qui a été le principal orateur. M. Rabin, qui a pour tant la réputation d'être un « faucon », a adopté un point de vue particulièrement modéré en faveur du « compromis territorial ».

Le ministre de la défense prétend en fait avoir simplement réaffirmé les positions traditionnelles de son parti, à savoir que les implantations dans les territoires n'ont une importance militaire vitale pour Israël que dans les régions frontalières (la vallée du Jourdain et le Golan). Mais les autres régions de Cisjordanie à forte densité de population arabe peuvent faire l'objet de négociations avec la Jordanie. M. Rabin a beau expliquer que ces positions ne sont pas nouvelles. Cependant, depuis des mois, elles avaient été rarement formulées avec autant de clarté par un dirigeant travailliste.

Les réactions du Likoud ont été virulentes. Quelques heures avant la prise de position de M. Rabin, le premier ministre, M. Shamir, s'était rendu précipitamment à Alfei-Menaché et il avait associé, lui, « le renforcement des implantations dans la région ». Quant au député du Likoud, M. Eliahou Ben Elissar, il a affirmé qu'après les déclarations de M. Rabin « le gouvernement d'union nationale n'avait vraiment plus aucune raison d'être ». — (Interim.)

POUR FRAMATOME, L'AVENIR C'EST L'INTELLIGENCE AU SERVICE DE L'IMAGINATION.



L'avenir c'est être présent dans les domaines où l'intelligence, le savoir-faire, l'expérience permettent d'aller plus vite, d'aller plus loin.

Peut-on imaginer l'avenir sans le nucléaire ? Aujourd'hui en France trois ampolles sur quatre sont alimentées par cette irremplaçable source d'énergie.

Framatome, premier constructeur mondial de réacteurs nucléaires et de leurs assemblages combustibles, est aussi le spécialiste des services et des interventions en centrales.

La réussite des projets nucléaires dirigés par Framatome a prouvé sa compétence incomparable dans la coordination et l'entreprise générale de très grandes opérations.

Présent dans les autres sources d'énergie, l'hydraulique, le gaz, le pétrole, Framatome intervient dans l'ingénierie, la fabrication des gros composants et la mise en service d'installations complètes.

Framatome et ses filiales fournissent des équipements pour la chimie et l'agro-alimentaire, ainsi que des installations de dessalement d'eau. Chaque jour, pour quatre millions d'hommes, cette eau c'est la vie.

Pour libérer l'énergie des hommes dans leurs entreprises, Framatome développe les applications industrielles de l'informatique : systèmes experts, automatismes et robots, conception, fabrication, formation et gestion assistées par ordinateur.

Framatome est partout où l'homme réfléchit, crée, réalise, pour que l'intelligence et l'imagination soient au service de l'avenir.



NOUS SOMMES EXPERTS POUR L'AVENIR.

Tour Fiat - Cedex 16 - 92084 Paris-La Défense
Tél. (1) 47.96.14.14 - Téléc. Framatome 630.635 F

Europe

URSS

Le psychiatre dissident Anatoli Koriaguine est contraint de s'exiler

MOSCOU
de notre correspondant

L'agence Tass a annoncé, jeudi 23 avril, que M. Anatoli Koriaguine, « qui a récemment été remis en liberté, a été autorisé à quitter l'URSS et à s'installer en Suisse ». Selon ses amis, le psychiatre dissident devait prendre l'avion pour Zurich vendredi dans l'après-midi.

L'agence soviétique ne dit pas pour quelle raison M. Koriaguine a passé six années dans les camps. Après avoir publiquement dénoncé l'usage de la psychiatrie à des fins de répression politique, celui-ci avait été condamné, en 1981, à sept ans de détention suivis de cinq ans d'exil intérieur pour « agitation et propagande antisoviétiques ». Il avait été libéré à la mi-février et il était retourné vivre à Kharkov, en Ukraine.

M. Koriaguine est, en fait, expulsé de son propre pays, comme jadis Soljenitsyne, et pour des raisons comparables. Son nom était avancé pour l'attribution du prix Nobel de la paix 1987. Les autorités soviétiques ont préféré prendre les devants et se débarrasser d'un symbole gênant.

Le psychiatre dissident a certes rempli lui-même une demande de

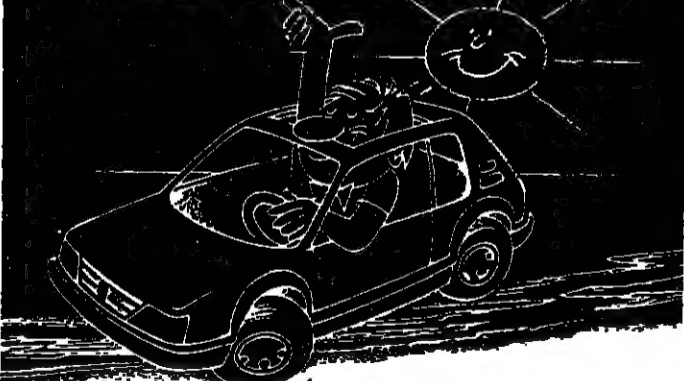
visa de sortie, mais il n'a été libéré apparemment qu'à cette condition. Des pressions très fortes ont été exercées sur lui avant qu'il apprenne sa libération. Sa femme avait déjà été convoquée, à la fin de janvier, par le KGB à Kharkov et invitée à déposer une demande de visa pour elle-même et son mari, alors que celui-ci était encore détenu. Le fils de M. Koriaguine, un jeune homme de dix-neuf ans, était également incarcéré et n'a été libéré que le 25 mars dernier. Toute la famille a été finalement autorisée à émigrer en Suisse.

Tass a d'autre part rendu compte d'une manifestation de « refusniks », jeudi à Leningrad. « Dans un square, devant l'ancien institut Smolny, au centre de Leningrad, dix-huit individus d'origine juive se sont rassemblés pour demander, comme on pouvait le lire sur leurs pancartes, l'autorisation de partir immédiatement pour Israël, les États-Unis, l'Italie, l'Australie ou d'autres pays. La manifestation a duré à peu près une heure », écrit l'agence soviétique.

Tass emploie, semble-t-il, pour la première fois le terme de « refusnik ». L'agence cite un responsable de l'office local des visas (OVIR), selon lequel 313 autorisations de sortie du territoire ont été accordées à Leningrad depuis le 1^{er} janvier, contre 42 pour toute l'année 1986.

Le rythme des départs s'accroît un peu, mais on est encore très loin du compte. M. Begun a tenu à le rappeler, jeudi, au cours d'une conférence de presse qu'il a organisée dans un appartement de Moscou avec d'autres anciens prisonniers récemment libérés. La « transparence » a également ses limites. Les journalistes soviétiques avaient été invités à cette conférence de presse. Ils ne sont pas venus.

DOMINIQUE DHOMBRES.

à Pâques
Darl'mat
ouvre
les toits

Quel qu'en soit le modèle, un toit ouvrant sur une voiture est une option des plus agréables. Qu'est-ce à son prix ? Qu'importe ! Puisque cet été, déjà champion des reprises et du financement c'est encore Darl'mat qui en équipe ses voitures neuves.

DU 18 AVRIL AU 9 MAI.

Un bien bel œuf qu'il serait cloche de laisser échapper car attention : l'opération « Pâques ouvre les toits » se limite aux stocks disponibles.

Darl'mat

DARL'MAT
CONCESSIONNAIRE
PEUGEOT TALBOT
146 Bd DE GRENELLE
75015 PARIS ☎ 45 75 62 80



ISLANDE : les élections législatives du 25 avril

Le paysage politique n'a jamais été aussi incertain...

REYKJAVIK
de notre correspondant

Les élections législatives ont lieu le samedi 25 avril en Islande, la coalition gouvernementale composée des conservateurs et des agrariens risque d'en sortir affaiblie par les progrès de deux nouveaux partis : le Parti des femmes et la formation fondée tout récemment par le ministre des finances démissionnaire, M. Albert Gudmundsson, de tendance populiste.

L'Islande, l'hiver : une île toute blanche, trois ou quatre heures de pénombre, et cette nuit qui rend les réveils difficiles. Chacun reste dans sa ville ou son village, circuler est une expédition, les avions décollent sans qu'il soit possible de fixer la date du retour. Tout le monde travaille, dix, douze, quatorze heures par jour, les hommes, les femmes (plus que dans n'importe quel pays d'Europe), les lycéens, dès la fin des classes, même les enfants, dans les rues, qui vendent les journaux.

L'Islande détient le record mondial de la durée hebdomadaire du travail (cinquante heures pour les hommes, contre quarante-cinq heures trente pour les femmes), devant les nations pourtant industrielles de l'Asie du Sud-Est. On ne peut pratiquement pas sortir de la capitale mais les théâtres sont pleins, de même que les cinémas, les galeries, les restaurants, ou encore les librairies qui réalisent en décembre 80% de leur chiffre d'affaires.

Changement de décor l'été : on travaille toujours autant, mais souvent ailleurs. Les jeunes — l'année scolaire dure sept mois — trouvent à s'employer dans les travaux ou la construction, activités saisonnières sous cette latitude. L'enseignant devient guide, l'employé pêcheur, l'étudiant constructeur de ponts. Il fait jour constamment et les activités liées à la nuit hivernale s'évanouissent : théâtre, vie associative, jusqu'à l'état qui semble prendre ses quartiers d'été.

L'enjeu du scrutin

Pourquoi cette légende tenace qui veut que, dans les contrées du Nord, on s'ennuie ? L'Islande ne se plaint que dans l'agitation, la frénésie, l'excès. Il existe, pour paraphraser Stendhal, une « furia islandaise » qui compense peut-être le manque d'événements, de violence médiatisée, bref la paresse qu'a l'histoire à atteindre cette île, comme si toutes les vagues de l'actualité et des modes idéologiques s'y brisaient sans rencontrer de résistance ou n'y imprimant que l'écho d'un vague ressac. Ici, seul le poisson compte. C'est son cours qui détermine le niveau de vie des prochains mois, même si la majorité de la population active travaille dans le secteur tertiaire.

Le poisson se vend bien et cher, et l'Islande traverse une bonne passe. A la veille des élections, l'Islande vit bien. Avec un salaire horaire à l'espagnole, un nombre d'heures à la coréenne, et un deuxième ou un troisième emploi

à l'italienne. L'Islandais a le niveau de vie de ses cousins scandinaves et le mode de vie de ces Américains que tous les foyers, équipés en magnétoscopes, contemplant sur leur écran. Il est à mi-chemin, planté au beau milieu de l'Atlantique nord, et veut la couverture sociale des uns tout en ayant le culte de la réussite des autres.

Quel est l'enjeu des élections législatives du 25 avril ? L'inflation, retombée de 30 à 13 %, repart à nouveau en flèche. Les augmentations de salaire de 25 à 35 % obtenues en mars-avril permettront de vivre confortablement les six prochains mois. L'endettement, le plus fort du monde en valeur absolue, mais non par rapport au PNB, est plutôt en diminution, sans compter qu'avec un dollar à 6 francs... Non, tout va bien, et la coalition de centre-droit au pouvoir devrait se montrer optimiste. Pourtant, rien ne va plus, et le paysage politique islandais n'a jamais été aussi incertain.

Les erreurs n'ont pas manqué. L'Islande a en fait raté tous ses projets industriels. L'utilisation massive de l'énergie hydro-électrique pour la transformation des métaux ? Aucune multinationale n'a fait d'offres de service. L'exploitation de l'énergie géothermique ? Une centrale ambitieuse construite sur une zone volcanique dont la carte géologique change tous les six mois fut un retentissant fiasco. Le maintien de la population dans les campagnes ? La capitale ne cesse de s'étendre, et les villages les moins peuplés, en faillite, doivent vendre leur chalet. Mais il y a du travail pour tout le monde et les quotidiens peuvent payer leurs journalistes avec le seul revenu de la publication des offres d'emploi.

Anticritique du modèle suédois

On a l'impression que l'Islande — le pourcentage élevé des indécis dans les sondages en témoigne — ne sait pas ce qu'il veut. Le rêve de l'Etat-providence que promettent les partis de gauche ne fait plus recette. Le modèle suédois, en pleine anticritique, voit son image pâlir. Mais le libéralisme à l'américaine n'exalte pas non plus cette petite nation qui par ses traditions conviviales — réelles ou mythiques, peu importe d'ailleurs, — a le sentiment de dissoudre son identité dans le culte du chacun.

pour soi. Il en résulte que les candidats de ces législatives semblent devoir tailler de larges croupiers dans l'électorat de partis traditionnels idéologiquement fatigués.

A droite, les deux partis au pouvoir font grise mine. Les agrariens souffrent de l'effondrement du secteur agricole, tandis que les conservateurs sont victimes de leur réussite : pour juguler l'inflation, il leur a fallu mener une politique volontariste en contradiction avec le laisser-faire qui résume leur programme.

Il a suffi qu'un ancien footballeur du RC Paris et du FC de Nice, Albert Gudmundsson, crée son propre parti après avoir été obligé de se démettre de son portefeuille de ministre de l'Industrie pour fraude fiscale (*Le Monde* du 27 mars), pour qu'un vent de panique agite les rangs conservateurs. Le clientélisme de M. Gudmundsson a des relents certains de potjardisme, mais l'homme renvoie un écho certain dans la population qui partage avec lui cette nostalgie des arrangements à la bonne franquette et du finge sale lavé en famille qu'ignorent les lois du marché.

Le discours de la gauche ne passe pas mieux. Les socialistes démocrates bon teint, comme les socialistes anti-OTAN, ont un ton qui date. Qu'ils demandent plus de crèches, et l'électeur le soupçonne d'aller à la pêche aux voix. Mais le Parti des femmes, en demandant la même chose, inspire la sympathie.

Voici une formation créditée d'un dixième des voix, qui a déjà trois députés en compte en obtenant bien davantage et qui a rallié — une partie de l'électorat de gauche et celui des écologistes par son langage concret. Si ces deux nouveaux partis réunissent une majorité, une coalition tripartite est inévitable. Les consultations préalables risquent alors d'être longues avant la mise sur pied d'un nouveau gouvernement.

GÉRARD LEMARQUIS.

ITALIE

Six personnes ont été arrêtées dans le cadre de l'enquête sur l'assassinat du général Giordieri

Rome (AFP). — Six personnes soupçonnées d'avoir participé à l'attentat contre le général Licio Giordieri, tué le 20 mars dernier, à Rome, ont été arrêtées dans le nord de l'Italie et dans la capitale, a-t-on appris jeudi 23 avril.

L'assassinat de l'officier, spécialiste des armes spatiales, avait été revendiqué par l'Union des communistes combattants (UCC), une organisation née d'une scission au sein des Brigades rouges.

Selon les premières indications, deux personnes ont été arrêtées ces derniers jours à Apratie dans la région de San Remo, près de la frontière italo-française. Il s'agit de M. Mario Pisano, trente-six ans, et de M^{me} Helen Cudd, trente-six ans également, née à New-York. Tous deux résideraient à Virvillio depuis leur récent retour d'Espagne.

Il s'agit de personnes d'avoir eu des contacts en Espagne et en Italie avec des membres de l'UCC.

Deux autres personnes, Giuliana Zuccheri et Nicola Serrao, auraient été arrêtées à Turin, et deux à Rome.

C'est l'arrestation à Barcelone, en Espagne, le 7 avril, de deux Italiens, soupçonnés de liens avec Action directe, M. Fabrizio Burtet, vingt-cinq ans, et M^{me} Clara Piacenti, trente et un ans, qui aurait permis à la police italienne d'accomplir de grands progrès dans son enquête.

Par ailleurs, deux hommes, MM. Paolo Cassetta et Fabrizio Melorio — qui étaient déjà détenus le jour de la mort du général Giordieri — sont soupçonnés de complicité dans l'attentat. Ils auraient tenté de tuer l'officier le 15 décembre dernier.

GRANDE-BRETAGNE

M^{me} Thatcher confirme que l'ancien chef du MI 6 était un homosexuelLONDRES
de notre correspondant

Devant la Chambre des Communes, M^{me} Thatcher a confirmé, le jeudi 23 avril, que Sir Maurice Oldfield, ancien chef du MI 6, le principal service britannique de renseignement extérieur, était un homosexuel et que son comportement avait constitué « un risque sérieux » pour la sécurité du pays. Mais le premier ministre a précisé que, après une longue enquête, rien ne permettait de penser que le fonctionnement du service ait pu en être « affecté ».

M^{me} Thatcher a souligné que Sir Maurice, mort en 1981, avait contribué durant les cinq ans passés à la tête du MI 6 (de 1973 à 1978)

« à un certain nombre de succès remarquables dans le domaine du renseignement ».

Le premier ministre répondait aux questions de plusieurs députés après les révélations faites sur la vie privée de Sir Maurice par un spécialiste des affaires d'espionnage (*Le Monde* du 23 avril). Cette mise au point n'a pas satisfait les députés de l'opposition, qui réclament depuis des mois des investigations complètes sur les activités des services secrets MI 5 et MI 6 durant les années 70, parce qu'ils sont aujourd'hui accusés d'avoir tenté de provoquer la chute du gouvernement travailliste de M. Harold Wilson.

F. C.

PATRICE CLAUDE.

(1) Sur 800 000 habitants environ.

Journal de l'ISD

UETE
pour
on passé

Diplomatie

Le dégel des négociations sur le désarmement

La négociation américano-soviétique sur les missiles de portée intermédiaire a repris jeudi 23 avril par un tête-à-tête entre les chefs des deux délégations, MM. Maynard Glitman et Alexei Oboukhov. M. Oboukhov a confirmé devant les journalistes que l'URSS présenterait un projet de traité au cours de cette session et a marqué la volonté de son pays d'aboutir à un accord cette année. Plus réservé, M. Glitman a indiqué qu'il était « tout aussi réaliste qu'optimiste » et que le but était d'aboutir à « un bon accord » sans avoir à fixer d'échéance précise. Ce à quoi M. Oboukhov a immédiatement répondu : « Nous attendons un accord cette année. »

De son côté, M. Reagan a publié, à l'occasion de la reprise des négociations, un message prudemment optimiste. Le président américain insiste sur le problème des vérifications, ajoutant : « Nous ne pouvons faire de progrès sur cette question fondamentale tant que les Soviétiques n'auront

pas répondu aux propositions détaillées et complètes que les Etats-Unis ont déjà faites » à Genève.

Rappelant les éléments fondamentaux convenus lors du sommet de Reykjavik l'an dernier, à savoir l'élimination des missiles à moyenne portée d'Europe et la présence de ceux existants pour chaque camp, aux Etats-Unis et en URSS, M. Reagan précise : « Les Etats-Unis et leurs alliés de l'OTAN continuent cependant de préférer (...) l'élimination totale de ces missiles. » Pour Washington, cette « option zéro totale » faciliterait considérablement les problèmes de vérification d'un éventuel accord.

On annonce enfin à Genève qu'une délégation d'experts soviétiques a été invitée à visiter les installations américaines de destruction des armes chimiques, à Tooele, dans l'Utah, ainsi qu'un bunker abritant de telles armes. L'invitation a été transmise au chef de la délégation soviétique à la conférence des Nations unies sur le désarmement.

M. Ionij Nazarkine, par son homologue américain, M. Lynn Hansen, qui a proposé pour cette visite la semaine commençant le 19 octobre prochain. Le représentant soviétique a réservé sa réponse. M. Hansen a estimé au cours d'une conférence de presse que la décision américaine de produire des armes binaires avait incité les Soviétiques à « engager des négociations sérieuses ». « Nous avons fait au cours de la dernière année autant de progrès qu'en trois ou quatre ans », a-t-il dit.

Faisant également état de progrès sur le chapitre des essais nucléaires, M. Hansen a indiqué que les experts des deux pays discuteraient, dès le 18 mai prochain, de la mise en application du principe d'échange d'expériences nucléaires. En vertu de ce principe, acquis au cours des récents entretiens Shultz-Chevardnadze de Moscou, les Etats-Unis procéderaient à un ou plusieurs essais nucléaires en territoire soviétique et vice versa. — (AFP.)

Amériques

ÉTATS-UNIS : en dépit de son caractère discriminatoire

La Cour suprême réaffirme la constitutionnalité de la peine de mort

WASHINGTON
correspondance

Les adversaires de la peine de mort ont subi un échec important, peut-être même définitif. Par cinq voix contre quatre en effet, la Cour suprême a rejeté, il y a quelques jours, les arguments présentés par M. McCleskey, un Noir condamné à mort pour avoir tué un policier blanc, contestant la constitutionnalité de la loi pénale de l'Etat de Géorgie en raison de son caractère discriminatoire contre les Noirs. Il s'appuyait sur une étude du professeur de droit M. Baldus, établissant, statistiques à l'appui, que les Noirs tuant des Blancs étaient condamnés à mort trois fois plus souvent que les Blancs assassinant des Blancs. La Cour, tout en acceptant les conclusions de cette étude, n'en a pas moins jugé que la loi de Géorgie était constitutionnelle.

« Les différences de jugement sont un élément inévitable de notre système de justice criminelle », a déclaré le juge Powell au nom de la majorité, en ajoutant que M. McCleskey n'avait pas prouvé que, dans son cas, le procureur, le juge et le jury avaient été déterminés par des considérations raciales. C'est aux législateurs des Etats et non aux tribunaux de décider si, à la lumière des statistiques, il y a lieu de modifier la loi pénale.

tant que la peine capitale devait être imposée équitablement ou pas du tout... »

La décision de la majorité de la Cour a été essentiellement inspirée par le souci de ne pas créer, pendant des mois, un chaos dans le système judiciaire. La disparité des sentences est, en effet, répandue dans d'autres Etats, et une décision qui aurait conclu que la loi de Géorgie n'était pas constitutionnelle risquait de remettre en question de nombreux jugements. Aussi bien, les adversaires de la peine de mort accusent la majorité de la Cour de s'être prononcée non pas sur les principes, mais en fonction de considérations pratiques et opportunistes.

La constitutionnalité de la peine de mort ayant été confirmée, les condamnés devront motiver leur appel par des considérations spécifiques et particulières à leur cas. La décision devrait accélérer le rythme des exécutions capitales, mais pas dans l'immédiat, dans la mesure où les quelque mille neuf cents condamnés à mort n'ont pas encore épuisé toutes les procédures d'appel. 50,4 % de ces condamnés sont blancs, 41 % sont noirs, le reste étant composé d'indiens américains (1,3 %), d'hispaniques (5,9 %), d'asiatiques (0,5 %). Leurs victimes étaient composées à 75 % de Blancs et 13 % de Noirs.

H. P.

Le gouvernement américain répond aux critiques sur l'« option zéro » et l'IDS

WASHINGTON
Correspondance

La reprise des négociations de Genève coïncide avec un vif débat, quasi public, au sein de l'administration et au Congrès. Ainsi, le secrétaire d'Etat, M. George Shultz, n'a pas manqué, au cours d'un entretien télévisé, de réfuter les arguments du général Rogers, commandant suprême des forces de l'OTAN, lequel rejoint d'importantes personnalités comme M. Kissinger ou le général Scowcroft, anciens présidents du Conseil national de sécurité, dans leurs critiques de l'« option zéro ». Dans le Washington Post du 24 avril, M. Paul Nitze, principal responsable des problèmes de contrôle des armements, justifie la position officielle américaine à peu près dans les termes où, il y a quinze jours, il répondait à M. Kissinger.

Les arguments de MM. Shultz et Nitze s'articulent sur le thème fondamental qu'un accord sur les FNI (forces nucléaires à portée intermédiaire) favorisera l'Occident dans la mesure où il imposera aux Soviétiques d'éliminer trois fois plus

d'ogives nucléaires que les Américains. En outre, ce qui subsistera en tout état de cause, à savoir les forces nucléaires de Grande-Bretagne et de France, les quatre mille têtes nucléaires de l'OTAN et les armes tactiques à la disposition des forces américaines en Europe, représente une puissance nucléaire considérable, suffisante pour dissuader un agresseur potentiel. Ainsi, M. Shultz a souligné avec fermeté et non sans agacement à l'adresse des Européens que l'OTAN était ainsi en mesure d'appliquer la doctrine de « réponse souple ».

De son côté, M. Nitze fait valoir qu'en ce qui concerne les engins balistiques lourds à longue portée, les Soviétiques ont accepté de les réduire de 50 %. Cette mesure favorise les Etats-Unis, qui n'ont pas de telles armes alors que les Soviétiques en comptent trois mille ogives de ce type. Enfin, M. Nitze estime que la suggestion de MM. Kissinger et Scowcroft d'éliminer l'initiative de défense stratégique (IDS) de l'ordre du jour des négociations américano-soviétiques n'est pas réaliste. « Refuser d'en discuter avec

les Soviétiques serait mettre fin à la possibilité de stabiliser les réductions des armes stratégiques offensives et mettrait l'IDS en grand danger au Capitole même », écrit-il.

A cet égard, la publication par un groupe d'éminents savants et physiciens américains d'une étude appuyant sur des informations officielles et exprimant les plus sérieux doutes sur l'IDS pourrait renforcer les réserves des parlementaires, qui ont déjà sensiblement réduit les crédits affectés aux armements défensifs. Les responsables du projet répondant que les savants n'ont pas tenu compte des progrès substantiels accomplis récemment, depuis la préparation de leur rapport.

Face au président qui continue d'afficher son optimisme, les préoccupations de politique intérieure animent les démocrates, majoritaires au Congrès, mais qui sont eux-mêmes divisés. Les uns se déclarent optimistes et incitent le gouvernement à aller résolument de l'avant ; les autres, qui jadis reprochaient au président de « traîner les pieds » sur la voie de la négociation, recommandent qu'elle soit menée avec la plus grande prudence. En somme, les

démocrates ne souhaitent pas que le président tire partie auprès de l'opinion d'un accord, mais ils sont prêts à le rendre responsable de l'échec éventuel d'une négociation si près du but.

Dans l'immédiat, les démocrates ont soumis au Congrès des propositions déjà approuvées par la Chambre, mais mises en veilleuse avant la rencontre de Reykjavik, et que la Maison Blanche a immédiatement qualifiées de « néfastes ». Il s'agit, d'une part, de demander au président d'observer le traité SALT-2, sauf s'il pouvait prouver que les Soviétiques ont dépassé les plafonds établis ; d'autre part, d'interdire les essais nucléaires dépassant une kilotonne tant que les Soviétiques arrêteront leurs propres essais et admettront une procédure acceptable de vérification. « Si le Congrès persiste à vouloir lier les mains du président au lieu de les renforcer, notre position dans une négociation en souffrira », a dit M. Adelman, directeur de l'administration du contrôle des armements.

HENRI PIERRE.

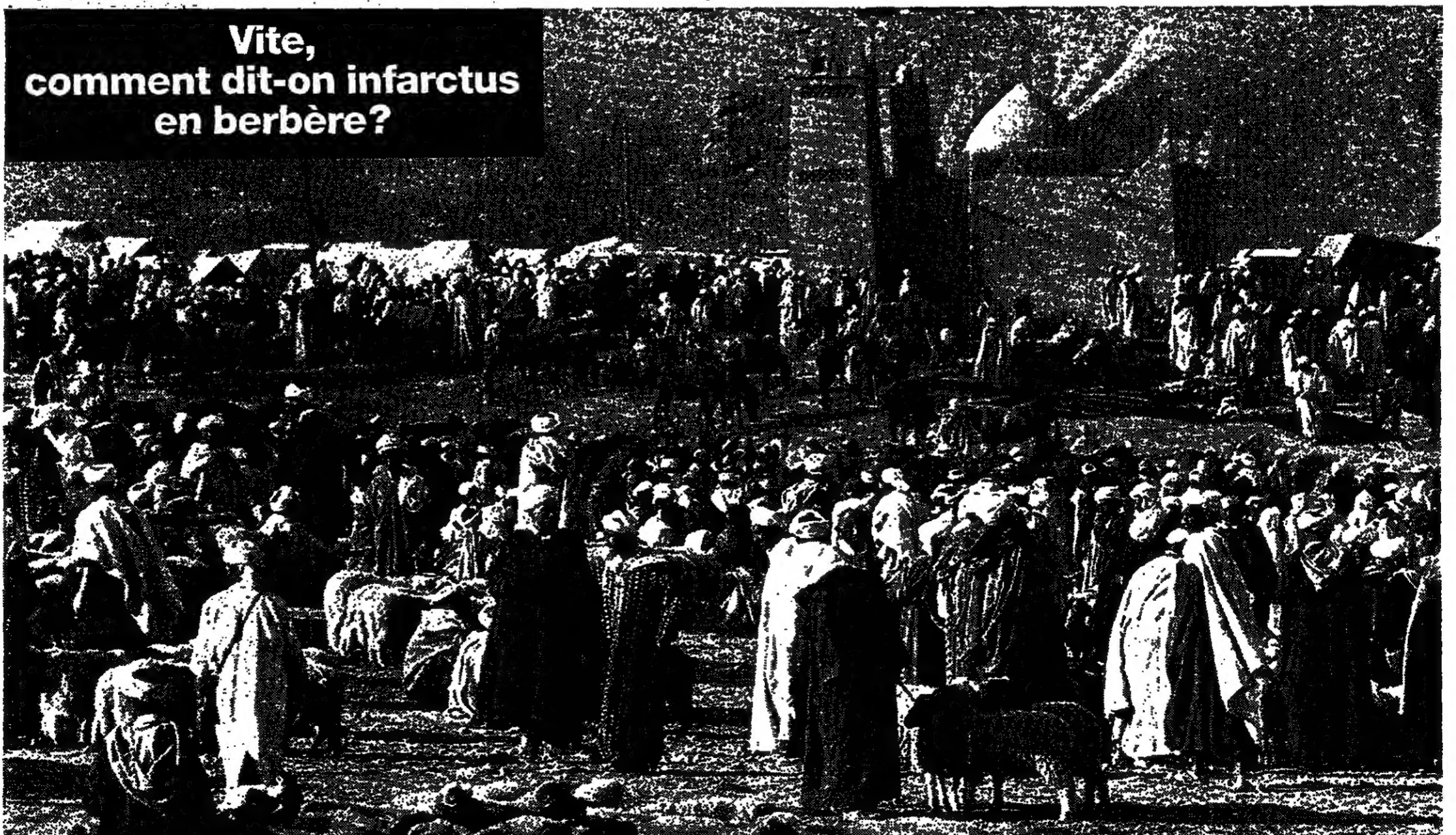
Le Monde
sur minitel

LIVRES

Pour retrouver les dernières critiques du Monde.

36.15 TAPEZ LEMONDE

Vite, comment dit-on infarctus en berbère ?



MONDIAL ASSISTANCE

Où que vous soyez, nous sommes là. A chaque heure du jour ou de la nuit, quoi qu'il arrive, téléphonez-nous. Nous agissons aussitôt. Aussitôt nos correspondants médicaux et techniques interviennent. Ils parlent les dialectes les plus difficiles. Aussitôt, dépanneuses, ambulances, avions sanitaires, équipes médicales spécialisées arrivent à votre secours. Partez tranquille jusqu'au bout du monde. Nous vous assistons partout, de toutes nos forces. Pour nous, l'urgence est une routine. Pour tous renseignements : Mondial Assistance 16 (1) 42.57.12.22.

ANADA
SERVICES COMPRIS

Wardair

Politique

A l'Assemblée nationale

Unanimité pour l'aggravation des peines encourues par les conducteurs en état d'ivresse

Les députés ont entendu la voix du cœur et de la raison, non celle des mœurs ancestrales. Sans hésiter, le 23 avril, le projet de loi aggravant les peines encourues par les personnes conduisant en état d'ivresse. De l'extrême gauche à l'extrême droite, ils ont accepté la plupart des modifications apportées au texte afin de le rendre plus sévère.

La majorité des députés ont décidé — malgré les réserves du garde des sceaux — que l'ampleur du problème méritait une entente sérieuse aux principes du droit pénal. La possibilité du suris est interdite aux juges si un conducteur ivre a été responsable d'un accident mortel. Ce responsable devra obligatoirement être condamné à au moins un mois de prison ferme ou à

deux cent quarante heures de travaux d'intérêt général. L'unanimité s'est faite pour constater que, en cette matière aussi, la prévention était plus utile que la répression.

M. Alain Chalandon a promis que, avant la fin de la session, un texte interdirait la publicité pour les boissons alcoolisées sur les chaînes de télévision privées.

M. Georges Filloud puis M. François Léotard les avaient autorisés.

L'Assemblée nationale a voté la loi « sécurité et liberté » de M. Alain Peyrache, abrogée en 1983 par la gauche, limitant l'octroi du suris aux auteurs de certaines infractions de violence (assaut, empoisonnement, viol, proxénétisme, etc.). Cette tentative de ligoter les magistrats provoqua, parmi d'autres raisons, le tollé que l'on sait...

L'ampleur du drame est évidente. Depuis longtemps, gouvernants et législateurs ont tenté d'y faire face. Quelques tragédies récentes les ont convaincus qu'il convenait de faire encore plus et ont balayé les quelques réticences qui pouvaient subsister ici ou là. La vision de ces familles éplorées après l'assassinat de leurs enfants par des chauffeurs ont permis cette unanimité bien rare en politique. M. Alain Chalandon a pu profiter de ce climat. Ses propositions ont même été jugées bien insuffisantes sur tous les bancs de l'Assemblée. Tous les orateurs lui ont fait remarquer que l'amélioration de la sécurité routière ne pouvait se satisfaire d'un renforcement de la lutte contre la conduite en état alcoolique. D'où la proposition de loi déposée le jour même prévoyant un plan d'ensemble (voir ci-contre).

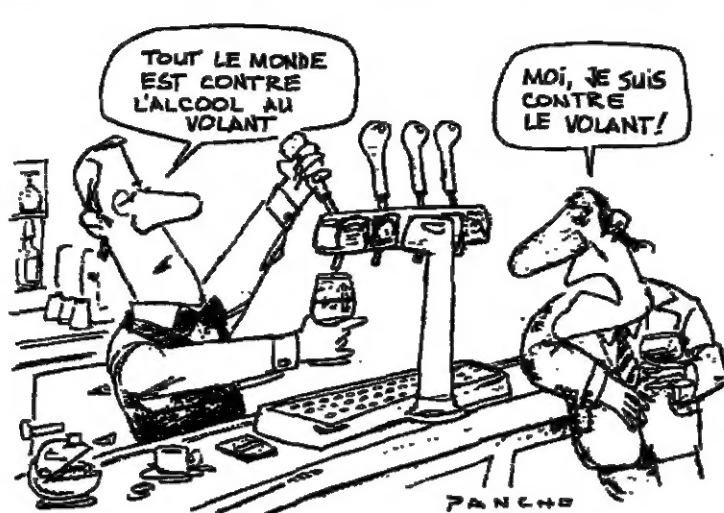
L'aspect pénal auquel le gouvernement a volontairement réduit son dispositif dans un premier temps a été jugé lui aussi bien léger. L'unanimité a été réalisée finalement pour le durcir considérablement (voir ci-contre les dispositions finalement retenues). Pourtant, comme l'a dit M. Georges-Paul Wagner (FN, Yvelines), est-il utile de « relever la barre des sanctions, alors qu'il apparaît que les magistrats hésitent le plus souvent à franchir celles existant actuellement ». « Oui », répond sans hésitation le ministre de

la justice : « Mon texte a une portée psychologique. Il veut dissuader, transformer les mentalités, les comportements des conducteurs mais aussi des magistrats. »

Comme il constate que dix circonscriptions au parlement n'ont pas suffi à obtenir un durcissement de l'application de la loi, il espère que le vote d'une loi, « surtout à l'unanimité », permettra d'aboutir à « l'inflexibilité » qu'il appelle de ses vœux.

« D'un excès dans l'autre »

Attention tout de même à ne pas aller trop loin. D'accord avec M. Pascal Clément (UDF, Loire), il souhaite un « équilibre » et que l'on ne s'abandonne pas à « un mouvement d'opinion qui ferait tomber d'un excès dans l'autre ». Il craint justement que le seul point qui ait vraiment fourni matière à débat n'entraîne vers cet excès. Car la création d'une peine plancher pour les conducteurs ivres ayant causé mort d'homme ne fait pas l'unanimité. Proposée par M. Clément, elle a été atténuée par la commission des lois qui, à l'initiative de M. Michel Sapin (PS, Hauts-de-Seine), a laissé au juge le choix entre un mois de prison ferme ou 240 heures de travaux d'intérêt général, de préférence dans les services chargés de secourir



les blessés de la route. Au sein même de l'UDF, cette « révolution pénale » a été contestée, notamment par M. Gilbert Gantier.

Défendant pour une fois la liberté des magistrats, le Front national, par la voix de M. Wagner, a rappelé que la dernière peine plancher avait été supprimée en février 1981 et que ce principe était contraire à la théorie du droit pénal français. M. Chalandon en convient, ce qui le rend très hésitant, alors même qu'il trouve trop grande « la liberté des juges ». Il estime contraire à une bonne discussion « les diversités trop importantes de jugement ».

Aussi souhaite-t-il un « inflexionnement » de cette théorie. Il juge inacceptable la proposition de certains socialistes qui, appelés à l'ordre par leur groupe, ne voulaient imposer aux juges qu'une peine obligatoire de 40 heures de travaux d'intérêt général. « L'interdiction du travail obligatoire ne permet pas de l'imposer à un condamné », rappelle le ministre de la justice. Finalement, cette peine plancher a été décidée par les voix du RPR, de l'UDF (unie, les réticents ayant baissé les bras) et du PC, contre celle — alliance peu habituelle du PS et du FN.

Une telle sévérité est-elle compatible avec l'utilisation d'appareils de mesure de l'alcoolémie dont MM. René André (RPR, Manche), Emmanuel Aubert (RPR, Alpes-Maritimes) et André Fauton (RPR, Calvados) ont mis en cause la fiabilité ? M. Jacques Toubon est hésitant, il souhaite que les conducteurs puissent faire appel à un contrôle médical plus sûr. « C'est difficile à mettre en œuvre », explique le garde des sceaux, qui promet d'essayer de trouver une solution avant le vote définitif du texte.

Pour-on punir l'abus d'alcool et en même temps laisser les télévisions en faire la publicité ? Ni la droite ni la gauche ne le pensent. Mais la première est venue de souligner que c'était la seconde qui avait commencé à introduire le loup dans la bergerie. M. Jacques Barrot avait obtenu un engagement du premier ministre. Mais comme les socialistes et les communistes étaient décidés à soulever le problème dans l'hémicycle, le secrétaire général du CDS et M. Florence d'Harcourt (UDF, Hauts-de-Seine), en firent autant.

M. Chalandon dut prendre un engagement formel : avant la fin de la session, le gouvernement déposerait un texte, probablement dans le cadre du projet portant diverses dispositions d'ordre social, interdisant cette publicité. La majorité, comprenant qu'il fallait le temps de la préparation, accepta le délai et repoussa les amendements de la gauche.

« Depuis dix ans que je suis à l'Assemblée, j'ai l'impression que c'est le lobby du plaisir qui fixe les règles du jeu. » Cette constatation amère de M. d'Harcourt est largement partagée. Mais jeudi, pour une fois, ce ne fut pas le cas. Quelques images horribles ont, enfin, réussi à faire taire les porte-parole des intérêts des producteurs et des vendeurs d'alcool.

THIERRY BRENIER.

● **Détention préventive pour un chauffeur ivre.** — L'automobiliste en état d'ivresse qui a tué, dimanche 19 avril, deux jeunes cyclistes près de Pontchâteau (Loire-Atlantique) (le Monde du 22 avril) restera en détention jusqu'à sa comparution devant le tribunal de Saint-Nazaire.

Le laxisme supposé des juges

Quelle liberté d'appréciation faut-il laisser aux juges ? La question a resurgi, jeudi 23 avril, à l'Assemblée nationale, où les députés débattaient de l'alcoolisme au volant. Le texte finalement adopté, après une discussion serrée, restreint la marge de manœuvre des magistrats. Il interdit le suris. Il institue ce qu'on appelle une « peine plancher » (lire ci-dessous).

Depuis le code pénal de 1810 et par le jeu du suris et des circonstances atténuantes, les magistrats peuvent descendre très bas dans l'échelle des peines. C'est-à-dire prononcer des condamnations inférieures aux minimums prévus par le code.

Cette liberté d'appréciation répond à un souci presque philosophique. C'est, en quelque sorte, affirmer que les magistrats jugent non des infractions, mais des hommes qui commettent des infractions. C'est faire entrer en ligne de compte la personnalité du délinquant. C'est inciter les magistrats qui le jugent à examiner de près les faits qui lui sont reprochés. C'est insister, enfin, sur la singularité de chaque infraction.

A pousser trop loin ce raisonnement on risque néanmoins de tomber dans l'excès inverse. Sous l'Ancien Régime, les juges pouvaient prononcer n'importe quelles peines, pourvu qu'elles fussent parties des sanctions en vigueur dans le royaume de France. On était en plein arbitraire.

La Révolution corrigea ce système mais alla trop loin. A chaque infraction correspondait une peine fixe. Robespierre expliquait ainsi ce choix : « En matière pénale, il faut des lois précises et

point de jurisprudence. » Sous-entendu : divisions de donner trop de pouvoir aux juges qui peuvent en abuser.

Un argument resurgit périodiquement. Pour combattre le laxisme supposé des magistrats, la loi « sécurité et liberté » de M. Alain Peyrache, abrogée en 1983 par la gauche, limitait l'octroi du suris aux auteurs de certaines infractions de violence (assaut, empoisonnement, viol, proxénétisme, etc.). Cette tentative de ligoter les magistrats provoqua, parmi d'autres raisons, le tollé que l'on sait...

La fin et les moyens

Le débat de jeudi à l'Assemblée nationale fut une querelle à la fois technique et politique. M. Chalandon en a bien perçu l'enjeu qui, avant de s'en remettre à la sagesse de l'Assemblée, a fait état de ses hésitations. D'un côté, s'il est remarqué, « les peines incompressibles apparaissent comme une marque de défiance à l'égard des juges ». De l'autre, s'il est déclaré, « je suis frappé par la liberté dont disposent les magistrats ». Pour ma part, je serais enclin à la limiter.

Voilà désormais qui est fait, dans l'espoir de réduire les hécatombes sur les routes. La fin justifie-t-elle pour autant ce moyen ? Non, pensait le RPR lorsqu'il s'est présenté l'année dernière aux scrutins des Français. Son programme prévoyait seulement la « réévaluation du suris », non sa suppression, même pour la meilleure cause.

BERTRAND LE GENDRE.

Deux mois à deux ans de prison

Le projet initial ne prévoyait qu'un doublement des peines pour la conduite en état alcoolique. Elles seront finalement de deux mois à deux ans de prison assorti ou remplacé par une amende de 2 000 à 30 000 F.

— la peine en cas de délit de fuite est doublée : 2 mois à 2 ans de prison assorti ou remplacé par une amende de 2 000 à 30 000 F.

— en cas de récidive ou de cumul d'infraction le juge pourra décider, à titre de mesure complémentaire, la confiscation ou l'immobilisation du véhicule dont le fait se servait. Jusqu'alors il ne pouvait s'agir que d'une peine de substitution ;

— la procédure d'extrême urgence de suspension administrative du permis de conduire sera utilisable si le conducteur refuse de se soumettre au test de dépistage de l'état alcoolique ;

— les conducteurs n'ayant pas de permis de conduire seront passibles d'une peine de 2 mois à 2 ans de prison assorti ou remplacé par une amende de 2 000 à 30 000 F.

— la procédure d'extrême urgence de suspension administrative du permis de conduire sera utilisable si le conducteur refuse de se soumettre au test de dépistage de l'état alcoolique ;

— les conducteurs n'ayant pas de permis de conduire seront passibles d'une peine de 2 mois à 2 ans de prison assorti ou remplacé par une amende de 2 000 à 30 000 F.

— la procédure d'extrême urgence de suspension administrative du permis de conduire sera utilisable si le conducteur refuse de se soumettre au test de dépistage de l'état alcoolique ;

— les conducteurs n'ayant pas de permis de conduire seront passibles d'une peine de 2 mois à 2 ans de prison assorti ou remplacé par une amende de 2 000 à 30 000 F.

L'interdiction de la publicité pour la bière

Un lourd handicap pour les télévisions privées

« Ni raisonnable ni sérieuse » : telle est l'appréciation que porte le responsable de la régie publicitaire d'une chaîne privée sur les atermoiements du gouvernement concernant l'interdiction de la publicité pour les alcools sur le petit écran. Seules les télévisions privées sont autorisées actuellement à diffuser des spots sur les alcools de moins de 9 degrés.

L'engagement pris par le gouvernement, le 23 avril, de « revenir d'une manière ou d'une autre » sur le décret du 16 février 1987 signé par M. François Léotard risque de mettre à mal les chaînes privées et leurs recettes publicitaires. Ces chaînes ont déjà du mal à boucler leur budget pour cette année (le Monde du 24 avril).

La publicité pour les alcools faisait partie de cette fameuse « file d'attente » sur laquelle comptaient les opérateurs de chaînes privées. Pour TF1, la perte sèche du budget alcools de moins de 9 degrés (cidre et bière) s'élevait à 150 millions de francs. Pour la 5 et M6, le déficit est moindre

— quelques dizaines de millions de francs — mais pèse lourd sur un chiffre d'affaires publicitaire beaucoup plus restreint que celui de TF1.

Mais c'est à terme que le handicap se ferait beaucoup sentir. Les chaînes privées minuent sur un accroissement rapide des recettes provenant de ce secteur, observant que dans toutes les télévisions privées du monde la publicité pour la bière représente une part importante de leur chiffre d'affaires. Selon M. Michel Barzach, ministre délégué à la santé, ce manque à gagner pour les télévisions françaises pourrait être de 800 millions de francs sur cinq ans.

Les dirigeants de TF1, de la 5, de M6 et de Canal Plus n'avaient pas encore réagi, le 24 avril, à l'annonce gouvernementale d'une future interdiction de la publicité pour les alcools. Mais certains laissent entendre que les annonceurs (qui ont déjà financé des spots) pourraient engager un recours contre cette interdiction.

Au Sénat

La réforme de la fonction publique territoriale

Socialistes et communistes (ces derniers multipliant les demandes de scrutin public) ont continué, le jeudi 23 avril, de débattre du projet de loi réformant la fonction publique territoriale. Ainsi ont-ils critiqué l'instauration d'un Centre national de la fonction publique territoriale (CNFPT), chargé notamment des actions de formation et de la gestion des agents de la catégorie A et de certains appartenant à la catégorie B. Pour M. Paulette Font (PC, Seine-Saint-Denis), les collectivités locales ne pourront bénéficier du personnel de qualité qu'elles peuvent prétendre et la fonction publique territoriale ne sera plus que « le parent pauvre de la fonction publique ». Quant à M. René Reganant (PS, Côtes-du-Nord), il dénonce un « retour en arrière » avec l'exclusion des fonctionnaires eux-mêmes dans la définition des besoins de la formation et des moyens de la satisfaire. Les uns et les autres plaident, mais en vain, pour une séparation de la gestion et de la formation, et une décentralisation de cette dernière.

Quant à la majorité, elle apporte des retouches à la composition du conseil d'administration du CNFPT en portant le nombre de ses membres de trente à vingt et un. Il s'agit, pour elle, d'augmenter la représentativité des départements, en faisant passer de quatre à cinq le nombre maximum de leurs représentants. M. Yves Galland, ministre délégué chargé des collectivités territoriales, affirme que le gouverne-

ment tiendra les engagements de ses prédécesseurs en dégageant les moyens financiers nécessaires au passage des secrétaires généraux de maires de communes de 2 000 à 5 000 habitants, de la catégorie B à la catégorie A.

Malgré l'avis hostile du gouvernement et de M. Paul Girod (Gauche dém., Aisne), rapporteur de la commission des lois, les sénateurs socialistes, RPR, de la Gauche démocratique et de l'Union centriste — alors que ceux du PCF et de l'UREI sont d'un avis contraire — décident de ne pas limiter le taux des cotisations dues par les collectivités au CNFPT. La commission des lois avait proposé de fixer à 1 % le taux maximum pour 1987 laissant aux lois de finances ultérieures le soin de le réajuster.

En accord avec le gouvernement, la commission des lois apporte des précisions sur le système des listes d'aptitude. Par rapport à la loi de 1984, le projet substitue l'ordre alphabétique à l'ordre du mérite et dispose que l'inscription sur une liste d'aptitude ne vaut pas recrutement. La commission étend la validité de la liste à deux ans, sous réserve que les intéressés, au bout de la première année, manifestent leur intention d'y être maintenus.

En outre, elle fixe à 130 % du nombre des postes à pourvoir le nombre maximum de noms pouvant figurer sur une liste d'aptitude et — pour éviter le « pseudo-concours » — le nombre des inscrits doit être supé-

rieur d'au moins une unité à celui des postes à pourvoir.

La commission des lois a souhaité étendre la procédure dite « de chevronnement » des catégories supérieures, fonctionnaires de catégories C et D, à ceux des catégories supérieures, « seuls à occuper leur grade dans leur collectivité ». Ce système vise à permettre à un fonctionnaire ayant atteint le sommet de son cadre de passer graduellement à la catégorie supérieure de rémunération, sans changer d'emploi. Selon M. Girod, « cette extension de la procédure permettrait d'améliorer la situation personnelle d'un fonctionnaire en fin de carrière occupant un tel emploi, et cela sans mutation » de collectivité.

M. Galland a rappelé que le système du « chevronnement » avait été institué, à la fin des années 70, en faveur des fonctionnaires disposant de faibles perspectives de carrière, incompatibles avec les promotions offertes à ceux des catégories supérieures. En outre, le ministre délégué chargé des collectivités territoriales redoute que l'adoption de cet amendement ne soulève « des demandes reconventionnelles » de la part des agents de la fonction publique d'Etat et des fonctionnaires territoriaux des catégories inférieures.

Néanmoins, il satisfait la commission, qui retire son amendement, en proposant que les agents des catégories A et B visés soient « récompensés » par des « rémunérations accessoires basées sur l'ancienneté et l'expérience » et des « promotions

internes non liées au recrutement extérieur ». Ces mesures n'entraînent pas dans le domaine de la loi.

En matière disciplinaire, le Sénat a d'abord adopté un amendement, proposé par la commission des lois, visant à rétablir dans les sanctions de premier groupe « l'exclusion temporaire de fonctions pour une durée maximale de cinq jours ».

La Haute Assemblée a également approuvé la proposition, soutenue par le rapporteur, permettant aux fonctionnaires encourus des sanctions de deuxième, troisième et quatrième groupes de déposer un recours devant les conseils de discipline départementaux, et non plus devant le Conseil supérieur de la fonction publique territoriale, jugé trop éloigné du dossier.

Enfin, deux amendements proposés par M. Michel Charasse (PS, Pyrénées-Orientales), conseiller technique à l'Elysée qui s'est distingué de ses collègues socialistes en ne prenant pas part à plusieurs scrutins publics et soutenu par la commission des lois, ont été adoptés, les groupes socialistes et communistes ayant voté contre. Le premier visait à garantir la parité de la commission disciplinaire administrative, composée d'élus et de fonctionnaires territoriaux. Le second tendait à rendre facultative l'indemnité versée par la collectivité locale à un agent licencié pour insuffisance professionnelle.

A. Ch. et V. D.

CHASSEROT RICHARD
VOUS CONSEILLE EN
Matière d'Alcoolisme
au Volant
Consultez RICHARD
à la Chambre des Députés

GUY
DES CARS
EST CHEZ
JAI LU.

سكيا في الاموال

Politique

Le voyage du premier ministre en Lorraine

M. Chirac propose un soutien limité et sélectif aux industries traditionnelles

M. Jacques Chirac a présenté, le vendredi 24 avril, au conseil régional et au comité économique et social de Lorraine, réunis à Metz, le programme mis au point, pour cette région, à travers une concertation entre le gouvernement, les élus lorrains et les responsables économiques (le Monde du 24 avril).

Rappelant que la Lorraine avait perdu, en moins de quinze ans, soixante-dix mille postes de travail, le premier ministre a souligné que, « en dépit de ses difficultés », cette région « est en train de retrouver son dynamisme » et qu'« une conscience plus claire des réalités économiques

d'aujourd'hui, même si elle est dure à accepter, s'est généralisée ». Quelques sept cents personnes ont manifesté, ce vendredi matin dans le centre de Metz, à l'appel de la CFTD et de FO, leur opposition à la politique du premier ministre.

METZ
de notre envoyé spécial

Le plan qu'a exposé à Metz M. Chirac procède de trois idées : « L'Etat et les grands groupes industriels doivent continuer, à-t-il dit, d'accompagner les mutations économiques en cours, afin que soient maîtrisées, et non plus subies, les conséquences sociales de ces évolutions. » Les handicaps structurels de la Lorraine (...) doivent être simultanément combattus ; enfin, les atouts de la région « doivent être valorisés dans une perspective à la fois nationale et européenne ».

Le premier ministre, qui avait reçu, le 21 avril, les présidents des quatre grands groupes implantés en Lorraine (la sidérurgie, les Houillères, CDF-chimie et EDF), a souligné que ceux-ci « n'ont pas de réelle perspective d'expansion pour leurs activités ». Ces activités, a-t-il déclaré, « demeureront longtemps encore la colonne vertébrale de toute la région », mais, après une période marquée par « le volontarisme à tout-va et le surinvestissement, avec les conséquences que l'on sait, personne, aujourd'hui, ne songe raisonnablement à continuer dans cette voie ». Aussi le soutien apporté à ces industries est-il limité et sélectif.

Les Houillères du bassin de Lorraine vont recevoir 130 millions de francs de dotations en capital, avec 170 millions de francs d'aides nationales, régionales et européennes, leur permettant de construire un nouveau type de chan-

dière de 125 mégawatts, à usage à la fois productif et promotionnel. CDF-chimie, qui reçoit 3,1 milliards de francs de dotations en capital, en investira près de 1 milliard, « avec une tranchée significative », a dit M. Chirac, à Carling. Quant à la sidérurgie, « trop de valeurs promises ont été faites », a déclaré le premier ministre. En outre, la Communauté européenne n'autorise plus les apports financiers à ce secteur.

Pour la réindustrialisation, le gouvernement, estimant que certains « outils mis en place en 1984 » s'étaient révélés utiles, a « décidé », en conséquence, de les maintenir, voire de les renforcer. Saillon-Usinor et Charbonnages de France recevront, au total, 300 millions de francs pour doter leurs sociétés d'industrialisation, une « part importante » de ces moyens étant destinée à la Lorraine. Le fonds d'industrialisation de la Lorraine recevra 100 millions de francs en 1987 et en 1988, et le fonds d'industrialisation du bassin houiller recevra 50 millions de francs. Enfin, M. Chirac a indiqué que, si les résultats obtenus dans les trois zones d'entreprises créées à Dunkerque, La Seyne-sur-Mer et La Ciotat sont positifs, une prochaine zone s'ouvrira en Lorraine.

Le réalisme des syndicats

Le premier ministre s'était entretenu pendant plus de deux heures et demi, jeudi après-midi, à Metz, avec les responsables régionaux des syndicats CFTD, FO, CGC et CFTC, la CGT ayant refusé, pour sa

part, de se rendre à cette invitation. Cet entretien s'est déroulé, selon M. Chirac, dans un « climat de travail sérieux et efficace ». M. Jacques Chirac, préfet délégué à la réindustrialisation, ancien numéro deux de la CFTD, ne tarissait pas d'éloges à la sortie, et sur le réalisme dont avaient fait preuve les syndicats présents : « Quelle évolution ! », disait-il — et sur la façon dont le premier ministre avait trouvé le « ton » pour répondre à ses interlocuteurs. Pour M. Chirac, il est clair que « l'ampleur des restructurations qui restent à opérer » (vingt-cinq mille à trente mille suppressions d'emploi d'ici à 1990, selon M. Chirac) « rend indispensable, pour quelque temps, la prolongation de l'effort de solidarité nationale » inscrit dans la convention générale de protection sociale de la sidérurgie. Le premier ministre s'est refusé à indiquer le montant de la contribution que l'Etat est « prêt à apporter ».

Le 24-41 dit jeudi soir devant le conseil général de la Moselle, « ce n'est pas ainsi qu'il faut aborder le problème ». Il s'est prononcé, en revanche, pour un raccourcissement de la durée des congés formation-conversion, pour une prolongation des préretraites, « qui pourrait aller jusqu'au 31 décembre 1990 », et pour « le maintien, pendant trois ans, des garanties de ressources pour les salariés dispensés d'activité ou en cessation anticipée d'activité ».

M. Chirac a annoncé, d'autre part, des mesures en faveur de l'habitat et pour le traitement des friches industrielles. En matière de formation, vingt et une nouvelles sections de BTS doivent être créées, dont quatre sections agricoles. La formation continue va être renforcée, grâce à un programme de 107 millions de francs, dont 86 millions de francs pour l'Etat. Le premier ministre a annoncé, enfin, un effort nouveau pour les infrastructures, qui portera à un total de 1 milliard de francs les sommes consacrées, en 1987 et en 1988, à ce secteur, dont plus de la moitié par l'Etat.

M^{me} Barzach à « Questions à domicile »

La sirène du RPR

M^{me} Michèle Barzach « a fait le choix d'une vie politique », a-t-elle déclaré. Elle est candidate pour les présidentielles et elle compte se présenter aux prochaines élections législatives... Les gaullistes — dont elle apprécie la mosaïque d'élus et de sensibilités — ont hérité ainsi d'une vocation affirmée avec passion et... d'une vedette de la communication. Pour une femme qui a toujours travaillé, mais qui revendique à la fois la spécificité de son rôle au foyer et son droit à l'épanouissement professionnel et au même titre que les hommes, la découverte de la passion politique dans la campagne électorale et d'une admiration conjointe pour « les desseins historiques » du général de Gaulle et la personnalité de Jacques Chirac.

Bien qu'elle se situe « au centre droit », M^{me} Barzach apporte aux jugements qu'elle émet sur la drogue, la SIDA, les hôpitaux, la procréation assistée ou les déclarations de MM. Le Pen et Mitterrand un mélange d'humour, de tolérance et d'ouverture d'esprit qui devrait lui valoir,

comme ce fut le cas pour Simone Veil, l'approbation des jeunes et même celle... de la gauche modérée. Certes, le poids de l'étoile montante du RPR et du féminisme politique ne peut encore être comparé au véritable magistère moral qu'exerce, de toute la puissance de sa personnalité, l'ancienne présidente du Parlement européen. Mais elle entend bien, comme cette dernière, faire prévaloir dans l'exercice — nouveau pour elle — du pouvoir, les qualités particulières de sensibilité, d'ouverture intelligente, d'écoute de chacun qui sont, dit-elle, propres aux femmes. Ces qualités, dont elle a su démontrer, jeudi, à des millions de Français qu'elle les possédait au plus haut point, et qu'elle savait les faire valoir avec intelligence et avec charme. 52 % des Français n'ont jamais entendu parler d'elle, indiquait un sondage de la SOFRES. Nul doute qu'ils seront à l'avenir beaucoup moins nombreux.

Dr E.-L.

Election cantonale partielle dans le Territoire de Belfort

Les couleurs de M. Forni et la valise de M. Rocard

BELFORT
De notre envoyé spécial

M. Raymond Forni n'est pas issu « d'orphelin » trop longtemps. Député socialiste du Territoire de Belfort de 1973 à 1986, il a été élu par le CERES au moment du choix des candidats aux législatives de mars 1986. Il vient de réintégrer sa famille d'origine. M. Forni n'avait, il faut le dire, par le choix « Républicain » technique par la suppression de la Haute Autorité de l'Industrie où il avait été recasé en août 1985, l'ancien président de la commission des lois de l'Assemblée nationale, avocat de profession, a saisi la première occasion pour faire sa rentrée politique : l'élection cantonale partielle de Belfort, dont le premier tour a lieu le dimanche 26 avril. Avant d'entamer sa campagne, celui qui estimait avoir été « trahi » par la proportionnelle et par les siens a regagné sagement le courant de M. Chevènement, Socialisme et République (ex-CERES).

« Il faut éviter les querelles internes, il y a d'autres batailles à gagner », explique M. Forni. Les couleurs en politique ne sont jamais longtemps indigestes. Pour son retour, M. Forni s'est réglé d'un meeting de cinq cents personnes, jeudi 23 avril à Delle (à 20 kilomètres de Belfort), en présence de l'ancien ministre de l'Education nationale et de M. Rocard, qui achève son déplacement en Franche-Comté.

Deux jours plus tôt, M. Madelin, ministre de l'Industrie, était venu soutenir la candidature UDF, M^{me} Michèle Barzach. Cette décision provoquée par la démission du conseiller général sortant, M. Paul Michailoff (RPR), a été suivie d'une condamnation pour fraude fiscale, et « importante pour les socialistes dans le processus de reconquête », a dit M. Chevènement.

M. Rocard, de son côté, a estimé que, au vu des résultats des dernières élections partielles, les Fran-

çais « semblent avoir pleinement pris la mesure de la politique menée par M. Chirac ». « Le libéralisme est un mythe », a-t-il dit, les chaînes de télévision « vont se développer ». « Le libéralisme s'interdit de penser à l'avenir », a ajouté M. Rocard.

Avant cette réunion, M. Chevènement avait accueilli le député des Yvelines à la mairie. « A peine arrivé, tu lui offres une valise », a souri le sénateur Michel Dreyfus-Schmidt lorsque M. Chevènement a remis à M. Rocard un porte-documents rempli de déclarations sur Belfort. Ce ne fut pas sûr qu'une fausse alarme. M. Chevènement a fait preuve d'un sens parfait de l'hospitalité. « Nous te recevons comme un des candidats possibles du PS en 1988 et même comme le seul déclaré à ce jour », a-t-il dit. « Que tu puisses être candidat nous paraît chose normale. D'abord, parce que tu l'as depuis longtemps », a ajouté M. Chevènement dans une petite perle qui a fait rire jusqu'au principal adversaire, le maire de Belfort, qui juge péjoratif le projet des rocardiens, a rétorqué la désignation de candidats à la présidentielle ne pouvait se faire « indépendamment de ses orientations politiques ». Il n'en a pas moins jugé « naturel » que M. Rocard « puisse faire campagne aujourd'hui dans le pays ».

Malgré tout, M. Rocard a parfois continué à faire figure de numéro deux dans ce déplacement. Ironie du calendrier, il succédait au chef de l'Etat venu en visite officielle il y a trois semaines. A Belfort, la page du livre d'or de la ville s'ouvrait encore à la signature de M. Mitterrand. A Héricourt (Haut-Saône), le député, M. Jean-Pierre Michel, n'a pas manqué de relever le parallèle en soulignant Michel Rocard dans le par- où il avait reçu le président de la République. « Est-ce une simple coïncidence ou un raccourci de l'Histoire ? L'avenir le dira ».

CORINNE LESNES.

JOURNAL D'UN AMATEUR, par Philippe Boucher

QUE les mutations de personnel sur les chaînes de télévision prennent-elles de la place dans les journaux ? La future télévision présidentielle, qui s'annonce pour le 15 mai, n'est-elle pas payée à l'égout de l'Etat, et l'absence de responsabilité nettement plus lourde ?

Pour les uns, divers, pour les autres, informers, la chaîne est indissolublement liée à la fonction de gouvernement. Elle est aussi plus neuve. Au fond, en ne gouvernant pas, aujourd'hui, de manière très différente de ce qui se faisait vingt-cinq ou trente ans. A cela près que, depuis peu, il y a une trentaine d'années, les hommes politiques doivent compter avec la télévision, qui les révèle ou les étouffe. Liberté supplémentaire de la presse ? C'est à voir.

Au contraire, les hommes dits « de communication » se sont attachés de la tutelle de l'Etat. Ils ont reçu en échange le contrôle d'un pouvoir moins discernable, celui de l'argent. D'abord, celui qu'ils engagent — et obtiennent — des financiers qui les emploient. Ce qui, par suite, signifie que cet argent doit être rendu, de préférence au couple. Les hommes dits « de communication » se sont attachés de la droite et de la gauche pour un mentor aussi neutre que le profit.

A la pire époque de la RTF — de de Gaulle à Pompidou et de « ms » à télévision à la voix de la France », — il s'agissait de soutenir une politique, ou, au moins, de ne pas décevoir ceux qui la conduisaient. Il s'agissait tout de même de cela, aussi critiquable que cette politique ait pu être. Il s'agissait tout de même de se battre, pour ou contre, à propos d'une idée ou qui par parenthèse, permettait de rémunérer à des taux nettement plus élevés journalistes et animateurs. Mais l'argent reçu par eux alors n'était pas destiné à faire des profits.

Désormais, pour passer et réintégrer que soit la remarque, il ne s'agit plus de vendre une idée ou une politique, aussi partiale qu'on l'ait vue en son temps, mais de faire de l'argent. A peine entré (et, à vrai dire, pour pas cher) dans le capital de TF1, M. Bernard Tapie annonce la prochaine (7) célébration du premier (7) milliard (7) de bénéfices (7) de l'entreprise. Le mieux-disant culturel a déjà du plomb dans l'aile. On en revient enfin aux choses sérieuses.

De sorte que tant l'information que le divertissement ne sont plus une fin en soi, mais une étape, un stade intermédiaire, un moyen permettant de décaler les plus grandes bénéfices possibles.

Ce qui justifie les traitements — pharaoniques à la taille française. — rattachés aux

transfuges. « Transfuges », ne dirait-on pas un vocable de guerre froide, ces passages de la « Une » à la « Cinq » reproduisant d'autres passages, remontant aux années 50, d'Ouest en Est, accompagnés des mêmes lamentations et des mêmes anathèmes ?

La France de la « Une » est en situation de catastrophe nationale vis-à-vis de la « Cinq ». Mais, n'aurait-elle pas été, pour ces transfuges lucratifs, d'un bataillon idéologique, « Nihil obstat », comme disait ce bon Vespasien.

Il est juste de préciser que les nouveaux maîtres de l'opinion, sur la « Une » et sur la « Cinq », n'ont, pour ce qui concerne les étranges lucratifs, rien inventé. Déjà, plusieurs des mutés volontaires d'aujourd'hui touchaient couramment, sous la bénédiction des socialistes alors régnants, des traitements mensuels représentant trois ou quatre fois la valeur d'un SMIC annuel, plus quelques annexes puisqu'il faut bien vivre.

Mieux-disant

Il n'est maintenant que de relever un peu plus la barre afin que le mieux-disant culturel jette encore quelques feux. La France, terre des arts et de la privatisation, connaît son monde. Il faut payer très cher ceux qui savent faire pleurer les pauvres aux malheurs des riches, ou bien ouvrir leur porte-monnaie pour plus pauvres qu'eux.

LES récriminations qui précèdent posent pour la cent millième fois la question de savoir si la télévision n'est ni plus ni moins qu'une usine de chausserie, c'est-à-dire, une entreprise comme les autres ; ou bien si sa nature justifie qu'elle soit régie par des lois qui la situent, sinon en dehors, du moins à l'abri de ce que les lois commerciales ont de plus destructeur. Il apparaît désormais que la question a trouvé sa réponse.

Quant aux chaînes privées, c'est évident. Pour aucun des hommes qui ont conquis leur morceau de territoire, il ne s'agit d'une « danseuse » comme, jadis, pouvait en posséder un milliardaire qui achetait un théâtre et feignait de s'y ruiner pour séduire l'actrice qu'il courtisait.

Il ne s'agit même pas, comme autrefois s'y essaya sans succès Marcel Dassault, de pos-

séder un journal pour y faire passer ses idées, pour y jouer à l'écrivain ou singer le journaliste, quitte à écorner (un peu) son portefeuille.

Ce qui est en cause, c'est l'acquisition d'un pouvoir et d'un pactole supplémentaires.

Pour le pactole, qui est à convoquer ? Que la chaîne s'ait été, aux uns, donnée gratis pro Deo, la « Une » vendue aux autres pour 3 milliards de francs (les petits porteurs et les salariés étant ultérieurement chargés de fournir le complément), on n'imagine pas que l'un ou l'autre de ces patrons veuille se contenter d'équilibrer les comptes. Les grands porteurs ont besoin d'argent, et les petits devront bien recevoir quelques sucettes en contrepartie du complément de prix qu'ils auront... libéralement payé.

Pour ce qui touche au pouvoir, il faut au moins convenir que, jusqu'ici, jamais, au grand jamais, un seul homme n'avait disposé, sans plus de contrôle que n'en subit un propriétaire, d'un aussi formidable moyen de façonnage de l'opinion. Mieux vaudra, pour une politique, n'être pas en mauvais termes avec l'un de ces démiurges. M. Barre en sait déjà quelque chose qui se plaint régulièrement d'être en décalage avec l'un d'eux et d'en subir les conséquences. Que sera-ce maintenant qu'il aura à ajouter l'image ?

Certes, le nouveau patron de la « Une », quant à lui, juré ses grands dieux que nulle atteinte ne serait portée à l'indépendance de la chaîne. Imagine-t-on un patron ne disant mot sur le « produit » qui sort de sa « boîte » ? S'il n'était pas venu, soit pour dégrader des profits, soit pour « faire de l'information », on se demande vraiment ce qu'il serait venu faire dans cette galère.

Ce qui subsiste de chaînes publiques, autrement dit la « Deux », puisque la « Trois » est, paraît-il, entrée en agonie, ne se verra, dès lors, d'autre issue que d'entamer la même course à l'audience et à la vedette.

Ve s'engager un gigantesque jeu d'espionnage et de copie des recettes qui se traduira par un hymne au génie français. Au « Jeu de la vérité » répondra « La course à l'aveu », à « Grand public » « Foules en liesse » ; « Genealogy » concurrencera « Dynasty » et Julie de Mécène Stéphanie de Monaco. La plaid !

A quoi, lucides, les amateurs de prospective réfléchissent que tout cela est indéfinissable ; que la chaîne et le satellite rendent caduques les crispations passagères. C'est être plus fort que Gribouille, en se jetant à l'eau avant même qu'il ne pleuve.

P.S. — Dernier sujet d'intrigue et de jalousie à Paris : être ou ne pas être invité à l'exposition porno organisée par le directeur des puces publiques.



PICARD

LES ASSUREURS ONT TRANCHE !

4 gammes de sursures PICARD se sortent à partir de la note maximum « 3 Etoiles » par l'Assemblée Plénière des Sociétés d'Assurances

Liste des Installateurs : au 42-33-44-85 +

Société

Nouvelles arrestations de membres présumés d'un réseau terroriste

Comment la DST a remonté la filière

Dans l'enquête commencée en mars dernier avec huit arrestations dans les milieux islamistes parisiens, deux nouvelles incriminations ont été signifiées par le juge Bouloque, à l'encontre de deux ressortissants marocains.

Le fil tiré par la DST a pour point de départ la République fédérale d'Allemagne. En janvier dernier, les policiers du Bundeskriminalamt (BKA) arrêtent un Libanais impliqué dans le détournement d'un Boeing de la TWA sur l'aéroport de Beyrouth en juin 1985, où un militaire américain fut froidement tué. Mohamed Ali Hamadi, à Francfort, puis son frère, en Sarre, sont trouvés en possession d'un explosif liquide, le nitrate de méthyle. Le BKA transmet alors à la DST le numéro de téléphone d'un restaurant tunisien à Paris, trouvé sur l'un des frères Hamadi. Une écoute téléphonique est mise en place. Les interlocuteurs ainsi enregistrés à leur insu sont bavards et imprudents. Un jour, ils parlent d'un « transport » imminent.

Plutôt que de continuer une enquête discrète et afin d'empêcher d'éventuels attentats, une opération policière est décidée. Le 21 mars, trois personnes sont ainsi arrêtées en flagrant délit dans une rue du douzième arrondissement de Paris alors qu'elles transportaient douze litres de nitrate de méthyle : Foued Ali Saleh, étudiant ; Mohamed Aissa, restaurateur ; Hassan Aroua, chauffeur de taxi, tous trois de nationalité tunisienne. Cinq autres arrestations sont opérées dans la foulée, tandis que deux pistolets-mitrailleurs Sten — un modèle datant de la dernière guerre — sont saisis.

Le chef du réseau

Le procès-verbal de synthèse transmis alors par la DST au juge d'instruction précise qu'aucune preuve de l'implication des inculpés dans les attentats de 1986 n'a pu être établie. Seule certitude : la saisie d'explosifs a pu empêcher de futurs attentats. Toutefois, deux inculpés se montrent fort bavards. Fethi Bourguiba, Tunisien, dont le cousin, gérant d'une société d'import-export de parfums, Khalel Chahed, également inculpé, avait connu Saleh lors de son service militaire en Tunisie, affirme que ce dernier lui aurait déclaré : « Les attentats de septembre, c'est nous », Hassan Aroua, le chauffeur de taxi, affirme, de son côté, avoir conduit Saleh et un Libanais, Mohamed Bassam, en décembre 1986, en forêt de Fontainebleau, pour y cacher des explosifs. Malgré d'importantes moyens, faisant appel à la gendarmerie et à l'armée, cette cache sera introuvable.

Les attentats de l'ex-FLNC

Cinq jeunes Corses écroués à Paris

Le 13 mars dernier, la ferme Sainte-Hélène, domaine de viticulture et d'agriculture appartenant à M. Guillon et situé à Ghisonaccia (Haute-Corse), était entièrement détruite par un attentat. L'action fut peu après revendiquée par l'ex-FLNC.

Dans le cours de l'enquête sur cet attentat, centralisée par la section spécialisée antiterroriste du tribunal de Paris, cinq jeunes Corses ont été récemment écroués dans la capitale. Ils sont inculpés de « séquestration de personnes comme otages pour faciliter la destruction d'un bien immobilier et de biens mobiliers par explosifs et reconstitution de ligue dissoute ». Il s'agit de Ferdinand Muracciole, vingt-sept ans, interpellé en Corse le week-end dernier et écroué le 23 avril, à M. Jean-Claude Grillet, juge d'instruction au tribunal de grande instance de Paris.

M. Roland Dumas et « le Figaro Magazine »

Le parquet a ouvert une information

Six mois après une plainte déposée par M. Roland Dumas, ancien ministre des relations extérieures, le parquet a ouvert une information judiciaire contre X pour « diffamation envers un membre du ministère » qui a été confiée, le jeudi 23 avril, à M. Jean-Claude Grillet, juge d'instruction au tribunal de grande instance de Paris.

Dans deux numéros successifs, datés des 18 et 25 octobre 1986, le Figaro Magazine avait publié deux articles mettant en cause M. Yves Chailier, ancien chef de cabinet de l'ancien ministre de la coopération, M. Christian Nucchi, et M. Roland Dumas. Selon ces articles signés par M. Jean-Louis Remilleux, M. Roland Dumas avait favorisé le financement par la France, en 1985, de la réfection de la piste de l'aéroport de l'île d'Antigua dans les Caraïbes, pour une somme de 11 millions de dollars, alors que le

La prise reste donc énigmatique. La plupart des inculpés, qui apparaissent comme des comparses, aux convictions religieuses éloignées de l'intégrisme, acceptent immédiatement de collaborer avec la DST, insistant pour bénéficier des nouvelles dispositions sur les « repentis » dans les affaires de terrorisme. En revanche, deux personnages apparaissent, dès le départ, importants. D'abord, Saleh, présenté d'emblée par le ministre de l'Intérieur comme le chef du réseau terroriste. Né en France en 1958, il est retourné avec ses parents, à l'âge de deux ans, en Tunisie. Son activité politique en faveur de la révolution islamique iranienne est établie. Il a fait plusieurs voyages à Qom, en Iran, ville sainte du chiisme. Son installation définitive en France semble dater du début de l'année 1986. Théoriquement étudiant en sciences religieuses, il vit, assure-t-il, de petits métiers, notamment de ventes à la sauvette de fruits dans le métro parisien. Bizarrie supplémentaire : alors qu'il n'a ni domicile fixe ni employeur, il bénéficie pourtant, après les élections du 16 mars, alors que la politique d'immigration se durcit, d'un titre de séjour de dix ans, délivré le 9 avril 1986, et donc valable jusqu'en 1996, par la préfecture du Val-de-Marne.

Le second personnage important de l'affaire est Mohamed Moubajjer. Né en 1953 à Baalbeck, dans la plaine de la Bekaa, au Liban, il est lié par sa famille au Hezbollah, dont cette ville est le fief. Installé en France depuis 1980, il est marié à une Française convertie à l'islam. A la DST il est simplement connu pour ses convictions pro-iraniennes ; les renseignements généraux le connaissent également de longue date, l'ayant interpellé à plusieurs reprises ces dernières années. Aussi, les policiers français seront-ils surpris par les informations venues de Beyrouth le présentant comme l'un des fondateurs du Hezbollah, voire comme le chef de leur service action en Europe.

Contre lui, la seule charge retenue dans le dossier est d'avoir été hébergé durant quelques mois Saleh et son épouse. En fait, pour les policiers français comme pour leurs collègues américains, Moubajjer travaillerait pour les services iraniens. Son contact à l'ambassade d'Iran à Paris serait même identifié. L'une des hypothèses avancées dans la communauté du renseignement occidental est qu'il aurait été chargé de comprendre et de suivre les activités de Saleh, dont le réseau logistique, fait de contacts noués amicalement dans les milieux musulmans maghrébins, intrigants par son amateurisme et ses imprudences.

Puis vient la seconde phase de l'enquête. La DST semble avoir un

ou plusieurs informateurs bien placés. D'autre part, un numéro de téléphone trouvé sur l'un des huit premiers inculpés est placé sous écoute et mène à deux Marocains. Interpellés la semaine dernière, Abdel Hamid Badaoui, étudiant, et Omar Agnau, sans profession, ne semblent avoir fait aucune difficulté pour parler. Ils affirment avoir connu Saleh en fréquentant une mosquée proche du métro Stalingrad. Il ne leur aurait pas parlé politique, mais religion et amitié. L'un d'eux hébergerait Saleh quelque temps.

La piste des Marocains

C'est ainsi que ce dernier demandera à ses deux amis marocains, en mars puis en septembre 1986, d'entreposer sacs, valises ou paquets. L'un d'eux affirme que Saleh venait les reprendre à des dates correspondant aux jours précédant les attentats de septembre. Il aurait vu, dans l'un de ces colis, deux pistolets mitrailleurs. Chez l'un d'eux, des fils électriques, des piles et du ruban adhésif seront saisis, qu'il affirme avoir été déposés par Saleh. Choqués par le spectacle sanglant des attentats, les Marocains auraient fait part à Saleh de leurs réticences. Ce dernier leur aurait répondu en invoquant les « martyrs » de l'islam au Liban.

Dans leurs dépositions, ces deux Marocains mentionnent les allées et venues de plusieurs Libanais, qui sembleraient venir de Beyrouth, durant la période des attentats et qui accompagneraient Saleh. Notamment, ils parlent eux aussi de Bassam (un prénom) dont les enquêteurs ont le signalement (près d'avoir vingt-cinq ans, mesurant 1,70 mètre).

Grâce à de nouvelles écoutes téléphoniques et à des renseignements de personnes « désirant garder l'anonymat », la DST a procédé, le mercredi 22 et le jeudi 23 avril, à six nouvelles interpellations. Quatre Libanais, un Sénégalais d'origine libanaise et un Algérien étaient ainsi encore gardés à vue vendredi. D'autres opérations n'auraient pas donné les résultats escomptés.

Le problème pour les enquêteurs est désormais double. D'abord, le manque d'éléments matériels pour corroborer les confessions des deux Marocains. Ensuite, si l'enquête permet d'aller au-delà, la compréhension du lien entre Saleh, ces Libanais, et les attentats revendiqués en 1986 par le CSPA, dont l'objectif était la libération de Georges Ibrahim Abdallah. La réponse, pense-t-on place Beauvau, se trouve très certainement à Beyrouth.

GEORGES MARION
et EDWY PLENEL

Klaus Barbie ne s'oppose pas à l'enregistrement filmé de son procès

Le procès de Klaus Barbie, qui doit commencer le 11 mai à Lyon, fera l'objet d'un enregistrement filmé conformément à l'ordonnance signée le 14 avril par M. Jean Chouleur, président de la cour d'appel de Lyon (Le Monde du 16 avril). Klaus Barbie, qui disposait d'un délai de huit jours pour s'opposer à la présence des caméras dans la salle d'audience, n'a, en effet, pas déposé de pourvoi devant la Cour de cassation.

L'enregistrement du procès de Klaus Barbie correspond à la première application de la loi promulguée en 1985 prévoyant la possibilité de filmer à des fins d'archivage les procès « historiques ». Selon la loi, les enregistrements seront accessibles aux chercheurs dans un délai de vingt ans et pourront être diffusés au grand public dans un délai de cinquante ans.

Six personnes tuées par un fou dans un supermarché de Floride

Palm-Bay (AFP). — Un sexagénaire armé de deux fusils de guerre a tué six personnes, sans raison apparente, et en a blessé treize autres au cours d'une fusillade avec prise d'otages qui s'est achevée au petit matin, vendredi 24 avril, dans un centre commercial de Palm-Bay, en Floride.

Les policiers ont finalement maîtrisé l'homme, identifié sous le nom de William Cruse, qui avait ouvert le feu jeudi en début de soirée près du magasin avant de s'y retrancher avec trois otages, dont deux femmes qu'il avait relâchées peu après. « Il n'a pas donné de raisons claires pour expliquer son acte », a indiqué un porte-parole de la police.

Une heure avant le début, la police avait lancé des gaz dans le supermarché où le tueur fou s'était barricadé. Il avait finalement accepté de relâcher son dernier otage après avoir annoncé qu'il allait se suicider.

Les écologistes contestent la centrale de Nogent-sur-Seine

Paris vaut bien quelques kilowatts...

Au moment où le collectif Stop Nogent demande que soit différé le démarrage de la centrale nucléaire de Nogent-sur-Seine, les mouvements écologistes et antinucléaires s'apprêtent à célébrer, à leur manière, le week-end des 25 et 26 avril, l'anniversaire de l'accident de Tchernobyl. Des manifestations et des rassemblements se tiendront dans plusieurs grandes villes de France (comme Paris et Lyon) et sur divers sites nucléaires (Saint-Laurent-des-Eaux, Thionville, Choze, etc.).

En Yougoslavie, quelque trois mille personnes ont défilé, le jeudi 23 avril, dans la capitale slovène de Ljubljana lors d'une manifestation antinucléaire et pacifique pour marquer le premier anniversaire de l'explosion du réacteur soviétique, rapporte l'Agence Associated Press.

« M. Carignon n'a pas publié le dossier complet de la centrale de Nogent. Il s'agit sans doute d'un oubli. Nous attendons la suite. » Après la divulgation, la semaine dernière, par le ministre de l'environnement des études faites en 1984 par l'Agence de bassin Seine-Normandie sur les conséquences d'un accident survenant à la centrale de Nogent-sur-Seine, les écologistes se sont aperçus qu'il manquait une pièce au dossier. Il s'agit d'un document de la SETUDE, une filiale de la Compagnie générale des eaux, sur les quantités de substances radioactives qui pourraient se trouver dans la Seine à la suite d'un accident majeur.

« C'est un oubli, reconnait-on au ministère. Le rapport est à la disposition de qui le demandera. » Mais, en jouant ainsi le jeu de la transparence, l'administration n'apaise pas la contestation. Au cours d'une conférence de presse donnée à Paris le 21 avril, le comité Stop Nogent a demandé l'annulation de l'enquête publique, qui s'est achevée le 16 avril. Elle portait précisément sur les rejets liquides et gazeux des réacteurs.

« Les documents récemment publiés et ceux qui le seront demain apportent des nouveaux éléments que le public ne connaissait pas, expliquent les écologistes. En toute honnêteté, il faudrait donc refaire l'enquête et l'étendre à la région parisienne qui est directement concernée. » En attendant, ils souhaitent que le chargement des réacteurs prévu pour juillet prochain

et le démarrage de la première tranche en septembre soient différés.

Les observations formulées par les militants de Stop Nogent, appuyées notamment par le Groupement des scientifiques pour l'information sur l'énergie nucléaire (GSIEIN), ne sont pas négligeables. Pour la sécurité sur le site, ils demandent des précautions supplémentaires. Au cours même de la conférence de presse, le représentant d'EDF leur a annoncé que des filtres à sable seraient posés sur les réacteurs de Nogent. C'est une première en France. Ce dispositif imaginé après l'accident de Three Mile Island permet, par le jeu des soupapes munies de filtres, de relâcher la pression à l'intérieur du réacteur. On préfère ainsi relâcher un peu de radioactivité plutôt que de risquer un accident par surpression.

Sous haute surveillance

Le comité Stop Nogent fait remarquer ensuite que le démarrage de la centrale semble prématuré car les équipements devant assurer en toutes circonstances l'approvisionnement en eau de Paris ne seront pas prêts. Le barrage-réservoir Aube, dont les flots pourraient évacuer la pollution, ne sera opérationnel qu'en 1989. L'énorme canalisation permettant aux usines de pompage situées sur la Seine de puiser dans la Marne en cas d'accident ne sera pas achevée, non plus, avant la fin de cette année-là.

Deux ans de décalage, c'est long. Plusieurs élus de la région pari-

sienne et le ministère de l'environnement ont demandé de manière pressante que ce délai soit réduit. C'est l'intervalle, il est probable qu'EDF sera contrainte de faire tourner la centrale au ralenti et sous haute surveillance.

Rationnement sévère

Même lorsque les équipements seront en place et que la surveillance des fleuves sera assurée, à la fois par les producteurs d'eau et par le service de protection contre les rayonnements ionisants (le fameux SCPR), il restera un problème de fond. En cas de relâchement de gaz radioactifs, le risque majeur c'est la pluie (183 jours par an à Nogent) qui rabattrait au sol les poussières. Celles-ci seraient alors entraînées vers la Seine et même vers la Marne, car les cours de ces deux fleuves ne sont guère éloignés dans ce secteur.

Selon les études récemment publiées, toutes les eaux de surface alimentant la région parisienne pourraient se trouver alors contaminées pendant une ou deux semaines. Paris, qui ne dispose que de vingt-quatre heures de réserve, serait condamné à un rationnement sévère. La vague de pollution passée, les sédiments et les eaux souterraines ne seraient-ils pas contaminés pour longtemps, relâchant ensuite leur radioactivité à petites doses ?

En résumé, s'interrogent les antinucléaires, fallait-il construire cette centrale alors que la France est déjà en état de surdise électrique ? Et fallait-il vraiment — audace unique au monde — la planter en amont d'une capitale de dix millions d'habitants ?

Une centaine de personnalités répondent carrément non. M. Haroun Tazieff, des physiciens du Collège de France, le docteur Henri Laborit, Mgr Gaillot, évêque d'Evreux, des artistes comme Henri Cartier-Bresson, Carolyn Carlson, des écrivains comme Bernard Clavel et Claude Roy, viennent de lancer un appel s'opposant à la mise en service de la centrale. D'autres, plus réalistes, demandent qu'aux risques exceptionnels pris à Nogent-sur-Seine correspondent, à tout le moins, des précautions exceptionnelles fût-ce au prix de retards et de dépenses supplémentaires. Paris vaut bien quelques kilowatts...

MARC AMBROISE-RENDU.

● L'information nucléaire en URSS. — Les Nouvelles de Moscou, hebdomadaire soviétique édité en plusieurs langues, s'est plaine, dans son édition du jeudi 23 avril, des difficultés croissantes que rencontre la presse soviétique pour obtenir des informations sur les conséquences de la catastrophe de Tchernobyl. « L'expression « non pour la presse » est de plus en plus souvent utilisée », écrit l'hebdomadaire. Le magazine souligne que la politique officielle à l'égard de la presse soviétique était plus souple dans les premiers jours qui ont suivi la catastrophe. — (Rusar, AFP).

● Accord nucléaire entre l'URSS et la RFA. — L'Union soviétique et la République fédérale d'Allemagne viennent de signer un accord de coopération de cinq ans dans les domaines de l'industrie et de la physique nucléaire. Les deux pays procéderont à des échanges d'informations et conduiront quelques programmes de recherche en commun.

REPÈRES

Défense

Collision mortelle de deux planeurs

Deux planeurs militaires se sont heurtés en vol, le 22 avril à Savin-le-Lac (Hautes-Alpes). Les deux pilotes ont été tués : le capitaine Henri Grannet, officier chargé des relations publiques à la base aérienne d'Ap (Vaucluse) et le sergent-chef Salvatore Spatola du 1^{er} GMS (groupe de missiles stratégiques) cantonné à Apt. Les autorités militaires qualifient de « rarissime » les circonstances d'une telle collision. Lorsqu'ils se sont accrochés, vers 15 h 30, les deux appareils volaient à 1 800 mètres d'altitude et à proximité d'une paroi rocheuse.

Espace

Le « train » soviétique au complet

Le module de transport automatique Progress-29 s'est amarré, le jeudi 23 avril, à 21 h 5 (19 h 5 heures françaises), à la station spatiale soviétique Mir. Ainsi, pour la première fois, quatre engins sont assemblés dans

l'espace dans un « train spécial » : le station Mir, bloc de base, le module astrophysique Kvart, le vaisseau piloté Soyuz TM-2 et le vaisseau automatique Progress-29.

Environnement

Suicide collectif de mille baleines

Près de mille baleines, femelles pour la plupart, d'une taille de 2,5 à 3 mètres et pesant 300 à 500 kilos chacune, se sont échouées sur une plage de Bréil, au sud de Salvador-de-Bahia. Malgré les efforts des pêcheurs locaux pour les remettre à la mer, les carcasses sont mortes au soleil sous les yeux des scientifiques dépêchés en hâte sur les lieux. Les biologistes écartent la thèse d'un empoisonnement par pollution chimique car aucun autre poisson n'a été rejeté sur les plages. Il s'agit donc d'un suicide collectif comme on en observe parfois chez les populations animales. On avance l'hypothèse d'un stress qu'auraient subi les baleines femelles au cours de leur migration de reproduction, choc dû peut-être à un brusque changement de température entre les eaux froides de la côte argentine et celles beaucoup plus chaudes des environs de Bahia.

Le Monde
sur minitel

LES INFOS
Les derniers flashes.
L'actualité en direct.

3615 TAPEZ LEMONDE

السبيل الى الجحيم

Le Monde SANS VISA

En Corée du Sud, les Jeux sont prêts ou presque.
Rendez-vous à l'automne 1988.
Le pays espère,
sans attendre les festivités olympiques,
trouver sa place dans la curiosité occidentale
entre Chine et Japon.



Disciple de Bouddha
dans la grotte de Sokkuram
à Kyongju.

La Corée sans attendre les JO

par
Olivier Barrot

« **Q**UAND s'affrontent les baleines, les crevettes trinquent », rapporte un diction coréen en une heureuse image. La petite Corée, d'une superficie totale comparable à celle de la Grande-Bretagne, prolonge en une péninsule le sous-continent chinois et n'est séparée du Japon que par un isthme. Mais Séoul est plus proche de la sibérienne Vladivostok que de Tokyo. Les influences et les impérialismes se sont donné libre cours dans ce lieu de passage à l'histoire cinq fois millénaire, provisoirement sanctionnée comme celle de l'Allemagne par une scission née de la dernière guerre entre Corées du Nord et du Sud (1948).

Toujours « guidée » par Kim Il Sung, la Corée du Nord n'est accessible qu'à partir des pays communistes. Légèrement plus étendue que sa voisine méridionale, elle compte au nord du 38^e parallèle une vingtaine de millions d'habitants. Au sud, 40 millions sur moins de 100 000 kilomètres carrés accueilleront à l'automne 1988 les XXIV^e Jeux olympiques, leurs 13 000 athlètes, 10 000 journalistes et 200 000 visiteurs.

Compte à rebours

Deuxième pays d'Asie après le Japon à recevoir la manifestation, la Corée du Sud vit déjà à son heure : Séoul arbore en plusieurs lieux de gigantesques compteurs affichant le nombre de jours à courir jusqu'à la cérémonie d'inauguration. Intensement perçus par les Coréens comme une reconnaissance de leurs aspirations industrielles et démocratiques, les Jeux constituent aussi à leurs yeux le moyen d'associer la Corée comme pays de tourisme, celui-ci étant jusqu'alors centré, dans cet Orient septentrional, sur le Japon.

Cet objectif ambitieux est à la mesure d'une nation plus singulière par rapport à ses voisins qu'on ne le croit en général, même si la Corée ne représente encore souvent qu'une étape d'un périple. La bibliographie coréenne en français est des plus restreintes, on y partira au d'indices pour s'apercevoir que, en matière de développement, la très homogène

population s'est identifiée de façon spectaculaire au modèle américain et plus encore au modèle japonais, y compris dans des vertus exportatrices et un protectionnisme farouche qui transforme en objet rare toute voiture qui ne soit ni une Hyundai ni une Daewoo, les marques nationales.

Quant au bouddhisme, qui touche un quart de la population, il a trouvé en Corée méridionale une terre d'élection architecturale de premier plan. Désormais riche et

par deux stades de béton gris en berceau, susceptibles d'accueillir chacun une centaine de milliers de spectateurs. Les autorités touristiques, si on les questionne sur les difficultés de circulation prévisibles au moment des Jeux, assurent que le sens de la discipline des habitants, rapporté à l'ampleur des travaux d'aménagement en cours, suffira à les supprimer. Quant à l'idée d'associer le Nord à la fête olympique pour en bannir la hantise du boycottage par les alliés de Moscou, elle



Stade à Séoul.

développée, la Corée vivait jusqu'à l'invasion japonaise de 1910 sous la règle des Yi, une dynastie en place depuis 1392 ! C'est elle qui, peu après son accession au pouvoir, a donné au pays son alphabet « hangul », différent du chinois comme l'est l'altaïque langue coréenne. Terre d'influence plus que de conquête, la Corée n'a jamais envahi ses voisins, mais les a irrigués : aujourd'hui encore, innombrables sont les Coréens installés au Japon et aux États-Unis (le Révérend Moon, entre autres).

La capitale, Séoul, a dépassé les dix millions d'habitants et s'aggrave pour le meilleur et pour le pire au groupe de tête des métropoles du monde. Le gris est sa couleur — celle de ses bâtiments et de son fleuve — et Tokyo son modèle d'urbanisme : boulevards circulaires surélevés, encombrements impressionnants, taxis pillulant, passages souterrains, métro.

La cité olympique est presque achevée, parcourue d'immenses avenues qui longent la rivière Han et desservent l'aéroport sans passer par le centre. Elle est dominée

par deux stades de béton gris en berceau, susceptibles d'accueillir chacun une centaine de milliers de spectateurs. Les autorités touristiques, si on les questionne sur les difficultés de circulation prévisibles au moment des Jeux, assurent que le sens de la discipline des habitants, rapporté à l'ampleur des travaux d'aménagement en cours, suffira à les supprimer. Quant à l'idée d'associer le Nord à la fête olympique pour en bannir la hantise du boycottage par les alliés de Moscou, elle

fait son chemin : il est question que l'épreuve cycliste sur route unisse symboliquement les deux capitales, Séoul et Pyongyang.

La montagne, qui règne sur la Corée, encadre sa capitale d'au-dessus : les Alpes encadrent Genève. De son passé historique, Séoul a surtout conservé ses quatre palais royaux, véritables cités faites de bâtiments distincts à vocation administrative ou culturelle. Le plus imposant est celui de Kyongbok, reconstruit il y a cent vingt ans sur des fondations vieilles de six siècles. Une admirable pagode de marbre blanc sculptée en dix étages en marque l'entrée : plus loin, un ensemble de figures de Bouddha des onzième et douzième siècles, de fer ou de granit, posé le long d'une galerie. Pavillons au bord ou au milieu de l'eau, toits de tuile relevés, passerelles de bois ouvragé, hautes arbes et dragons de pierre : l'espace et la sérénité.

A côté, le musée national donne à voir sans emphase, sans imposer l'érudition. L'art bouddhique, et notamment celui de la dynastie Silla qui unifia la Corée au huitième siècle, nous est le plus

accessible : figurines contemplatives, statues du dieu, monumentales ou miniatures, urnes funéraires, formes animales du zodiaque chinois, tous objets empreints d'une grâce familière que l'Occidental immergé peut simplement aimer, comme aussi ceux de la dynastie Koryo (dixième-quatorzième siècle), pagodes gracieuses, abstraites presque, récipiendes de toutes sortes en céladon vert-gris.

Séoul aujourd'hui, ce sont ces hommes accroupis dans la rue pour méditer ou se reposer, ces marchés aux légumes où les haricots écosés, brillants et multicolores, sont offerts en piles, ces créées impeccables où toutes de toutes tailles voisinent avec les plus étonnantes créatures de la mer, ces halles aux soies éclatant de cent teintes vives, portées en balles énormes par des portefaix cassés en deux.

Ce sont aussi les milliers de petites maisons identiques au toit de tuile et murs de brique, les hauts filets verticalement tendus abritant les « practices » de golf, les bazars du quartier d'Itae-won où tout se vend à bas prix, notamment les accessoires et vêtements démodés des fabricants européens : on y trouve même une tenue tout-voiture inédite comportant casquette, pantalon et blouson dans la célèbre toile brune aux motifs jaunes !

Cheju, l'île tropicale

On parcourt la province, non pas vers le Nord et la ligne de démarcation toute proche de Séoul, car il faut des autorisations préalables ; mais vers le Sud où il fait meilleur.

La volcanique île tropicale de Cheju, à une heure d'avion de la capitale, réunit plages de sable, parc national et curieux vestiges sculptés en lave : c'est par excellence la destination de tout voyage de noces coréen — 70 % des mariages sont encore arrangés, — où, certains week-ends, défilent six mille couples de jeunes mariés. Le « honeymoon show » offert par la plupart des hôtels fera sourire ou frémir.

On ne s'attardera guère à Pusan, deuxième ville et premier port du pays, sur la côte sud-est, avec ses quatre millions d'habitants, et l'on réservera temps et curiosité à Kyongju, qui concentre en une trentaine de points l'attrait touristique du pays.

Kyongju a été la capitale de Silla. La dynastie Silla, pénétée

de culture chinoise, instaura en Corée la notion d'unité nationale et y favorisa l'introduction du bouddhisme, lequel devait peu à peu supplanter chamanisme et taoïsme. Ce sont les vestiges disséminés de ces confessions qui ont fait de Kyongju, véritable « musée à ciel ouvert », un site protégé par l'UNESCO. Au long des quatre heures de voyage requises pour gagner par le train Kyongju depuis Séoul, on aura remarqué qu'il n'est pas un mètre carré de terre arable qui ne soit cultivé, à la main le plus souvent, la charrue toujours tirée par le bœuf.

L'esprit de Kyongju

A Kyongju règne l'esprit, dans le recueillement et comme la réconciliation entre héritage de l'histoire et industrialisme contemporain. En chaque lieu, les bambous, les écoreux, les pins disent la paix des lieux et des âmes. Ni hiératique ni luxuriant, le sacré coréen n'exhale pas son objet hors de la portée des hommes. On éprouvera à Kyongju l'émotion qui naît des objets et des monuments voutés aussi durables que la divinité.

Selon la sensibilité de chacun, on préférera la vingtaine de tumulus recelant les sépultures des rois de Silla, dont celle du

« Cheval céleste » : la tombe majestueuse de Kin Yu Shin, glorieux général de Silla, dans un parc à l'écart de la ville, au milieu des collines et des ajoncs : son mur de soutènement s'orne de figures zodiacales en vêtements confucéens, étonnamment humains et identifiables ; celle du roi Muryol, d'une circonférence de près de 100 mètres, précédée d'une monumentale tortue de pierre ; la résidence royale de Posokjong, avec son canal lapidaire où coulait l'eau fraîche pendant les banquets, posée dans un décor d'arbres frêles et de cours d'eau comme extraits d'une estampe japonaise ; la pagode du temple de Punhwangsa, aux quatre faces dissemblables, construite en 634 avec de la pierre curieusement taillée en forme de briques.

Qui n'aimera, au musée national de Kyongju, ces diadèmes et coiffes en dentelle d'or du sixième siècle, témoins de l'extraordinaire maîtrise de l'art du métal chez les artisans de Silla, et la noblesse de ce bateau de 5 mètres taillé dans une seule pièce de bois, récemment retrouvé plus d'un millénaire après sa mise à flot sur le lac d'Anapji ?

(Lire la suite page 12.)

CHARTER CHIC

PARIS NEW YORK

1950 F
Aller simple

1950 F
Aller retour

COUNCIL
Travel Services
31, rue Saint-Augustin 75002 Paris
Tél. 42 66 20 87

ESCALES



Marions-les en Yougoslavie

Pour la vingtième année consécutive, on fera la nœce pendant une semaine dans la ville de Ljubljana et les villages environnants, où des fêtes folkloriques au charme d'autant seront organisées, du 23 au 30 juin, en l'honneur de jeunes couples venus du monde entier.

C'est à Radio bleue (Maison de la radio, 116, avenue du Président-Kennedy, 75586 Paris Cedex 16) que le voyageur Bemestours (8, rue d'Athènes, 75008 Paris, tél. : 42-86-22-44) a confié la sélection du jeune couple qui représentera la France.

Aptitudes sportives et dons artistiques sont requis pour participer aux festivités qui précéderont le mariage civil, célébré le 27 juin par messieurs les consuls. Invité par l'Office du tourisme yougoslave, le couple choisi se verra également offrir un voyage de noces d'une semaine.

A ceux qui, non séduits, souhaitent malgré tout se marier à Ljubljana ou assister à ces noces internationales, Bemestours propose un forfait d'une semaine Paris-Paris, à partir de 3 580 F par personne en pension complète.

De Lindbergh au Concorde

Le 21 mai 1927, Charles Lindbergh se pose au Bourget, près de Paris, après trente-trois heures de vol en solitaire au-dessus de l'Atlantique. Parti de Long Island, à New-York, il avait troqué radio et parachute contre une réserve supplémentaire de carburant. Et il a réussi !

Pour le soixantième anniversaire de cet exploit, des cérémonies sont organisées entre le 17 et le 23 mai. Une statue sera dressée à l'aéroport de Roissy, et une reconstitution de l'atterrissage du Spirit of St Louis est prévue au Bourget.

A cette occasion, l'Aéro-club de France (tél. : 47-23-72-52) organise avec l'agence Maine-Montparnasse Voyages (tél. : 45-44-60-60, M. Lafont) un bref voyage à New-York : trois jours, 9 800 F par personne, comprenant les vols (traverse en Concorde dans un sens et en Boeing 747 dans l'autre), l'hébergement à l'hôtel Méridien et les transferts entre la ville et l'aéroport. Départ le 18 ou le 24 mai, au choix.

Livingstone retrouvé

Après de nombreuses années d'absence en Afrique, Livingstone s'arrête, en 1856, sur les bords du lac Tanganyika. Onze ans plus tard, un journaliste américain, Stanley, l'y retrouve — on ne présume pas, on en est certain.

Aujourd'hui, Nouvelles frontières (87, boulevard de Grenelle, 75015 Paris, tél. : 42-73-10-64) propose un circuit-aventure au Burundi, pays de lacs et de rivières, où, à travers des forêts luxu-

riantes, on peut se prendre pour Indiana Jones.

Un lac aux oiseaux et un lac bordé de plages de sable. Des réserves pour admirer chimpanzés, hippopotames, impales, buffles, lions et crocodiles ; les rythmes des tambours sacrés ; un climat tempéré (23° en moyenne). Deux semaines en mini-bus ou 4x4, au Burundi et au Rwanda, pour 10 770 F en pension complète avec hébergement en hôtels simples, hôtels-clubs et bivouac. Départs en juillet et en août.

Tyrol parlant français

Ils sont de bonne pierre, de blanc de chaux, de bois sculpté et de fer forgé. Modestes, romantiques ou luxueux. Du Vorarlberg ou du Tyrol, de Carinthie ou de Styrie, de Salzbourg ou de Vienne. Et ils sont francophiles. Cent seize hôtels qui promettent de trouver sur place un interlocuteur parlant français et qui ont rédigé dans cette langue menus et informations diverses. C'est



en français que l'on peut correspondre avec l'hôtel de son choix, par courrier, téléphone ou télex.

Ces hôtels et leurs prix sont décrits dans un guide, *Autriche pro France* (47, avenue de l'Opéra, 75002 Paris, tél. (1) 42-66-19-53), qui contient également des renseignements utiles à la préparation du voyage, des cartes routières et diverses informations sur les régions et villages où se trouvent ces hôtels qui ont choisi de parler français.

Roulotte limousine

Elle est pimpante, en bois. Elle peut accueillir quatre personnes. Elle est équipée d'un matériel de cuisine complet avec table et chaises pliantes. Un cheval la précède, qu'on apprendra à harnacher, conduire et nourrir. Une seule vitresse : 6 kilomètres à l'heure. Elle et lui vous attendent au domaine de Saint-Agnan, à 23 kilomètres de Limoges.

Au cœur d'un Limousin que vous êtes invités à découvrir, de petites routes en chemins de campagne, de prairies vallonnées en champs de coquelicots. Avec, pour étapes, des fermes ou des auberges, où les paysans vous inviteront à faire chabrot, c'est-à-dire à mettre du vin dans votre soupe.

En demi-pension pour quatre participants, il en coûte de 7 000 F à 7 500 F la semaine, suivant la saison. Possibilité de louer un vélo (250 F) et de disposer d'un cheval de selle (2 000 F). Renseignements : Quétour, 18, rue d'Athènes, 75008 Paris. Tél. 48-74-75-30.



Rugby aux antipodes

Après son succès dans le tournoi des Cinq nations, l'équipe de France de rugby participe à la Coupe du monde en Australie. Le quinze tricolore affrontera aux antipodes les Écossais à Christchurch (Nouvelle-Zélande) le 23 mai et les All Blacks néo-zélandais, à Wellington le 28 mai. Ceux qui tiendraient absolument à soutenir leurs favoris sur place et qui disposeraient de 44 000 F pourraient, du 20 mai au 25 juin, assister aux éliminatoires en Nouvelle-Zélande, aux demi-finales à Sydney et Brisbane et à la finale à Auckland. A la « troisième mi-temps » sont prévues des excursions autour de Sydney, dans les

vignobles de la Hunter Valley et sur les plages préférées des surfers. Moins cher (mais toujours en demi-pension), un séjour qui, pour 27 540 F permet, du 2 au 23 juin, de suivre la compétition à partir des quarts de finale. Et la possibilité, moyennant un supplément, d'effectuer deux circuits de cinq jours pour goûter un peu à l'Australie. Un forfait de douze jours, comprenant les demi-finales et trois jours à Sydney avant de rejoindre la Nouvelle-Zélande est proposé aussi. En demi-pension et hôtel de luxe pour 28 200 F ; 22 150 F en hôtel bon standing avec petit déjeuner seulement. Renseignements à l'Australian Tourist Commission, 4, rue Jean-Ray, 75015 Paris. Tél. (1) 45-79-80-44.

SUISSE
LA BONNE ADRESSE

100 lits et confort, tranquillité, sit. privilégiée à 200 m de la gare et du centre des affaires.

Chambres avec radio, TV, ligne téléph. directe. Service 24 h sur 24. Bar, et salles de conf. de 10 à 80 places.

46, av. de la Gare - tél. 1941/21-20-57-71 - Télex 28844

R. HAEZILL PROPRIÉTAIRE

NOMADE ?

Une vie à découvrir des voyages insolites

RANDOMNES & EXPEDITIONS

LES GUIDES DE SPANISH NOMADE

LES GUIDES DE SPANISH NOMADE

LES GUIDES DE SPANISH NOMADE

Vacances d'Or TURQUIE

Pour toute information, contacter votre agence de voyages ou le Bureau de Tourisme de Turquie, 102, Champs-Élysées 75008 Paris - Tél. : (1) 45.62.78.68 - 45.62.79.84 - 45.62.26.10 - 45.62.26.11

La Corée sans attendre les JO

(Suite de la page 11.)

Ces statuettes chrysoéléphantines de l'enfant Bouddha, cette cloche colossale, manifestent le raffinement formel qu'exalte, au sommet d'une route en lacets, la grotte de Sokkuram : au cœur de la pierre, entouré de ses disciples, un Bouddha de marbre blanc, haut de 2 mètres. Est-il déplacé, à la voir regarder vers la mer de l'Est depuis douze siècles, de songer au sourire de Reims ?

L'une et l'autre de pierres posées sans mortier ni cheville, la pagode de Sokka et l'observatoire de Chomsongdae dressent leur décamètre, élanés pour l'une, maladroit pour l'autre, vers les cieux qu'ils conjurent : plus ancienne construction séculière du pays, la tour astronomique est faite d'autant de pierres qu'il est de jours dans l'année. Dans le jardin qui l'entoure, un homme retire les plus gros cailloux, pour ne laisser au sol qu'un gravier de grain uniforme.

A moins de 40 kilomètres de Kyongju, vers le Sud, s'impose une visite à Tongdosa, ensemble de soixante-cinq bâtiments composant un même temple du septième siècle. Dans un paysage

rocheux ombré de pins et peuplé d'oiseaux, on appréciera le climat de ferveur bienveillante qui règne parmi les fidèles revêtus de la même tunique grise.

Commodément situées sur la route aérienne de Séoul, ne pas se priver de deux escales qui, chacune, ouvrent un monde. La Chine d'abord, par Hongkong, qui vient d'entrer dans la dernière décennie de son actual statut.

Echafaudages de bambou

De nuit plus encore, Hongkong est un Manhattan d'Asie, aussi irrational et agité que l'est l'île new-yorkaise, dont East River et l'Hudson seraient la mer de Chine. On continue d'y construire, pour peu de temps peut-être, certains des plus beaux gratte-ciel au monde, à l'aide d'échafaudages de bambou.

De même Macao, promise après quatre siècles à un prochain retour à la Chine maternelle, continue-t-elle d'édifier immuables et casinos au voisinage de maisons portugaises aux balcons ouvragés et couverts de fleurs.

Carnet de route

- Pour y aller
 - Par soi-même : Air France et Korean Air desservent Séoul depuis Paris via la route du pôle (escales à Anchorage et Tokyo) ; Swissair suit la route des Indes (Zurich, Bombay, Hongkong). Les tarifs vont de 11 355 F A/R en vol APEX (réservations fermes) à 38 400 F A/R en première classe. Les arrêts intermédiaires à Hongkong et Bangkok sont possibles avec Swissair moyennant un léger supplément.
 - En voyage organisé : l'agence Akjou, filiale des Wagons-lits spécialisée dans l'Extrême-Orient, propose un exhaustif périple accompagné de deux semaines en Corée du Sud, avec escales au retour à Taipei et Hongkong, et départs de mai à octobre. Le prix est de 24 500 F, avec un supplément de 2 950 F en chambre individuelle (Akjou, 2, rue de la Paix, 75002 Paris ; tél. : 42-96-15-69).
- Le passeport français en cours de validité est requis. Le visa n'est exigé ni en Corée, ni en Thaïlande, ni à Hongkong. Aucune vaccination particulière.
- A lire
 - Il existe un Que sais-je ? et un Guide bleu Hachette consacrés à la Corée.
 - Les Éditions de l'Asiatique ont publié, en 1982, deux romans coréens du dix-huitième siècle.
 - A la fois guide touristique et précis d'histoire et d'économie, la Corée du Sud, de Frédéric Max, rend grand service (Éditions L'Harmattan, 1984).
- Adresse utile
 - L'Office national du tourisme de Corée dispose d'un bureau à Paris, tour Maine-Montparnasse : 33, avenue du Maine, BP 169, 75755 Paris CEDEX 15. Tél. : (1) 45-38-71-23.

Y demeurent cependant d'inattendus terrains vagues, où gisent les carcasses de berlines européennes vieilles d'un demi-siècle.

Bangkok la siamoise fait, quant à elle, le lien entre l'Orient extrême sino-japonais et les pays indo-européens. La langue, proche du sanskrit, le bouddhisme flamboyant du Grand Palais et le temple du Bouddha d'émeraude, les vastes pelouses au cœur de la ville rappellent moins l'Indochine qu'elles n'annoncent la proximité de l'Inde. Il fait 39 degrés à la brune. Des chiens errent au pied des eucalyptus et des palmiers. Dans les rues où à même le sol des hommes prennent leur repos. Moteur pétaradant, les taxis découverts à trois roues parcourent la nuit moite, comme tétanisés.

OLIVIER BARROT.

USA

avec ICELANDAIR plus de 20 vols par semaine au départ de Luxembourg.

ORLANDO F3290

aller retour

Les autres destinations ICELANDAIR :

NEW YORK	F2590
WASHINGTON (BWI)	F2590
BOSTON	F2590
CHICAGO	F2890

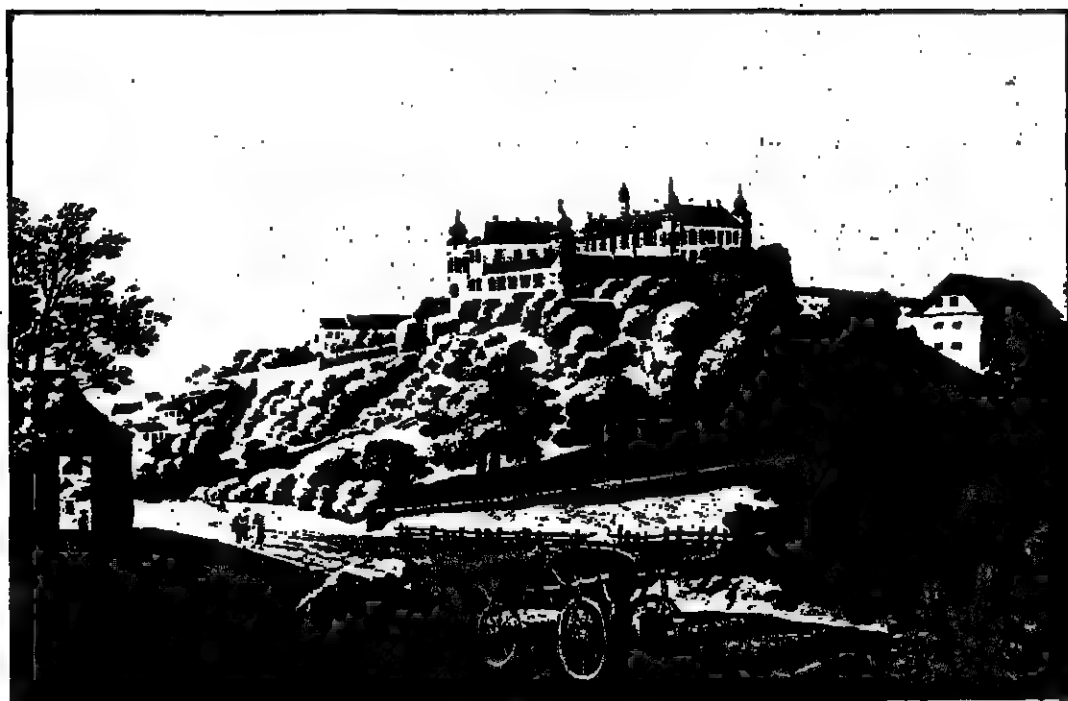
Tarifs soumis à réglementation. Acheminement SMIC compris sur réseau agréé. Stop-séjour ISLANDE possible.

Documentation gratuite sur demande à ICELANDAIR

9, Bd des Capucines 75002 Paris ☎ (1) 47 42 52 26 ou votre agent de voyages. M

سلاسل

**Elle n'est pas toujours dorée, la vie de châtelain.
Solution pour les fins de mois difficiles : l'hôte payant.
A Weyerburg, en Autriche,
un comte et une comtesse reçoivent pour le week-end.**



Le château de Wernerturm

Repères

The diagram illustrates a cross-section of a highway. From left to right, it shows a shoulder, a travel lane, a central median, another travel lane, and a final shoulder. Labels 1 through 10 point to specific features: 1 points to the left shoulder, 2 to the left travel lane, 3 to the central median, 4 to the right travel lane, 5 to the right shoulder, 6 to the top surface of the left travel lane, 7 to the top surface of the right travel lane, 8 to the top surface of the central median, 9 to the bottom surface of the left travel lane, and 10 to the bottom surface of the right travel lane.

Parcourez ce pays impressionnant avec ses villes historiques et romantiques, sa grande culture et ses traditions agréables : de la Forêt-Noire idyllique à la Vallée romantique du Neckar, du Jura Souabe au merveilleux Lac de Constance.

C'est la région des vacances vivantes et actives: marche et bicyclette, sports nautiques, séjours en famille, à la ferme, cures dans les stations réputées.

**Venez au Bade-Wurtemberg et laissez-vous
choyer par le pays et ses habitants, sa bonne cuisine
et ses vins dont vous apercevrez les vignes sur toutes
les collines, caressées par le soleil.**

Bade-Wurtemberg: c'est l'un des pays les plus diversifiés de l'Allemagne.

Bonnes vacances.

Je désire recevoir une documentation complète sur le Bade-Wurtemberg.

☐ Locations
☐ Séjours
☐ Voyages organisés

Nom _____
Rue _____
Code postal _____
Ville _____

DZT  **DEUTSCHE ZENTRALE
FÜR TOURISMUS EV**
Office National Allemand du Tourisme
4, Place de l'Opéra 75002 Paris - Tél. : (1) 47.42.04.38

**Un week-end inoubliable
pour les amoureux de Lisbonne
2.970***

Consultez votre agence de voyages ou contactez :

TAP Air Portugal - tél: (1) 42.86.93.30

Centro de Turismo de Portugal em França

7 Rue Scribe - 75009 Paris

* Prix par personne incluant le transport par la TAP Air Portugal, l'hébergement (avec petit déjeuner) dans une demeure 1^{ère} catégorie en chambre double et les transferts hôtel-aéroport. A/R.



→ **Salzbourg**
la romantique

Voyagez agréablement même en classe Touriste : places réservées, fauteuils plus larges, repas chauds, service raffiné.

Austrian Airlines c'est vraiment différent !

Au départ d'Orly Sud, 2 vols par semaine (jeudi et dimanche à 11 h 35).

 **friendly**
austrian

AUSTRIAN AIRLINES
Réservations: (1) 42.66.34.66
ou votre Agence de voyages.

هڪڙا من لاسل



Vers la rénovation de l'hôtel Raffles

Après s'être laissé griser pendant trente ans par le style international, Singapour découvre que ses vieux quartiers ne manquent pas de charme.

Dans cette ville-Etat, qui ressemble chaque jour un peu plus à un vaste centre commercial ou à un complexe de bureaux, la grande bâtisse coloniale au charme suranné, avec ses coursives et ses jardins luxuriants, ressemble fort à un anachronisme. De même que la ville chinoise, avec ses dîners de bonne aventure, le quartier indien, aux parfums de jasmin et de curry, et le district malais, avec ses mosquées où prient des femmes voilées : les trois quartiers où s'installèrent les premiers immigrants après la fondation de Singapour en 1819, par Sir Stamford Raffles.

RETROUVER l'univers de Somerset Maugham à Singapour, où le romancier avait établi ses bases asiatiques dans les années 20, relève aujourd'hui de l'impossible. L'hôtel Raffles, où il écrivit plusieurs de ses romans à l'ombre des vérandas, est toujours debout, mais la plage qui s'étendait en contrebas a disparu : une tour de soixante-douze étages a été achevée l'an dernier sur des terrains gagnés sur la mer.

Déjà, les touristes boudent Singapour et ne s'attardent plus dans une ville jugée sans caractère. En trente ans, la plupart des vieux quartiers ont été détruits. Bugis Street, célèbre pour son marché nocturne et ses travestis, a disparu l'an dernier à l'occasion des travaux du métro aérien.

Le rouleau compresseur de la modernité n'a pas épargné Chinatown, au cœur de la ville. Bien sûr, on y rencontre encore de vieilles Chinoises ridées en tunique de soie noire, les cheveux relevés dans un petit chignon, qui

avaient hâtivement un bol de riz sur un coin de trottoir. Et des échoppes sombres où l'on vendait des aphrodisiaques à base de poudre de chauve-souris ou de pénis de tigre. Mais les innombrables marchands ambulants qui rendaient la circulation presque impossible dans les rues il y a encore cinq ans ont tous été regroupés dans un centre commercial flamboyant et climatisé. L'hygiène y a gagné, mais pas l'animation.

Le nombre des touristes, qui contribuent pour 15 % aux rentrées de devises du pays, stagne à trois millions, alors que les autorités ne sont fixées pour objectif qu'à quatre millions en 1990.

Atteint dans son orgueil économique, le gouvernement de M. Lee Kuan Yew, jusqu'à présent peu soucieux d'architecture, a décidé de changer de cap. Les visiteurs veulent retrouver le parfum des vieux jours ? On va leur en donner. Après s'être rendue célèbre comme la ville la plus moderne de toute l'Asie, Singapour va se payer le luxe de protéger ou de reconstruire son passé : palais des derniers sultans laissés à l'abandon, maisons coloniales à la peinture écaillée et aux tuiles craquelées, où il n'est pas rare de voir un arbre de plusieurs mètres pousser au deuxième étage, vieilles boutiques chinoises ravagées par l'humidité.

En total, 475 millions de dollars (2,8 milliards de francs) ont été déboursés pour la rénovation, sur cinq ans, de Chinatown, Little India, Arab Street, et des monuments de style britannique. Le propriétaire du Raffles, où Rudyard Kipling et Joseph

Conrad ont été relayés par des étrangers en short qui viennent goûter des Singapore Sling (cocktails) fabriqués à la chaîne, a été fermement prié de redonner tout son lustre à l'édifice centenaire, afin qu'il redevienne l'hôtel le plus chic du Sud-Est asiatique.

Cent hectares ont été déclarés « zones préservées », soit 4 % seulement du centre-ville. Une véritable victoire, pourtant, pour les responsables de l'Office du tourisme et pour la poignée d'intellectuels qui se désolaient de voir leur culture disparaître sous le béton. « Pendant trente ans, nous avons rêvé du futur, sans jamais pouvoir l'atteindre. Et, en même temps, nous avons complètement perdu notre passé », soupire Peter Wee, dans sa petite boutique d'antiquités. « Nous sommes passés sans transition du Moyen Âge au vingtième siècle », renchérit Edwin Lee, professeur d'histoire à l'université.

Le gouvernement, lui, n'a pas de ces états d'âme. « Ce qui a été rasé ne présentait pas d'intérêt architectural majeur », affirment les urbanistes de l'Urban Redevelopment Authority, chargés de la planification de la ville. Ils sont fiers d'avoir transformé Singapour en une capitale fonctionnelle, moderne et agréable, à mille lieues des bidonvilles de 1950. Une ville harmonieuse et sans faute de goût, aux paysages de tours de verre et de buildings étincelants.

Guerre aux taudis

Après le départ des Britanniques en 1959, les autorités ont démolé à tour de bras. A coup d'expropriations, elles se sont emparées à bas prix des terrains les plus convoités pour les rendre ensuite par lots aux promoteurs ou les confier aux sociétés d'HLM. Avec un seul objectif, presque une obsession : reloger la population qui, pour un quart d'entre elle, s'entassait sur 1 % seulement du territoire, dans les taudis de Chinatown où l'on louait son matelas pour quelques heures.

Le pari a été tenu : aujourd'hui, 87 % des Singapouriens vivent dans des appartements dont ils deviennent propriétaires en vingt-cinq ans. Ils disposent de clarté et d'espace dans les immeubles construits par le gouvernement, grandes et moines barres de quinze étages et « unités » seulement par la ligne suspendue à de longs bambous, perpendiculairement à la façade.

Les promoteurs, de leur côté, ont été sans pitié pour les colonnes corinthiennes ou les chapiteaux finement décorés. Ils ont rebâti des bureaux dans des tours de plus en plus hautes et de plus en plus sophistiquées. Parmi les victimes : l'ancien quartier des affaires, dont les maisons colo-

niales à trois étages ont rapidement été jugées trop petites ; de vieux hôtels baroques, comme l'Adelphi, remplacés par des palaces d'un millier de chambres ; et, tout récemment, une vieille école britannique, en plein cœur de la ville, sacrifiée pour le centre commercial le plus moderne et le plus haut de la capitale. « L'espace est précieux à Singapour, répète-t-on comme une litanie. Notre île ne fait que 600 kilomètres carrés : nous n'avons pas d'autre choix que de détruire pour reconstruire en hauteur. »

Nostalgie, connais pas

Les pilons des démolisseurs, les pelleteuses, les grues et les marteaux piqueurs sont devenus l'environnement familier des Singapouriens. « Quand je regarde mon album de photos, je m'aperçois qu'aucune des rues de mon enfance n'existe encore », raconte, sans émotion, Christina Ng, qui n'a pourtant qu'une trentaine d'années.

Les nostalgiques du passé sont une espèce rare à Singapour. Et les Occidentaux, qui ne cessent de vanter le charme des vieilles maisons que la plupart des Singapouriens trouvent très laides, étonnent tout le monde. « Chinatown ne représente que des manoirs souvenirs pour nous : la malaria, la typhoïde, la misère et l'occupation japonaise », explique Alan Koh, trente-deux ans, président des Jeunes Créateurs de mode. Nous ne voulons pas des vestiges d'un passé douloureux. Singapour est un pays moderne qui bouge, et où l'on vit vite. C'est cette image que nous voulons présenter au monde. Pas celle d'une nation sous-développée où l'on circule en cyclo-pous. »

Aujourd'hui, les deux tiers des vieux quartiers ont déjà été détruits. Mais, selon les experts, les rescapés sont dignes d'intérêt. « Malgré l'aspect lamentable de la plupart des édifices, la rénovation ne pose pas de problème majeur : les fondations, la brique et la chaux ont très bien résisté au temps », explique Didier Repellin, architecte en chef des Monuments historiques, auquel le gouvernement de Singapour a fait appel.

Comme la plupart des corps de métiers qui ont construit ces maisons ont disparu, il faudra faire appel aux Occidentaux pour retrouver les techniques du passé et former architectes, maçons, charpentiers.

Dans une première phase, le gouvernement va rénover les maisons qui lui appartiennent, soit le quart des zones protégées, en commençant par Chinatown. Du succès de cette opération pilote dépendra l'attitude du secteur privé, que rien n'oblige à agir.

L'Etat s'étant contenté d'établir des normes techniques pour ceux qui consentiront à faire un effort. La rénovation coûte cher. Mais, dans une civilisation où rien n'est plus terrible que de perdre la face, les autorités espèrent que la compétition entre propriétaires pour réussir la plus belle façade sera plus efficace que toute mesure d'encouragement ou contraignante.

La vraie difficulté n'est pas la remise en état. « Nous trouverons toujours les techniques appropriées », affirme le président du Syndicat des architectes, M. Yong Soo Suan. Mais comment ramener ces maisons à la vie ? Comment recréer les bruits, les parfums, l'atmosphère ? Je crains que ces quartiers rénovés, malgré l'implantation de musées, d'expositions et de centres d'artisanat prévus par le gouvernement ne deviennent des vitrines du passé pour touristes.

Habités au genre de confort offert par les grands immeubles climatisés et leurs jardins, la plupart des Singapouriens ne tiennent pas à se retrouver dans des maisons étroites, souvent sombres et peu pratiques. Encore faut-il compter avec les modes : Emerald Hill, cette rue où les maisons rappellent Malacca, est devenue l'espace de trois ans l'un des lieux de résidence les plus convoités de toute la ville. Restaurées par quelques originaux, ces demeures aux toitures pastel qui datent de la fin du siècle dernier valent aujourd'hui une fortune. « Vous verrez, dans dix ans les Singapouriens voudront tous revenir habiter dans le centre, comme à New-York ou à Paris », prédit Yong Soo Suan.

« L'état d'esprit est semblable à celui de la France de 1964 », rappelle Didier Repellin. Sans Malraux, alors ministre de la culture, tout le quartier Saint-Jean à Lyon aurait été rasé sur décision du maire. » En France aussi, l'attachement aux vieux quartiers n'est venu qu'après la fascination des grands ensembles.

PASCALLE WATTIER.

BASTILLE TOURS

YUGOSLAVIE

HOTEL IMPÉRIAL ***

A VOYAGE

du 9/06 au 23/06 à partir de 2260 F

du 23/06 au 6/07

du 6/07 au 20/07

15 jours vol + pension complète

Promos Antilles, Egypte

T. 42.72.82.67

69, bd Beaumarchais, Paris-3

SALZBOURG A LA CARTE

Conditions spéciales Printemps/Eté 1987

Forfaits Mozart - Voyage de Noce à Salzbourg - Cure «Paracelse» à Salzbourg - Vacances Actives - Salzbourg pour les Sportifs - Séjours breifs - Conditions d'accueil dans les hôtels.

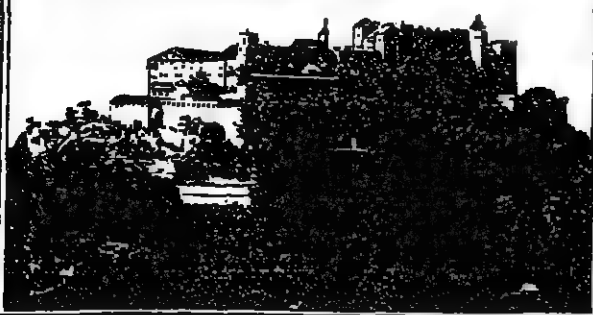
Exposition Régionale «Prince-Archevêque Wolf Dietrich von Raitenau - Fondateur de la ville baroque de Salzbourg» - 16.5. - 26.10.1987.

Demandez notre dépliant détaillé, «Le Paquet Salzbourg», s. v. p.

Office de Tourisme (Stadtverkehrsbüro)

7, Auerspergstrasse A-5024 Salzbourg

Tél.: 1943/662/8072-0 Téléc: 6/33486



SALZBURG

de l'archevêque

PITTER Tél.: 1943/662/78571

Via via Schloß Mirabell und Kottrethaus, Téléc: 6/33532

TRANSCANADA

0,21 F LE KILOMÈTRE/AIR, SERVICES COMPRIS

TRANSCANADA c'est la vie en grand, la vie en cinémascope. Les forêts ressemblent à des pays tout entiers, les lacs à des mers, les espaces s'étendent à perte de vue. Tout est prêt pour vous recevoir, tout est fait pour vous rendre la vie agréable, à commencer par le voyage lui-même. Transcanada offre à ses passagers le confort et le sérieux d'une compagnie inter-

naionale. La fameuse classe Wardair service "first" au tarif économique. Nappe blanche, porcelaine, apéritif, vin et digestif à volonté. Si l'envie vous prend de voyager en fauteuil club dans une cabine séparée, il ne vous en coûtera qu'un supplément de 750 F aller-retour.

Les quatre vols par semaine de Wardair vous emmèneront au pays de l'émotion à partir

de 2 300 F soit 0,21 F le kilomètre/air services compris. Avec Wardair, découvrez Toronto, Vancouver, Montréal, Québec, découvrez le Canada, le pays de l'émotion. Pour vos réservations, contactez votre agence de voyage ou le 42.61.54.24.

base Paris-Montréal aller-retour 11 060 km (Tarif au 1/3/87).

Wardair

La marque d'une compagnie internationale.

1500 600 1000

JEUX

échecs

N° 1225

UN PION-CACTUS

(84^e championnat de l'Union soviétique, Minsk, 1987)

Blancs : JUSSEPOV

Noirs : CSEKOVSKY

Défense Grünfeld.

1. d4 Cx6 16. d5 c4 (1)
2. c4 g6 17. Fx2 (m) 66
3. Cc3 d5 18. Fxg7 Rxc7
4. exd5 (a) Cxd5 19. f4 (a) f5 (a)
5. f4 Cxc3 (b) 20. Cx4 f4 (a) C3
6. bxc3 Fg7 21. dxc6 (q) Cx6
7. Fd4 e5 22. f5 (r) Cxd4
8. Cc2 e4 23. exd4 Dc7 (s)
9. e4 Cc5 (g) 24. Fd4 Txc5 (t)
10. Fd3 (d) Cx5 (e) 25. Txc5
11. Fd3 Cb6 26. Dd4 (u) Dd5 (v)
12. Td1 (f) Dc7 (g) 27. Dd5+ Rg6 (w)
13. Dd2 (h) Fb7 (i) 28. Tc3 f4
14. Fd4 Ta-d8 29. h5+ (x) a4 (y)
15. h4 (j) Dd6 (z)

NOTES

a) La variante de base de la défense, d'autres possibilités sont 4. Cf3, 4. Dd3 et 4. Ff4.
b) Le recul du C en b6 n'est pas très aimé, bien qu'il soit difficile aux Blancs de démontrer un net avantage.
c) La question reste posée de savoir s'il convient d'échanger immédiatement les pions centraux par 9... exd4; 10. exd4, Cc6; 11. Fd3, Fg4 ou Fd7 ou Ca5 ou b6 ou s'il faut temporiser par 9... Cc6. Contre Jussupov, Kortchnov avec les Noirs choisit à Lyoune en 1985 d'échanger classiquement: après 9... exd4; 10. exd4, Cc6; 11. Fd3, Fg4; 12. f3, Ca3; 13. Fd5, Fd7; 14. Tb1, a6; 15. Fxb7, Ta7; 16. Fd5, Fb5; 17. a4, Fxc2 les Noirs égalisent de façon théorique: 18. Dxc2, a6; 19. Fd4 (le sacrifice de Spassky contre Belavsky en 1975; 19. Fxc6 laisse aux Noirs un bon

contre-jou après 19... fxc6; 20. d5, Ta8; 21. Fb6, Dd6; 22. Tf-c1, Ta-b8; 23. Df2, Txb6; 24. Txb6, Da3).

Fxd4.

d) 10. dxc5 est vain: 10... Dc5; 11. Fd3, Cc6; 12. Fb3, Cg4; 13. Fg5, Dxc5.

e) Le choix est entre 10... Dc7; 10... Fg4 et 10... Ca5.

f) Le gain du pion c5 est dangereux pour les Blancs: par exemple, 12. dxc5, bxc5; 13. Fxc5, Dc7; 14. Fd4, a5; 15. Fd3, Td8; 16. Dc2, Fg6; 17. Tf-d1, Cc4; 18. Fxc4, Fxc4. Après 12. f4, exd4; 13. exd4, f5; 14. Dd1, e6; 15. Td1, Fb7; 16. Fb1, Cc4 les Noirs ont un bon jeu sur les cases blanches. 12. Dd2 et 12. Da4 sont également jouables.

g) On 12... Fb7; 13. d5, g4; 14. Fc2, e6; 15. dxc6, fxc6; 16. Dxd8, Txd8 avec égalité (Knaak-Smelkal, 1974) mais Uhlmann conseille 16. f4.

L'essai 12... Cc6 semble faible: 13. Fb5, Fb7; 14. Da4, exd4; 15. exd4, Ca5; 16. d5! De même, si 12... e6; 13. dxc5, Dc7; 14. exd6, axb6; 15. g4, Fd3; 16. Cc4, Cxc4; 17. Dd2, Tf-c8; 18. a4; avec avantage aux Blancs (Polugaievsky-Kortchnov, Tournoi des candidats de 1977).

A) Karpov joue volontiers ici 13. f4. La suite 13... e6 (si 13... f5; 14. exf5, gxf5 - ou 14... Fxf5; 15. Fxf5, gxf5; 16. Fxc5, Ta-d8; 17. exb6, Fxc6; 18. a4; avec avantage aux Blancs (Polugaievsky-Kortchnov, Tournoi des candidats de 1977).

B) Sans crainte 21. Cx6+ 7. Dxc6; 22. exd6, Txd2.

C) Le pion e6 est un cactus désagréable (si 21... Dxc6; 22. Cxc6+); la menace d'ouverture des lignes par f4-f3 rend la défense difficile; le rapatriement du C-D semble gagner un nouveau pion, forcer l'échange des D et entrer

dans une fin de partie désespérée pour les Blancs.

r) Qui arrivera le premier?

s) Si 23... Dxd4+; 24. Dxd4, Txd4; 25. e7, Td8; 26. Fd4, Txe7; 27. f4 et les Blancs gagnent. Si 23... gxf5; 24. Dg5+ Rb8; 25. e7 une fourchette décisive. Si 23... Txf5; 24. Txf5, gxf5; 25. Dg5+ Rb8; 26. Df6+ Rg8; 27. Df7+ avec gain du Fb7 mais la réponse Dxd4+ sauve les Noirs. D'88 27. Fd4! menaçant 28. Dg5+ et 29. e7-e8 comme 28. Fd7 comme 28. Txc6 comme 28. Tg3-Tg3+.

t) Si 24... Fd5; 25. Dg5; 27. hxc5, Rb8; 28. Txc6, Fd3.

u) Si 26... Dxc6; 27. Dc7+ et si 26... Txd4; 27. Dc5+ Df6; 28. Dc7+.

v) Si 27... Df6; 28. e7! ou 27... Rg6; 28. Tg3, f4; 29. Fd7.

w) La nouvelle 15. h4 montre ici son utilité.

x) Si 29... Rb6; 30. Dxf4+ Dg5; 31. Dxc5+ Rxc5; 32. e7! ou 30... Rg7; 31. Tg3+ ou 30... Rxb5; 31. Td3+.

dans une fin de partie désespérée pour les Blancs.

r) Qui arrivera le premier?

s) Si 23... Dxd4+; 24. Dxd4, Txd4; 25. e7, Td8; 26. Fd4, Txe7; 27. f4 et les Blancs gagnent. Si 23... gxf5; 24. Dg5+ Rb8; 25. e7 une fourchette décisive. Si 23... Txf5; 24. Txf5, gxf5; 25. Dg5+ Rb8; 26. Df6+ Rg8; 27. Df7+ avec gain du Fb7 mais la réponse Dxd4+ sauve les Noirs. D'88 27. Fd4! menaçant 28. Dg5+ et 29. e7-e8 comme 28. Fd7 comme 28. Txc6 comme 28. Tg3-Tg3+.

t) Si 24... Fd5; 25. Dg5; 27. hxc5, Rb8; 28. Txc6, Fd3.

u) Si 26... Dxc6; 27. Dc7+ et si 26... Txd4; 27. Dc5+ Df6; 28. Dc7+.

v) Si 27... Df6; 28. e7! ou 27... Rg6; 28. Tg3, f4; 29. Fd7.

w) La nouvelle 15. h4 montre ici son utilité.

x) Si 29... Rb6; 30. Dxf4+ Dg5; 31. Dxc5+ Rxc5; 32. e7! ou 30... Rg7; 31. Tg3+ ou 30... Rxb5; 31. Td3+.

B) Sans crainte 21. Cx6+ 7. Dxc6; 22. exd6, Txd2.

C) Le pion e6 est un cactus désagréable (si 21... Dxc6; 22. Cxc6+); la menace d'ouverture des lignes par f4-f3 rend la défense difficile; le rapatriement du C-D semble gagner un nouveau pion, forcer l'échange des D et entrer

dans une fin de partie désespérée pour les Blancs.

r) Qui arrivera le premier?

s) Si 23... Dxd4+; 24. Dxd4, Txd4; 25. e7, Td8; 26. Fd4, Txe7; 27. f4 et les Blancs gagnent. Si 23... gxf5; 24. Dg5+ Rb8; 25. e7 une fourchette décisive. Si 23... Txf5; 24. Txf5, gxf5; 25. Dg5+ Rb8; 26. Df6+ Rg8; 27. Df7+ avec gain du Fb7 mais la réponse Dxd4+ sauve les Noirs. D'88 27. Fd4! menaçant 28. Dg5+ et 29. e7-e8 comme 28. Fd7 comme 28. Txc6 comme 28. Tg3-Tg3+.

t) Si 24... Fd5; 25. Dg5; 27. hxc5, Rb8; 28. Txc6, Fd3.

u) Si 26... Dxc6; 27. Dc7+ et si 26... Txd4; 27. Dc5+ Df6; 28. Dc7+.

v) Si 27... Df6; 28. e7! ou 27... Rg6; 28. Tg3, f4; 29. Fd7.

w) La nouvelle 15. h4 montre ici son utilité.

x) Si 29... Rb6; 30. Dxf4+ Dg5; 31. Dxc5+ Rxc5; 32. e7! ou 30... Rg7; 31. Tg3+ ou 30... Rxb5; 31. Td3+.

B) Sans crainte 21. Cx6+ 7. Dxc6; 22. exd6, Txd2.

C) Le pion e6 est un cactus désagréable (si 21... Dxc6; 22. Cxc6+); la menace d'ouverture des lignes par f4-f3 rend la défense difficile; le rapatriement du C-D semble gagner un nouveau pion, forcer l'échange des D et entrer

dans une fin de partie désespérée pour les Blancs.

r) Qui arrivera le premier?

s) Si 23... Dxd4+; 24. Dxd4, Txd4; 25. e7, Td8; 26. Fd4, Txe7; 27. f4 et les Blancs gagnent. Si 23... gxf5; 24. Dg5+ Rb8; 25. e7 une fourchette décisive. Si 23... Txf5; 24. Txf5, gxf5; 25. Dg5+ Rb8; 26. Df6+ Rg8; 27. Df7+ avec gain du Fb7 mais la réponse Dxd4+ sauve les Noirs. D'88 27. Fd4! menaçant 28. Dg5+ et 29. e7-e8 comme 28. Fd7 comme 28. Txc6 comme 28. Tg3-Tg3+.

t) Si 24... Fd5; 25. Dg5; 27. hxc5, Rb8; 28. Txc6, Fd3.

u) Si 26... Dxc6; 27. Dc7+ et si 26... Txd4; 27. Dc5+ Df6; 28. Dc7+.

v) Si 27... Df6; 28. e7! ou 27... Rg6; 28. Tg3, f4; 29. Fd7.

w) La nouvelle 15. h4 montre ici son utilité.

x) Si 29... Rb6; 30. Dxf4+ Dg5; 31. Dxc5+ Rxc5; 32. e7! ou 30... Rg7; 31. Tg3+ ou 30... Rxb5; 31. Td3+.

B) Sans crainte 21. Cx6+ 7. Dxc6; 22. exd6, Txd2.

C) Le pion e6 est un cactus désagréable (si 21... Dxc6; 22. Cxc6+); la menace d'ouverture des lignes par f4-f3 rend la défense difficile; le rapatriement du C-D semble gagner un nouveau pion, forcer l'échange des D et entrer

dans une fin de partie désespérée pour les Blancs.

r) Qui arrivera le premier?

s) Si 23... Dxd4+; 24. Dxd4, Txd4; 25. e7, Td8; 26. Fd4, Txe7; 27. f4 et les Blancs gagnent. Si 23... gxf5; 24. Dg5+ Rb8; 25. e7 une fourchette décisive. Si 23... Txf5; 24. Txf5, gxf5; 25. Dg5+ Rb8; 26. Df6+ Rg8; 27. Df7+ avec gain du Fb7 mais la réponse Dxd4+ sauve les Noirs. D'88 27. Fd4! menaçant 28. Dg5+ et 29. e7-e8 comme 28. Fd7 comme 28. Txc6 comme 28. Tg3-Tg3+.

t) Si 24... Fd5; 25. Dg5; 27. hxc5, Rb8; 28. Txc6, Fd3.

u) Si 26... Dxc6; 27. Dc7+ et si 26... Txd4; 27. Dc5+ Df6; 28. Dc7+.

v) Si 27... Df6; 28. e7! ou 27... Rg6; 28. Tg3, f4; 29. Fd7.

w) La nouvelle 15. h4 montre ici son utilité.

x) Si 29... Rb6; 30. Dxf4+ Dg5; 31. Dxc5+ Rxc5; 32. e7! ou 30... Rg7; 31. Tg3+ ou 30... Rxb5; 31. Td3+.

B) Sans crainte 21. Cx6+ 7. Dxc6; 22. exd6, Txd2.

C) Le pion e6 est un cactus désagréable (si 21... Dxc6; 22. Cxc6+); la menace d'ouverture des lignes par f4-f3 rend la défense difficile; le rapatriement du C-D semble gagner un nouveau pion, forcer l'échange des D et entrer

dans une fin de partie désespérée pour les Blancs.

r) Qui arrivera le premier?

s) Si 23... Dxd4+; 24. Dxd4, Txd4; 25. e7, Td8; 26. Fd4, Txe7; 27. f4 et les Blancs gagnent. Si 23... gxf5; 24. Dg5+ Rb8; 25. e7 une fourchette décisive. Si 23... Txf5; 24. Txf5, gxf5; 25. Dg5+ Rb8; 26. Df6+ Rg8; 27. Df7+ avec gain du Fb7 mais la réponse Dxd4+ sauve les Noirs. D'88 27. Fd4! menaçant 28. Dg5+ et 29. e7-e8 comme 28. Fd7 comme 28. Txc6 comme 28. Tg3-Tg3+.

t) Si 24... Fd5; 25. Dg5; 27. hxc5, Rb8; 28. Txc6, Fd3.

u) Si 26... Dxc6; 27. Dc7+ et si 26... Txd4; 27. Dc5+ Df6; 28. Dc7+.

v) Si 27... Df6; 28. e7! ou 27... Rg6; 28. Tg3, f4; 29. Fd7.

w) La nouvelle 15. h4 montre ici son utilité.

x) Si 29... Rb6; 30. Dxf4+ Dg5; 31. Dxc5+ Rxc5; 32. e7! ou 30... Rg7; 31. Tg3+ ou 30... Rxb5; 31. Td3+.

B) Sans crainte 21. Cx6+ 7. Dxc6; 22. exd6, Txd2.

C) Le pion e6 est un cactus désagréable (si 21... Dxc6; 22. Cxc6+); la menace d'ouverture des lignes par f4-f3 rend la défense difficile; le rapatriement du C-D semble gagner un nouveau pion, forcer l'échange des D et entrer

dans une fin de partie désespérée pour les Blancs.

r) Qui arrivera le premier?

s) Si 23... Dxd4+; 24. Dxd4, Txd4; 25. e7, Td8; 26. Fd4, Txe7; 27. f4 et les Blancs gagnent. Si 23... gxf5; 24. Dg5+ Rb8; 25. e7 une fourchette décisive. Si 23... Txf5; 24. Txf5, gxf5; 25. Dg5+ Rb8; 26. Df6+ Rg8; 27. Df7+ avec gain du Fb7 mais la réponse Dxd4+ sauve les Noirs. D'88 27. Fd4! menaçant 28. Dg5+ et 29. e7-e8 comme 28. Fd7 comme 28. Txc6 comme 28. Tg3-Tg3+.

t) Si 24... Fd5; 25. Dg5; 27. hxc5, Rb8; 28. Txc6, Fd3.

u) Si 26... Dxc6; 27. Dc7+ et si 26... Txd4; 27. Dc5+ Df6; 28. Dc7+.

v) Si 27... Df6; 28. e7! ou 27... Rg6; 28. Tg3, f4; 29. Fd7.

w) La nouvelle 15. h4 montre ici son utilité.

x) Si 29... Rb6; 30. Dxf4+ Dg5; 31. Dxc5+ Rxc5; 32. e7! ou 30... Rg7; 31. Tg3+ ou 30... Rxb5; 31. Td3+.

B) Sans crainte 21. Cx6+ 7. Dxc6; 22. exd6, Txd2.

C) Le pion e6 est un cactus désagréable (si 21... Dxc6; 22. Cxc6+); la menace d'ouverture des lignes par f4-f3 rend la défense difficile; le rapatriement du C-D semble gagner un nouveau pion, forcer l'échange des D et entrer

dans une fin de partie désespérée pour les Blancs.

r) Qui arrivera le premier?

s) Si 23... Dxd4+; 24. Dxd4, Txd4; 25. e7, Td8; 26. Fd4, Txe7; 27. f4 et les Blancs gagnent. Si 23... gxf5; 24. Dg5+ Rb8; 25. e7 une fourchette décisive. Si 23... Txf5; 24. Txf5, gxf5; 25. Dg5+ Rb8; 26. Df6+ Rg8; 27. Df7+ avec gain du Fb7 mais la réponse Dxd4+ sauve les Noirs. D'88 27. Fd4! menaçant 28. Dg5+ et 29. e7-e8 comme 28. Fd7 comme 28. Txc6 comme 28. Tg3-Tg3+.

t) Si 24... Fd5; 25. Dg5; 27. hxc5, Rb8; 28. Txc6, Fd3.

u) Si 26... Dxc6; 27. Dc7+ et si 26... Txd4; 27. Dc5+ Df6; 28. Dc7+.

v) Si 27... Df6; 28. e7! ou 27... Rg6; 28. Tg3, f4; 29. Fd7.

w) La nouvelle 15. h4 montre ici son utilité.

x) Si 29... Rb6; 30. Dxf4+ Dg5; 31. Dxc5+ Rxc5; 32. e7! ou 30... Rg7; 31. Tg3+ ou 30... Rxb5; 31. Td3+.

B) Sans crainte 21. Cx6+ 7. Dxc6; 22. exd6, Txd2.

C) Le pion e6 est un cactus désagréable (si 21... Dxc6; 22. Cxc6+); la menace d'ouverture des lignes par f4-f3 rend la défense difficile; le rapatriement du C-D semble gagner un nouveau pion, forcer l'échange des D et entrer

dans une fin de partie désespérée pour les Blancs.

r) Qui arrivera le premier?

s) Si 23... Dxd4+; 24. Dxd4, Txd4; 25. e7, Td8; 26. Fd4, Txe7; 27. f4 et les Blancs gagnent. Si 23... gxf5; 24. Dg5+ Rb8; 25. e7 une fourchette décisive. Si 23... Txf5; 24. Txf5, gxf5; 25. Dg5+ Rb8; 26. Df6+ Rg8; 27. Df7+ avec gain du Fb7 mais la réponse Dxd4+ sauve les Noirs. D'88 27. Fd4! menaçant 28. Dg5+ et 29. e7-e8 comme 28. Fd7 comme 28. Txc6 comme 28. Tg3-Tg3+.

t) Si 24... Fd5; 25. Dg5; 27. hxc5, Rb8; 28. Txc6, Fd3.

u) Si 26... Dxc6; 27. Dc7+ et si 26... Txd4; 27. Dc5+ Df6; 28. Dc7+.

v) Si 27... Df6; 28. e7! ou 27... Rg6; 28. Tg3, f4; 29. Fd7.

w) La nouvelle 15. h4 montre ici son utilité.

x) Si 29... Rb6; 30. Dxf4+ Dg5; 31. Dxc5+ Rxc5; 32. e7! ou 30... Rg7; 31. Tg3+ ou 30... Rxb5; 31. Td3+.

B) Sans crainte 21. Cx6+ 7. Dxc6; 22. exd6, Txd2.

C) Le pion e6 est un cactus désagréable (si 21... Dxc6; 22. Cxc6+); la menace d'ouverture des lignes par f4-f3 rend la défense difficile; le rapatriement du C-D semble gagner un nouveau pion, forcer l'échange des D et entrer

dans une fin de partie désespérée pour les Blancs.

r) Qui arrivera le premier?

s) Si 23... Dxd4+; 24. Dxd4, Txd4; 25. e7, Td8; 26. Fd4, Txe7; 27. f4 et les Blancs gagnent. Si 23... gxf5; 24. Dg5+ Rb8; 25. e7 une fourchette décisive. Si 23... Txf5; 24. Txf5, gxf5; 25. Dg5+ Rb8; 26. Df6+ Rg8; 27. Df7+ avec gain du Fb7 mais la réponse Dxd4+ sauve les Noirs. D'88 27. Fd4! menaçant 28. Dg5+ et 29. e7-e8 comme 28. Fd7 comme 28. Txc6 comme 28. Tg3-Tg3+.

t) Si 24... Fd5; 25. Dg5; 27. hxc5, Rb8; 28. Txc6, Fd3.

u) Si 26... Dxc6; 27. Dc7+ et si 26... Txd4; 27. Dc5+ Df6; 28. Dc7+.

v) Si 27... Df6; 28. e7! ou 27... Rg6; 28. Tg3, f4; 29. Fd7.

w) La nouvelle 15. h4 montre ici son utilité.

x) Si 29... Rb6; 30. Dxf4+ Dg5; 31. Dxc5+ Rxc5; 32. e7! ou 30... Rg7; 31. Tg3+ ou 30... Rxb5; 31. Td3+.

B) Sans crainte 21. Cx6+ 7. Dxc6; 22. exd6, Txd2.

C) Le pion e6 est un cactus désagréable (si 21... Dxc6; 22. Cxc6+); la menace d'ouverture des lignes par f4-f3 rend la défense difficile; le rapatriement du C-D semble gagner un nouveau pion, forcer l'échange des D et entrer

dans une fin de partie désespérée pour les Blancs.

r) Qui arrivera le premier?

s) Si 23... Dxd4+; 24. Dxd4, Txd4; 25. e7, Td8; 26. Fd4, Txe7; 27. f4 et les Blancs gagnent. Si 23... gxf5; 24. Dg5+ Rb8; 25. e7 une fourchette décisive. Si 23... Txf5; 24. Txf5, gxf5; 25. Dg5+ Rb8; 26. Df6+ Rg8; 27. Df7+ avec gain du Fb7 mais la réponse Dxd4+ sauve les Noirs. D'88 27. Fd4! menaçant 28. Dg5+ et 29. e7-e8 comme 28. Fd7 comme 28. Txc6 comme 28. Tg3-Tg3+.

t) Si 24... Fd5; 25. Dg5; 27. hxc5, Rb8; 28. Txc6, Fd3.

u) Si 26... Dxc6; 27. Dc7+ et si 26... Txd4; 27. Dc5+ Df6; 28. Dc7+.

v) Si 27... Df6; 28. e7! ou 27... Rg6; 28. Tg3, f4; 29. Fd7.

w) La nouvelle 15. h4 montre ici son utilité.

x) Si 29... Rb6; 30. Dxf4+ Dg5; 31. Dxc5+ Rxc5; 32. e7! ou 30... Rg7; 31. Tg3+ ou 30... Rxb5; 31. Td3+.

B) Sans crainte 21. Cx6+ 7. Dxc6; 22. exd6, Txd2.

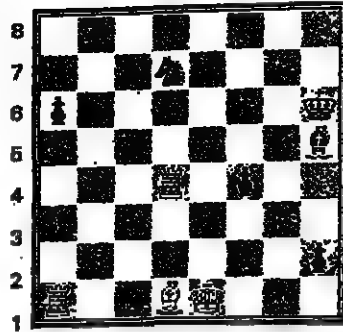
C) Le pion e6 est un cactus désagréable (si 21... Dxc6; 22. Cxc6+); la menace d'ouverture des lignes par f4-f3 rend la défense difficile; le rapatriement du C-D semble gagner un nouveau pion, forcer l'échange des D et entrer

ÉTUDE

N° 1225

L. FRITZ

(1973)



a b c d e f g h

BLANCS (4) : Ra1, Ta1 et d4, Rd1.

NOIRS (6) : Rb6, Fb5, Cd7, Fd6, f4, h2.

Les Blancs jouent et gagnent.

CLAUDE LEMOINE.

bridge

N° 1223

LE CONCOURS MARTELL

Le chelem suivant a remporté le concours Martell-Club Méditerranée de « La meilleure donne de l'année ». La conduite du coup est spectaculaire, mais les circonstances au cours desquelles le coup a été joué (les

TENNIS : Tournoi de Monte-Carlo

Becker sans bouée

Le tableau de la vingtaine édition de l'Open de Monte-Carlo est aussi décapé que le ciel de la Côte d'Azur. Noah (quatrième mondial), Edberg (troisième) et Becker (deuxième) ont été mis hors compétition d'entrée de jeu ainsi que le tenant du titre, Nystrom, et un sérieux prétendant, Sanchez. Des accidents ! Qui dans le cas de Becker risquent d'être assez graves.

MONACO
Correspondance

SA première conférence de presse, la veille de sa défaite, donna le ton. Boris Becker manquait curieusement de tous. Plus de clin d'œil, plus de roulements de mécanique. Le jeune prodige allemand avait l'air contrain, légèrement amorphe. Perdu, l'engouement brutal. Envoyé, la simplicité qui faisait sa force.

Flanqué de son manager, Ion Tiriac, et d'un représentant d'une compagnie américaine d'assurances, Becker écoutait distraitement l'annonce dérisoire d'un match-exhibition conclu à Monaco au mois d'octobre contre un adversaire encore inconnu. Qu'est-ce que le vainqueur des Wimbledon 1985 et 1986 a dans la tête maintenant, à dix-neuf ans ?

« Il faut d'abord penser tennis », nous dit le londonien Günther Bosch, l'entraîneur de Boris. « Si l'on joue bien, l'argent viendra naturellement. Mais maintenant, la priorité, ce sont les affaires. Encore les affaires. Toujours les affaires. La place du tennis dans tout cela ? Un geste de dépit : « Toute petite ! »

Résident montégoise, Bosch assistait à un match de son ancien protégé pour la première fois depuis la rupture soudaine de leurs relations lors des Internationaux d'Australie, en janvier. « Je ne suis très bizarre », Boris aussi, sans doute. « On le serait à moins ! »

Dans cette espèce de triangle des Bermudes sportif qui constitue la terre battue (spécialiste des surfaces rapides, Becker n'arrive pas à prendre ses marques sur la brique pilée et glissante), la découverte de l'amour (Becker est désormais accompagné partout par Benedict Courtin, la fille du responsable de la police montégoise), et l'adulation nationale (la femme du chancelier Helmut Kohl s'est déplacée pour voir jouer Boris), le champion n'a plus le secours de l'entraîneur-bouée de sauvetage.

Le rôle de Bosch était important non seulement parce qu'il conseillait techniquement et accordait une attention bienveillante et paternelle à son champion-élève, mais aussi parce qu'il faisait écran entre Ion Tiriac et Becker. Tous les trois avaient qu'une relation paisible et harmonieuse entre le manager roumain et le champion allemand serait très difficile.

Cette relation potentiellement explosive est d'autant plus compliquée qu'aucun nouvel entraîneur n'est en vue. Les noms des Australiens Emerson, Stolle et même Newcombe avaient été prononcés. On n'en parle plus pour l'instant. « C'est à Boris de prendre la décision. De toute façon, je me refuse à redevenir entraîneur », déclare Tiriac.

Pourquoi ce défilé ? Parce que Becker ne veut pas perdre la face. « Je vais attendre, a-t-il confié à des amis allemands. Je ne veux pas donner l'impression que j'ai absolument besoin de quelqu'un. Je suis indépendant ! »

Réaction d'orgueil ! Il avait en effet été piqué au vif par les commentaires de ses rivaux Lendl et McEnroe, qui, chacun, prétendaient que le champion de Wimbledon n'était qu'un automate suivant mécaniquement des consignes.

Becker joue donc sans consignes. A l'aveugle. Un spectacle qui provoque chez le Suédois Mats Wilander la réflexion suivante : « Boris agit comme on

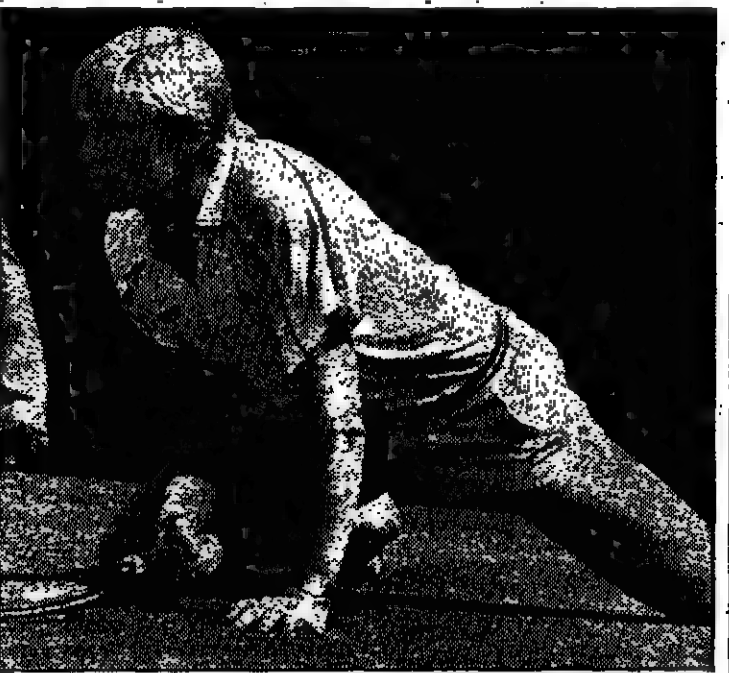
doit jouer sur la terre battue, mais il ne sait pas comment. Lui, Boris Becker, devrait y jouer. Il doit impérativement adapter légèrement son jeu d'attaque pour la terre. Boris est trop lourd pour le jeu classique sur terre. Il ne se déplace pas suffisamment vite, c'est un fait. Il faut absolument qu'il monte plus au filet. »

Le Suédois, qui prit congé du circuit pendant quelques mois avant de se marier en janvier, est également bien placé pour parler de l'influence de la vie privée sur la vie d'un sportif : « J'ai vécu un peu ce que vit Boris actuellement quand j'ai perdu à Roland-Garros l'année dernière contre Chesnokov. J'avais la tête ailleurs. Mais j'avais déjà cinq ans de circuit derrière moi. Boris n'en a que deux. Je crois que les trois premières années au moins devraient être entièrement consacrées au tennis. Quand on est très jeune, tout est lié et s'imbrique. J'essaie maintenant de vivre ma

vie, d'être heureux et de faire bien mon métier. Ce n'est pas facile. Mais je n'ai jamais annoncé que je voudrais être numéro un. Boris n'a fait aucun mystère de son ambition. Un homme divisé ne sera jamais aussi très bon, mais pas le meilleur. Tous ceux qui sont montés au sommet, de Connors à Borg, de Vilas à Lendl, avaient l'esprit fanatiquement concentré sur ce but. La seule exception fut McEnroe, mais c'est un génie. »

Bien sûr, Becker n'est pas de cet avis. « Pourquoi veut-on absolument lier vie privée et vie sportive ? Je suis suffisamment grand pour assumer les deux sans problème. Je les garde bien séparées. » Propos qui font s'écarter Günther Bosch : « Il sera bien le premier joueur de l'histoire à réussir un tel pari ! »

MARC BALLADE.



Boris à terre. Battu. Il ne restait plus que deux têtes de série vendredi 24 avril au quart de finale du tournoi de Monte-Carlo : Mats Wilander, vainqueur de Thierry Tulasne, contre le soviétique Chesnokov et l'espagnol Combarro, face à l'australien Skiff, victorieux de la veille de Thierry Tulasne.

MOTOCROSS : championnats des jeunes

Une famille dans le cambouis

La saison de motocross vient de commencer. Pour les « grands » qui disputent les titres mondiaux sur des « gros cubes ». Pour les « petits », aussi, sur des motos de 50 à 30 cc. Et c'est pour les Delziani, champions de Bourgogne, une passion familiale.

« J'ai onze ans. Je voudrais bien faire une équipe moto pour le Paris-Alger-Dakar. J'espère la courir au moins une fois. Mais un peu plus tard, dans neuf ans. Je vous donne quelques renseignements nécessaires : nous sommes trois frères : Jérôme, quinze ans ; Arnaud, onze ans ; Grégoire, neuf ans. Moi, c'est Arnaud, champion de Côte-d'Or de motocross avec Jérôme. Nous roulons en Kawasaki. »

Avant de grimper sur sa machine tout-terrain pour une nouvelle saison de compétition, d'avril à octobre, dans les ombrages et les bosses des pistes bourgeoises, Arnaud, petit as du guidon, a pris ainsi la plume pour plaider la cause d'une passion familiale auprès d'un constructeur japonais. Les Delziani forment une véritable écurie de motocross et cultivent à cinq un virus mécanique du dimanche avec un sens de l'organisation à rendre jaloux plus d'un professionnel.

Il y a les trois pilotes frères. Jérôme, l'aîné, montant sa 80 cc. Arnaud, le cadet, qui a du mal à hisser ses 1,40 m sur la selle de sa 60 cc mais joue de son engin en

virtuose. Tous deux étaient champions départementaux la saison passée sur « Kawa ». Et Grégoire, le petit dernier, enfourchant une 50 cc Honda. Il y a surtout les parents : Jean-Paul, quarante et un ans, psychologue dans le « civil », et mécanicien le week-end, Brigitte, trente-huit ans, attachée de presse et « cantinière » sur le terrain des exploits de ses fils. « On vit comme des agriculteurs dit-elle. Au rythme des saisons. Au printemps et en été, les compétitions battent leur plein. En hiver, la famille se repose, remet les « bécasses » au point, recoud les cuirs des pantalons. On prépare la nouvelle saison en bricolant et en lisant. »

Sans oublier un pèlerinage à Bercy pour le supercross, ni le feuillet de Paris-Dakar suivi et décodé à la télévision.

« Voulez-vous rouler avec nous ? »

Le garage du pavillon de Quétigny, près de Dijon, est vite devenu trop petit. Les Delziani ont loué un véritable atelier de 60 mètres carrés qu'ils ont équipé de deux grandes établis, réglés aux différentes tailles de la famille pour pouvoir travailler à trois en même temps. « Les garçons mettent la main à la mécanique, reprend Jean-Paul. Le motocross doit aussi être un sport d'équipe. Les veilles de compétition, ils chargent le camion. »

Un camping-car d'occasion offert par le grand-père, Roger

Delziani, transporte et abrite la famille sur les lieux de courses. Une touche de confort bien venue par mauvais temps quand les trois pilotes descendent de leurs machines transformées en véritables tas de bois.

« Quand on a commencé, voilà cinq ans, se rappelle Brigitte, l'esprit compétition n'était pas aussi poussé qu'aujourd'hui. Certains mêmes arrivaient déformés sur les circuits avec deux, voire trois motos. Pour espérer gagner, un minimum d'investissements financiers est nécessaire. Là réside la cruauté des sports mécaniques. La sélection se fait de plus en plus par l'argent. Il nous faudrait par exemple 60 000 à 80 000 francs pour démarrer chaque saison avec trois machines neuves. »

Brigitte a dû démissionner de son poste à la mairie de Dijon. Le problème financier s'est donc posé avec acuité. La jeune femme a mobilisé ses talents professionnels au service du « team Delziani », et profité du concours de la première bourse de sponsoring sportif à Dijon au mois de mars pour lancer une efficace campagne de sensibilisation sur le thème : « Voulez-vous rouler avec nous ? »

« J'ai voulu montrer que le motocross, même au niveau régional, était « sponsorisable », assure la mère des pilotes Delziani. Démonstration réussie. Trois sociétés ont réagi. Le Crédit lyonnais, Radio K6, une radio locale, qui met des espaces publi-

citaires à la disposition de l'équipe, et Asobikro, une petite société d'informatique. « Les 16 000 francs recueillis nous ont permis de racheter une machine à Jérôme. » En attendant d'autres sponsors.

Il est loins, le temps où la moto entraînait dans la famille comme une pure distraction. Sur des motos d'occasion, les Delziani se lançaient comme dans un rêve sur les 10 kilomètres de plage et de dunes du Cotentin où ils campaient.

« Il y a eu effet boule de neige, raconte Brigitte. Les garçons ont commencé à courir. Un peu. Le matériel ne tenait pas. Je me rappellerai longtemps cette scène où l'on voyait Arnaud en panne en plein milieu du circuit, et Jean-Paul courant les outils à la main. »

Jérôme et Arnaud défendent, cette saison, leur titre départemental. Compétition plus serrée en perspective. Cela n'exclut ni solidarité ni esprit de famille. « Les enfants ne se font pas de cadeaux en course, reconnaît Jean-Paul. Mais, s'il vous manque une pièce détachée ou quoi que ce soit, vous êtes sûr qu'on vous la trouvera. »

Un drôle de milieu néanmoins pour les enfants ? « C'est un sport de « mecs », reconnaît Jean-Paul, le père. Il faut pourtant un tempérament de femme pour que ça marche. Et puis il développe chez les garçons de réelles qualités de volonté et de ténacité. »

MICHEL DESFONTAINES.

SKI EXTRÊME

Boivin, technicien du risque

Rendu célèbre dans les années 70 par le Suisse Sylvain Saudan et le Français Patrick Valençant, le ski extrême est renouvelé par Jean-Marc Boivin, qui vient de réaliser l'enchâssement des cinq faces les plus difficiles du massif du Mont-Blanc.

CHAMONIX
de notre envoyé spécial

COLLECTIONNEUR de records : une passion et un métier pour Jean-Marc Boivin. Cet alpiniste-glaçieriste-skiur-libériste, âgé de trente-cinq ans, titulaire des diplômes de guide, de moniteur de ski et de professeur de vol libre, ne s'attribue qu'un seul titre : « officiel », celui de « professionnel de l'aventure, tournant les yeux d'abord vers la montagne. »

Ses sommets, il les recherche aussi bien au cœur de la forêt amazonienne — où il effectue des longues marches d'endurance dans des zones jusqu'alors inviolées — qu'au bord des mers les plus mouvementées du globe — il participe ainsi à une expédition voile-montagne en Patagonie. Mais Boivin peut être également acteur principal d'un spot publicitaire, exploit tournée dans la chaîne des Andes. S'élançant depuis un avion volant à 9 000 mètres d'altitude, il effectue, il y a quelques semaines, un atterrissage, après une chute libre de plusieurs centaines de mètres, sur un sommet de 5 200 mètres pour vanter l'efficacité, la précision et la sûreté d'un pneu qu'il tait entre ses bras.

Boivin, qui avait été sollicité trois mois plus tôt par une agence de publicité pour escalader un sommet himalayen avec le même pneumatique installé sur le dos, proposa le scénario de ce nouveau défi qui se transforma en un remarquable exploit sportif.

Les exploits, Boivin les collectionne depuis le début des années 80, où il réalisa successivement l'ascension du Cervin en solitaire par sa face nord, puis redescendit la face est en ski extrême avant de s'envoler du sommet à bord de son « aile » après une nouvelle escalade. Il fut aussi le premier à utiliser, avec l'alpiniste Patrick Berthaut, un deltaplane bipasse afin d'enchâsser pendant une même journée deux sommets dans la vallée de Chamouni, distants d'une dizaine de kilomètres, la face sud du Fou et la face américaine des Drus.

Record toujours, mais dans l'Himalaya : après avoir gravi le Gasherbrum-2, il déploya pour la première fois à plus de 8 000 mètres d'altitude une aile volante.

L'alpinisme est aussi l'un de ses terrains de prédilection. Il réalisa notamment, en 1983, l'intersaison de Feuterey, en 10 heures 30 minutes, course qui fut saluée par ses confrères italiens comme

un authentique exploit. Mais surtout, le 17 mars 1986, Jean-Marc Boivin « fin renard » mit un terme, quelques heures avant la fin de la saison hivernale, à la bataille qui se livrait entre les jeunes loups de l'alpinisme extrême, Eric Escoffier et Christophe Profit.

Sans le tapage audiovisuel qui précéda chaque tentative de ses confrères, Boivin réussit l'enchâssement en une journée de quatre grandes faces nord qu'il relia en aile volante ou en parachute de pente : l'aiguille Verte par la grotte Gradi, les Droites par l'itinéraire Davaille, les Courtes, et enfin les Grandes Jorasses par le Lincol. « J'aime l'indéfini, et surtout je refuse de recommencer les mêmes choses ; j'aime imaginer des expériences hors du commun ; la découverte et l'imprévu sont pour moi ce qu'il y a de plus important », explique Jean-Marc Boivin. Réaliser un enchaînement en solitaire après avoir répété chacune des voies plusieurs fois comme la pratique Profit, ce n'est pas mon style, ça manque de naturel. »

Tension
nerveuse

En se lançant, le vendredi 17 avril entre 10 h 30 et 18 heures, dans un enchaînement, cette fois les skis aux pieds, de cinq pentes extrêmes — la face sud des Drus, la Moine, la Verte, les Courtes et les Grandes Jorasses — Jean-Marc Boivin entendait confirmer qu'il demeure le plus brillant des « skieurs de l'impossible ». « J'aime prendre des risques », affirme-t-il, même lorsqu'ils sont extrêmes, comme ce fut le cas aux Drus, où Boivin skia sur une paroi inclinée à 65 degrés. Les couloirs empruntés étaient parfois si étroits que ses skis touchaient à leurs deux extrémités les rochers.

« L'impression que l'on éprouve en ski extrême est plus forte encore qu'en solo intégral sur une paroi où l'on reste accroché à celle-ci. Sur deux skis, il y a toujours une période où l'on se trouve en l'air, principalement au moment des virages. On est alors à la merci d'une plaque de glace ou d'un rocher dissimulé sous la neige. La tension nerveuse est à ce moment terrible », note Boivin.

Après chacun de ses exploits, Jean-Marc Boivin, consciencieusement, reprend le chemin des entreprises pour lesquelles il est devenu conseiller technique, notamment la firme de ski Dynamic, pour, dit-il, gagner sa vie. Car ce professionnel du risque, peu attiré par les retombées médiatiques de ses exploits, est surtout un homme méticuleux qui entend d'abord utiliser le premier diplôme qu'il a décroché : un brevet de technicien supérieur de fabrication mécanique, obtenu dans sa ville natale de Dijon.

CLAUDE FRANCHON.

LES HEURES DU STADE

Football Championnats d'Europe des Nations (qualifications). France-Irlande, le 29 avril, au Parc des Princes.	28 avril, au stade Paris-Coubertin.
Rugby Demi-finales du championnat de France : Agen-Toulon, samedi 25 avril à Toulouse (A2 14 h 35) ; RU-Toulouse, dimanche 26 avril, à Bordeaux (Canal + 14 h 25). Finale, le 2 mai, au Parc des Princes, à Paris.	Sports équestres Concours complet international de Saumur, du 30 avril au 3 mai. CSIO de Rome, du 28 avril au 3 mai.
Basket-ball Demi-finales du championnat de France. Samedi 25 avril (Canal + 22 h 15). Finale aller le 29 avril ; retour le 1 ^{er} mai.	Motocyclisme Championnat du monde de vitesse : Grand Prix d'Espagne à Jerez le 28 avril.
Escrime Coupe du monde : Challenge Jeanty de fleuret féminin, le	Cyclisme Tour d'Espagne du 23 avril au 15 mai. Haltérophilie Championnat d'Europe, à Reims, du 1 ^{er} au 9 mai. Karaté Championnats d'Europe, à Glasgow, du 1 ^{er} au 3 mai.

EXPOSITIONS

Carte blanche aux amis du Centre Pompidou

Cadeaux d'anniversaire

Le Centre Pompidou déguise son anniversaire à petits coups : après la fête officielle, avant l'exposition de l'été, il célèbre ceux qui l'aident, les trois sociétés de ses amis.

Les amis des musées, de tous les musées, sont par définition personnes hautement estimables. Parce qu'ils contribuent par leurs choix, dons et contributions à l'enrichissement des collections, ils ont droit à la reconnaissance des visiteurs, lesquels ignorent parfois ce qu'ils doivent à la générosité de donateurs souvent plus anonymes qu'il ne conviendrait.

Que le Centre Pompidou rende hommage à ses amis et à leurs diverses sociétés, rien de plus légitime. Pour ce faire, il a été décidé de donner « carte blanche » à l'Association des amis du Centre Georges-Pompidou, à la Société des amis du Musée d'art moderne et à la Georges Pompidou Art and Culture Foundation, qui rassemble les amis américains.

Chaque institution, disposant d'un espace à sa guise, devait témoigner de ses activités et de ses préférences. Et chacune s'est prononcée pour un type différent d'exposition : la première présente quelques-uns de ses achats, la seconde un one-man-show, la troisième un panorama tria « mode » et très new-yorkais. Comme par ailleurs une dernière « carte blanche » a été accordée à Yona Fischer, conservateur au musée d'Israël à Jérusalem, ces festivités, second épisode du dixième anniversaire de Beaubourg, prennent un tour fort éclatant. Inutile

de chercher une cohérence à l'ensemble, qui vaut essentiellement par sa variété et l'inattendu de la plupart des œuvres réunies en quatre galeries séparées.

Inattendus, les artistes chers au cœur des amis du Centre le sont au plus haut point. À l'exception de Judith Bartolani et de Bertrand Lavier, lequel tourne décidément à la gloire nationale, ils appartiennent tous à la catégorie des méconnus ou à celle des oubliés. Que les amis aient, pour l'occasion, passé à chacun commande d'une œuvre sans la moindre contrainte de dimension ni de sujet relève sans doute d'un désir généreux : celui d'ouvrir le musée à des peintres qu'il avait négligés jusqu'alors. Il reste à démontrer qu'il les ignore à tort, et qu'il faille exhiber cette peinture française teintée de surréalisme adouci ou de géométrisme tempéré, ennemie des excès et des audaces, cette école de Paris qui demeure inchangée tandis que changent les modes. Du moins l'histoire d'art à venir trouvera-t-elle dans ces acquisitions mûres à compléments et peut-être à révisions quand il devra composer son tableau panoramique des années 70 et 80.

Grâce et violence

Ira-t-il jusqu'à y inclure Jean-Charles Blais, le peintre que la Société des amis du Musée d'art moderne a voulu honorer d'une exposition particulière ? Cette vénérable société, fondée en 1903, quand le mot « avant-garde » avait encore un sens, s'est laissée séduire par le peintre sur affiches arrachées qui a fait la notoriété de Blais. Celui-ci ne manque pas d'habileté, ni même d'ampleur ou de ton. Plutôt, il manque de caractère. Ces bonshommes incomplets et obèses,

disposés dans des forêts de troncs sur fond de ciel bleu roi font plus souvent songer à Folon qu'à Picasso. Il flotte dans cette imagerie monumentale un air d'indécision qui n'est pas seulement celui du dessin, mais bien du peintre en panne de sujets. Les Blais récents qu'expose simultanément Léo Castelli à New-York reçoivent du même épicurisme incertain.

Il serait assez tentant de voir le signe d'une incompatibilité de nature et de culture dans les différences entre les sélections des deux sociétés françaises et celle de la fondation que préside M^{me} Dominique de Ménil. Aux premiers la grâce, aux seconds la violence. Aux uns la tradition du beau métier, aux autres celle de l'iconoclaste. Dedicée à la mémoire d'Andy Warhol, l'exposition américaine se nomme, sans beaucoup de bonheur, « Les courtes du désir », afin de mieux manifester que ce qu'elle contient ne peut s'apparenter qu'à une activité douteuse, à un trafic honteux et certainement sacrilège.

Il s'agit en fait de présenter les plus pittoresques animateurs d'un néo-dadaïsme (à moins que ce ne soit un post-duchampisme) qui récupère la technique du ready-made, celle de l'assemblage pop, les procédés des minimalistes et des conceptuels, le tout dans un amalgame effrayant. Pêle-mêle, on trouve des aspirateurs éclairés au néon, un lapin gonflable, des chaussures de tennis, une lampe de chevet, des photos floues, des diagrammes idiots, des fragments de publicité et une théière. Pourquoi ? Four décrire la « culture » contemporaine, les cultes de la ménagère robotisée, de l'homme d'affaires informatisé ou du conservateur éperdu.

Jeff Koons, Haim Steinbach et Peter Nagy ont la dérision lourde, le burlesque pesant. Leurs « œuvres » doivent être consommées rapidement, et jamais deux fois de suite car leur pouvoir de surprise s'évapore après le premier regard. Mais le premier regard, lui, procure un certain plaisir — comme une contre-pétence dans un égoïste funéraire.

Plaisanteries visuelles

À consulter le catalogue, il apparaît qu'aucune de ces plaisanteries visuelles n'appartient pour l'heure aux collections du Musée national d'art moderne. Nul doute que les « amis américains » ne combinent cette lacune bientôt. Donateurs, chers donateurs, encore un effort, s'il vous plaît !

Les deux artistes israéliens sélectionnés par Yona Fischer font avec les New-Yorkais leurs voisins les plus singuliers contrastes. Autant les naïfs de l'East Village cultivent la dérision, autant Moshe Kupferman et Zvi Goldstein mettent de sérieux dans leurs travaux. Le second en mettrait même un peu trop : ses mises en scène agrémentées de petits panneaux explicatifs à base de sémiologie et de sociologie pourraient facilement passer pour la parodie d'un style conceptuel que les imagistes révoient depuis longtemps. Reste Moshe Kupferman, peintre et dessinateur abstrait en gris, mauve et blanc. Sans doute faudrait-il un espace plus intime pour pouvoir goûter pleinement un art si discret. Perdu dans la foule des « cartes blanches », il y semble comme déplacé.

PHILIPPE DAGEN.

★ Galeries contemporaines, Centre Georges-Pompidou, jusqu'au 24 mai.

VARIÉTÉS

Le onzième Printemps de Bourges

Rendez-vous avec Trenet



Le Printemps a consacré une soirée hommage à Charles Trenet avec la complicité de quelques-uns de ceux qui ont été nourris par les couplets de l'ex-fou chantant.

Les hommages à Charles Trenet se multiplient depuis vingt ans. La chanson française lui doit beaucoup : l'auteur de *Y'a d'la joie* l'a bouleversé au moment où elle se noyait dans la vulgarité et les larmes du mélodrame, il l'a conduit sur une *Routte enchantée*, où se sont retrouvées les influences mêlées du surréalisme, du jazz et de juin 36.

Saisies d'un d'être de liberté, les quelques centaines de chansons imaginées par Trenet ont échappé au temps, elles ont gardé intacte leur fraîcheur. Elles respirent le siècle. Elles émeuvent encore ces complaisants un peu loufoques où *Le Soleil a rendez-vous avec la Lune*, ces ballades qui parlent d'été, de soleil et d'évasion, d'une France de province aujourd'hui évanouie. Même les plus jeunes se sentent à l'aise avec ce monument historique. Ils sont émus par ce mélange d'eaux vives et d'eaux profondes, de bonheur affiché et de malheur de vivre.

CLAUDE FLEOUTER.

Carte de séjour : « un gage d'amour pour ceux qui ont de l'espoir »

Début 1981, trois immigrés de la deuxième génération, Rachid Taha, Mohammed et Mokhtar Amini, forment le groupe Carte de séjour et donnent un concert dans une petite salle de la banlieue lyonnaise avec une musique encore tiraillée entre le rock'n'roll de leur propre adolescence et la musique arabe de leurs parents.

Un an plus tard, un premier 45 tours, *Zoubida*, inaugure un petit label local, puis c'est l'arrivée d'un quatrième membre Jérôme Savy, à l'occasion d'une tournée dans des centres culturels, et des maisons de jeunes et de la culture.

Leur premier album est produit par Steve Hillage et le mélange des musiques devient plus cohérent. Le deuxième 33 tours, publié l'année dernière, est aux antipodes de l'exotisme.

L'osmose musicale est faite, les mélodies sont inspirées, s'éduquent, tanguent, insistent.

Douce France composée et chantée par Charles Trenet au moment de la Libération est le premier titre qu'ils n'ont pas eux-mêmes imaginé : « Nous avons voulu avec cette chanson, dit le chanteur Rachid, décrire certaines situations pas toujours heureuses, offrir un quelque chose d'espérance pour ceux qui ont de l'espoir. Il y a eu un moment dans Douce France une façon très orientale de décrire l'Hexagone. »

Carte de séjour qui a commencé une nouvelle tournée le 19 avril sera au Bataclan les 28 et 29 avril.

C. F.

★ Album Barclay.

Philippe Léotard chante à Bruxelles

Pot-pourri

Veste jeune, jeans bleus, cravate rouge, Philippe Léotard — le vrai, comme il l'annonce lui-même à la presse belge — a donné jeudi soir sur la scène du Résidence Palace de Bruxelles la première de son show. Résultat : les trois quarts du public, peut-être déjà conquis d'avance, s'enthousiasme. Le quart restant quitte la salle avant la fin, profondément ému et égaré. Mais par quel exactement ?

Ni rock ni ballade, ni one man show, ni music-hall ni comédie... le spectacle de Léotard est un patchwork où tous ces genres se mêlent avec un seul point commun, la géniale maladroite du comédien qui commence, assis, par dire un long poème pour finir en écorchant *Le temps des cerises*, après avoir « chanté » une complainte corse, trois rocks, un reggae et une ballade. De très beaux textes, tous écrits par Léotard à l'exception d'un poème de Lautréamont, des musiques mus-

clées dues à Philippe Serravallo, qui accompagne habituellement Guidoni et Lalanne, donnent à ce spectacle son cachet.

J'ai bien pleuré ce soir *A Locquirec-les-Pins* Dans le Finistère-Nord Perdu dans le passé, accroché

aux rochers Où mon cœur se brise Seul dans mon imper à Quimper [suis qu'un matin à terre]

Si Léotard chante faux (d'ailleurs, chante-t-il ?) ses mots frappent juste. Domage qu'il gâche le rythme de son spectacle par de trop longs dialogues avec le public où il mélange Ferré, Grignard, Jim Morrison, Jacques Prévert et Coluche. Sans oublier l'inévitable « J'aime bien les Belges ».

Désir de Philippe Léotard : si ça marche, faire l'Olympia à la rentrée.

JOSE-ALAIN FRALON.

ARCHÉOLOGIE

Les fouilles de la rue de Lutèce

Seize siècles de vie parisienne

(Suite de la première page.)

Finalement, la Ville de Paris fit plus qu'un geste. Elle avança la quasi-totalité des sommes nécessaires aux fouilles : 6,7 millions de francs (1). Mais à une condition : faire vite. Et donc mener de concert la construction du bunker souterrain et celle de l'opération de sauvetage archéologique. Un curieux concert pour pelleteuses et balayeuses se mit en place. L'entreprise Borie, chargée des gros travaux, manie l'excavatrice et coule le béton à la tonne. Les archéologues creusent à la petite cuillère. Bizarrement, un terrain d'attente fut presque tout de suite trouvé. Au début de l'été 1986, la double opération put démarrer.

Aujourd'hui, une salle de béton épaisse de 90 centimètres couvre les trois quarts des 2 000 mètres carrés, qui constituent l'espace à fouiller. Les parois latérales sont déjà moulées. Les archéologues travaillent donc sous le couvercle d'une boîte qui n'aurait pas de fond. Mais 4 à 5 mètres plus bas affleure la nappe phréatique. Des pompes à l'efficacité incertaine sont mises en place pour évacuer le liquide, qui finit toujours par remonter. Comme il faut aller vite — les fouilles doivent être terminées fin juin, il n'est pas question de passer au crible les 12 000 mètres cubes de terre. La couche supérieure, plus récente, assez bien connue, grâce aux archives des dix-septième et dix-huitième siècles n'a pas été examinée en détail dans sa totalité. Les dix-huit archéologues se sont attachés aux strates inférieures : celles qui plongent jusqu'au début de notre ère. Juan Muñoz, vingt-sept ans, formé sur le chantier de la cour Napoléon, est le maître d'œuvre du chantier, sous la direction scientifique d'Yves de Kisch. Il explique le casse-tête auquel il est confronté. — Nous



Bas-relief du premier siècle représentant une sirène et un triton

travaillons sur un site totalement déchaîné. C'est un caparnaim de structures en miettes : fragments de sols, lambeaux de cimetières, bas-côtés d'églises, angles de cours ou de rues, implantations artisanales, épandage de matières organiques, nappes d'incendies, fossés, caves, trous de poteaux. Pas un espace n'est complet, pas une pièce n'est fermée. À l'exception de quelques fosses ou latrines, pas un espace intact. Nous avons affaire à une multitude d'activités humaines, dont les vestiges éclatés se chevauchent, s'imbriquent, se pénètrent. Un mur du dix-septième siècle s'appuie sur des fondations

gallo-romaines, on trouve une glacière du dix-huitième siècle à côté d'une tombe du treizième siècle.

Pourtant, la rue de Lutèce est une véritable mine. Tous les éléments permettant de reconstituer l'évolution de l'environnement, celle des techniques de construction de l'habitat urbain, de l'aménagement des voies, des productions de céramiques — en particulier celles de la période carolingienne, mal connue, — de l'élevage et de l'alimentation sont là en vrac. Il suffit de mener une longue et minutieuse enquête pour relier sur seize siècles tous les maillons d'une chaîne, éparpillés sur 6 mètres de profondeur.

On peut ainsi mesurer l'importance du commerce des peaux de chats dans le Paris médiéval, rarement mentionné dans les textes, grâce aux deux cent soixante et un restes de chat écorchés retrouvés dans un dépôt du quatorzième siècle. Les milliers d'ossements de rats noirs collectés dans des couches antérieures au onzième siècle, date à laquelle ils apparaissent officiellement en Europe, apportent avec eux la

peste, reposent le problème de la diffusion de l'épidémie.

Enfin, une découverte importante remonte en cause l'urbanisation de la cité gallo-romaine. Il était tenu pour acquis que la ville, avant de s'étendre sur la rive gauche, avait entièrement occupé la surface de l'île. On trouve au contraire, la traversant en biais, la trace d'un chenal (vestige d'un bras mort de la Seine ?) qui interdisait toute construction avant la fin du troisième siècle, date à laquelle il fut remblayé. C'est là que fut découvert le bas-relief de la sirène au triton. C'est là aussi que l'on dégage des stèles funéraires de la même époque ainsi que des fûts de colonnes tronçonnées. Deux d'entre eux sont groupés pour former une sorte d'autel vu lequel sont associés des haches néolithiques. La présence de ces éléments disparates, récupérés, reste un mystère. Ils ont vraisemblablement été amenés ici pour peupler un lieu sans doute peu fréquenté et laubré.

Les nouveaux archéologues ne révent plus des trésors de Mycène. La comptabilité des os de mouton et la typologie des fosses septiques leur suffisent, affirment péroramment leurs adversaires. En revanche, ils maîtrisent parfaitement l'art du puzzle et de la filature. L'interrogatoire des témoins muets n'a plus de secret pour eux. Ici, l'enquête ne fait que commencer. L'inspecteur Muñoz et son équipe se contentent pour l'instant d'accumuler les indices. Avec patience. Mais nous connaissons un jour le secret de la sirène et de son triton.

EMMANUEL DE ROUX.

(1) L'Etat, de son côté, a donné 600 000 francs pour la préparation des travaux et celle de la publication des fouilles.

● PRÉCISION. — A la suite de l'article de Michel Cournot, à propos de l'*Éternel mari* de Dostoïevski, à l'Odéon, publié dans le Monde du 8 avril, nous avons reçu de Victor Heim et Simon Eine la mise au point suivante : « Suggérer l'appartenance ethnique d'une équipe en imaginant qu'elle a pris un malin plaisir à « coincer dans un coup fourré » un auteur génial, c'est prêter à autrui des intentions qui sortent du cadre de la critique dramatique. »

PIANO ★★ ★
SALLE PLEYEL
24-27 avril, 17-19 mai, 20 h 30
BRENDL
4 récitals SCHUBERT
7-22 mai, 1^{er} juin, 20 h 30
POLLINI
3 récitals BEETHOVEN
LOC. 45-63-88-73

PROLONGATION JUSQU'AU 11 MAI
BRITANNICVS
Jean Racine
45.31.28.34
"La pièce est de loin la meilleure à l'officine de Paris..."
CARRÉ SILVIA MONFORT

مكتبة الامم المتحدة

Je m'inscris

Culture

FESTIVAL

La mode et le cabriolet

De Bugatti à Yamamoto

Quand la tôle et le cachemire se retrouvent sous la tour Eiffel.

Non, les mannequins ne parquent pas sur les sièges de cuir de vieilles Bugatti. Non, elles n'ont pas de petit chien savant. Le deuxième Festival de la mode et du cabriolet se tient sous un grand chapiteau blanc, au pied de la tour Eiffel, et la fringue et la carrosserie ont l'air de se trouver ensemble par erreur. Sur 100 mètres, on se croit parachuté dans un salon de l'automobile phé où une cinquantaine d'exposants ont garé frimousses et coquetteries : Messerati, Porsche, Jaguar, cabriolet Saab 900 à 259 000 F et réplique de Bugatti au tableau de bord en noyer massif. On s'attarde devant le modèle en miniature (28 000 F) quand le défilé commence. Le podium est tout en bois.

Une dizaine de mannequins divergent pendant environ une heure. Il a chaud, il a soif, et ce qu'il voit lui donne des envies de plage ou de garden-party : vastes salarines en lin chocolat, jolis sweaters à brandebourgs d'Izot Curi, costumes pyjamas en coton rouge de Kansai Yamamoto, jupes de ballerinettes à

rayures blanches et bleu marine, tunis de tulle, cache-cœur en coton transparent de Guy Paubé. C'est parfois gai et touchant. Les défilantes font des efforts mais elles se trompent. Un sein glisse maladroitement d'une robe décolletée, une grande culotte dépasse d'une jupe. On compte onze stylistes et quelques gags : vestes de tailleur à quatre pochettes, robes d'intérieur à imprimé paquet de Gitanes signées Mario Beltrami, costumes d'hommes à motif double décimètre chez Etienne Brunet.

Reste une bonne surprise pour le dessert : les bibis à deux poteaux (sténographes et trois faux chandeliers) de Renaud Potry, ses drôles de chapeaux calottes bleu canard à pattes d'eph pour impératrice yéyé, ses redingotes à perles décapées qui flottent sur une combinaison transparente en organza madras, son tailleur complet de mariage (quatre tenues en une) proposé 20 000 F sur mesure. « Avec ces prix-là, je vais faire une révolution dans la haute couture. »

★ Quel Brady, au pied de la tour Eiffel, jusqu'au 29 avril. Entrée 25 F. Défilé : samedi et dimanche, de 15 heures à 17 heures.

CINÉMA

La mort de Claude Jutra

Le Pierrot lunaire de l'école canadienne

Claude Jutra, cinéaste disparu depuis le 5 novembre dernier, a été repêché dans le fleuve Saint-Laurent à la hauteur de Québec. Il aurait eu cinquante-sept ans le 11 mars 1987. Il souffrait de la maladie d'Alzheimer (perte de mémoire et sénilité précoce).

Figure mythique dans son pays et pour ses nombreux amis de l'étranger, Claude Jutra a vécu la passion du cinéma comme sa vraie raison de vivre, presque comme sa seule raison d'être. Il avait pratiquement porté le nouveau cinéma canadien (on ne disait pas encore québécois pour les Canadiens français) sur les bords baptismaux dès 1962.

La première, dans une grande salle de Montréal, de *A tout prendre* est mémorable. Ouvrage autobiographique, dédié à Norman McLaren et à Jean Rouch, deux auteurs qui symbolisent les deux tendances essentielles, les deux titres de gloire, de la cinématographie canadienne : l'animation d'un côté, de l'autre le direct, le pris sur le vif. Le film, tourné sur plusieurs années, avec l'aide d'innombrables copains, raconte le destin d'un jeune rêveur, épris de Rimbaud, déchiré entre son homosexualité et son amour pour une jeune femme morte.

Mon oncle Antoine, en 1971, lui vaut la consécration internationale. Dans une petite ville minière de l'est du Québec, Benoît, orphelin, quinze ans, est élevé par l'épicière locale, l'oncle Antoine du titre, et sa femme. Une histoire de mort charriée sous la neige donne au film sa colo-

ration picaresque. *Kamouraska* (1973) adapte le roman du même nom d'Anne Hébert. Le film souffre d'avoir été raccourci, pour des raisons commerciales, par sa coproductrice française. Obligé de travailler un temps au Canada anglais, le cinéaste tourne, en français, en 1984, l'excellent *La Dame en couleur*, regard narquois et ému sur le monde de l'enfance.

Claude Jutra avait mené parallèlement une importante carrière à la télévision et dans le documentaire (*Comment savoir*, en 1966, est un remarquable exemple de film didactique). Il fut, au début des années 60, partie prenante de tout un mouvement qui, avec Michel Brault, Gilles Groulx, se lança librement à l'assaut de la réalité québécoise, caméra au poing. Maître du montage, il tourna de petits chefs-d'œuvre comme *Roult-Roulant*. Ami intime de Norman McLaren et de Félix Leclerc, éternel jeune homme qui refusait de monter une vie au rabais, sa fin rappelle beaucoup celle de Jean-Louis Bory chez nous.

Avec Claude Jutra s'achève la jeunesse d'un pays et d'un cinéma qui croyaient encore au rêve. LOUIS MARGOURELLES.

Communication

Le 23^e Marché international des programmes

Le duel européen de Robert Maxwell et Rupert Murdoch

CANNES
de notre envoyé spécial

« Si vous voulez la guerre, nous vous la faisons, et même en français ! » L'avertissement lancé, le 23 avril, au MIP-TV par M. Robert Maxwell à l'adresse des MM. Silvio Berlusconi et Robert Hessam, avait sa juste mesure de la franchise. Le deuxième actionnaire de TF1, après M. Francis Bouygues, exprimait ainsi sa désapprobation à l'égard des deux propriétaires de la Chaine, qui avait emporté le droit de rediffuser le match de football Bordeaux-Liege pour la coquette somme de 8 millions de francs. « Une surenchère insensée, a tonné le magnat anglais, surtout pour réaliser un taux d'écoute de 8 % ! Mieux vaudrait se décider à conclure un bon accord entre les chaînes. »

Arrivé à Cannes à bord de son yacht, entouré de quelques collaborateurs, dont son fils Ian, et flanqué du nouveau président d'honneur « à vie » de TF1, M. Hervé Bouygues, M. Maxwell a annoncé son intention de « révéler un MIP-TV quelque peu assoupi », en assénant « quatre informations coup de poing ».

Le magnat de la presse britannique a commencé par lire une « déclaration solennelle » à propos de TF1 : « Fier et heureux de participer à la grande aventure de la privatisation », il s'est félicité de la décision d'Hervé Bouygues de « ne pas abandonner son enfant » et de revenir sur la scène pour « arrêter l'émigration des stars ». Décision, a-t-il dit, qui « chagrinerait sans doute M. Berlusconi et Hessam ». Comme le président Bouygues, M. Maxwell prévoit, lui aussi, « des morts » dans l'audiovisuel français, car, a-t-il affirmé, « il n'y a pas de place pour six chaînes ». Alors, combien de survivants ? « Trois peut-être, quatre au plus », a-t-il tranché.

M. Maxwell a ensuite annoncé la création d'« une société européenne de télévision », dont le premier PDG sera M. Bouygues. Se fixant pour objectif de créer « une télévision européenne sans frontières », le magnat anglais a énuméré quelques-uns de ses projets : un réseau européen d'informations, qui sera diffusé par satellite vers d'autres parties du monde (Japon, entre autres) et des coproductions à l'échelle continentale, dont la première — une grande

série sur la Révolution française — intéresse déjà la RAI. Evoquant ses récents contacts avec les gouvernements espagnol et portugais, à propos de la création de chaînes privées, M. Maxwell a défini sa stratégie européenne par une formule lapidaire : « Remettre à tout prix la tendance et stopper le flot d'émissions venant d'outre-Atlantique. »

Le propriétaire du groupe Mirror a confirmé sa candidature au satellite français TDF 1. Les pourparlers avec le gouvernement français doivent, selon lui, reprendre dans quelques jours et « une fois admis par ce dernier, le principe d'une chaîne européenne, on devrait pouvoir conclure rapidement un accord », a déclaré M. Maxwell, en rappelant toutefois que « le vide juridique concernant Canal Plus — partenaire éventuel — pourrait entraver les négociations ».

De la télévision à la presse

Mais M. Maxwell s'intéresse aussi à la presse française. Son fils, Ian, a déjà racheté l'agence ACP et négocie actuellement une prise de participation dans le *Provençal*. Le père,

lui, songe à lancer un grand quotidien populaire à deux millions d'exemplaires en installant des imprimeries à Paris, Bordeaux, Marseille, Lille et Clermont-Ferrand. Un projet comparable à celui du groupe Hachette avec lequel M. Maxwell se dit prêt à négocier.

Dernière surprise dévoilée par M. Maxwell : le lancement à la mi-août d'une chaîne musicale, MTV, diffusée vingt-quatre heures sur vingt-quatre, en Europe, par le satellite anglais Intelsat 5. Déjà reçu au Japon et, depuis peu, en Australie, ce programme de musique rock ne s'arrêtera à partir de studios installés à Londres et à Paris. M. Maxwell n'a pas caché que cette opération a pour but de concurrencer Sky Channel, la chaîne — peu rentable — de son rival, M. Rupert Murdoch.

Tout au long de sa conférence de presse, M. Maxwell a donné l'impression de s'adresser indirectement à son frère ennemi, M. Murdoch, patron du puissant groupe News Corporation. Celui-ci, du reste, s'était manifesté au MIP-TV quelques heures plus tôt depuis New-York et par satellite interposé. Interrogé sur l'échec de Sky Channel, M. Murdoch en a minimisé les pertes d'argent en rappelant que cette chaîne est reçue par plus de 10 millions de foyers câblés en Europe. Mais il a reconnu que sa « stratégie européenne connaît quelques flottements ». Sa candidature au satellite TDF 1 est « à l'étude » et il est possible qu'il s'en tienne à Sky Channel.

Pour ce qui est du paysage audiovisuel européen, M. Murdoch a indiqué qu'il s'était retiré de la course aux chaînes privées françaises parce qu'il les jugeait « beaucoup trop coûteuses ». Mais l'Europe, en passe de devenir « un secteur hautement concurrentiel », a estimé le magnat australo-américain, en ajoutant : « La pénurie de programmes qui résulte de la multiplication des chaînes fera que nous, en tant que producteurs, serons présents avec ou sans réseaux sur le marché de l'audiovisuel. »

Cependant lui aussi des projets pour une chaîne commerciale au Portugal. M. Murdoch plaide en faveur d'une télévision pan-européenne : « Alors que les Japonais se sont déjà à considérer le monde comme un marché unique, a-t-il ironisé, les Européens ont encore du mal à accepter l'unité de leur petit continent. »

Les stratégies de M. Maxwell ou M. Murdoch se veulent mondiales et leurs visées sont planétaires. Mais, face au continent européen, ces deux anglo-saxons redoutables se trouvent chacun d'un côté différent de l'Atlantique. Dans cette partie de bras de fer impitoyable, le premier veut « voir l'Europe s'inscrire en grosses lettres sur la carte du monde », tandis que le second jure de devenir « le numéro un mondial ».

ALAIN WOODROW.

"UNE TOTALE RÉUSSITE. A VOIR ABSOLUMENT."

FIGARO TV

"J'ai eu un schmilou" **France Soir** "Jean-Pierre MARIELLE monumental."

"Deux superbes acteurs. A ne pas manquer" **le point** "En avril si vous découvrez un film, que ce soit celui-là."

"Plus subtil et passionnant que tous les BRONSON du monde." **la croix** "Bravo."

"Jean-Pierre MARIELLE déboulonnant du début à la fin." **l'EXPRESS** "Ce film me plaît."

"Allez voir le duel qui oppose Jean-Pierre MARIELLE à Jean-Pierre BISSON. Il en vaut la peine." **LE FIGARO** "Le meilleur film de Laurent HEYNEMANN."

"Interprétation splendide de Jean-Pierre MARIELLE." **France Soir** "Jean-Pierre MARIELLE et Jean-Pierre BISSON valent largement qu'on aille voir le film."

"Duo insolite et formidable." **Les Echos** "Magistral interprétation de Jean-Pierre MARIELLE et Jean-Pierre BISSON."

"Excellent film de Laurent HEYNEMANN." **Le Canard** "A voir."

"On ne saurait dire que MARIELLE ou BISSON est le plus formidable." **Le Monde** "Mieux qu'une œuvre de Laurent HEYNEMANN."

Les Mois d'Avril sont Meurtriers

JEAN-PIERRE MARIELLE JEAN-PIERRE BISSON

PROX SPECIAL DU JURY

COGNAC 1987

du 21 avril au 24 mai

PLETIT **ODEON** **Salie Roger Blin**

18 h 30

CRUCIFIXION DANS UN BOUDOIR **TURC**

de JEAN GRUAULT

Mise en scène : Guy MICHEL

Tania Chebon, Paule Néron, Jacques Bergey, Patrick Courtols

Coproduction Copro-France-Théâtre National de l'Odéon

TERRAE MOTUS

art contemporain et tremblement de terre

Dans sa succession de ruptures, de failles, d'images de chaos, d'éclatements, de débris et de mort, une exposition sensible et passionnante.

Geneviève Breerette Le Monde

Une superbe exposition.

France Husser Le Nouvel Observateur

Les éclats, les audaces, les provocations de l'art contemporain sont ici au rendez-vous.

Jean-Louis Prédal L'Evenement du Jeudi

Dans le circuit européen des grands lieux voués à l'art contemporain, la Fondation Amelto est désormais une étape qui compte.

Maiten Bouisset Le Matin

Terrae Motus débarque à Paris : 65 artistes agencent les cimaises du Grand Palais.

Daniel Souda Libération

Grand Palais

Centre National des Arts Plastiques Maison des Cultures du Monde Fondation Amelto Institut National d'Art et d'Architecture avec le concours du Bureau de Napoléon

45 44 72 30

DU 17 MARS AU 25 AVRIL **SOLE CHRISTIAN BERNARD**

ANNIE WOBBLER

DE HAROLD WESKER

MISE EN SCENE

GILLES CHAVASSIEUX

AVEC

CHRISTIANE COHENDY

77 42 67 27 AGENCES-FRANC

dez-vous avec Tre

Pot-pourri

Spectacles

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

LA SEPTIÈME SALLE. Atalante (46-06-11-90), 21 h.
SUITE DILANDAISE. Poche Montparnasse (45-48-92-97), 19 h.
MONTÉ-CRISTO. Halle Villette (42-49-30-80), 21 h (24).
LA FAMILLE HERNANDEZ. Gymnase (42-46-74-79), 20 h 30.
LES PETITES FILLES MODÈLES. Ranelagh (42-88-64-44), 20 h 30.
WIEN 38. Espace Marais (42-71-10-19), 22 h 30 (24).
ENDIVES ET MISERICORDIE. Moufflard (43-31-11-99), 20 h 45.

Les salles subventionnées

SALLE FAVART (42-96-06-11), 19 h 30 : Spectacle du Groupe de recherche chorégraphique de l'Opéra de Paris : Gita : Rites glacés.
ODÉON-COMÉDIE-FRANÇAISE (43-25-70-32), 20 h 30 : L'Éternel Mari, d'après Dostoevski.
PETIT ODÉON (43-25-70-32), à 18 h 30 : Croustillant dans un boudoir neri, de Jean Grunuit.
TEP (43-64-80-80), 20 h 30 : Le partage du midi.

REBOURG (42-77-12-33) (mar.) : Chinois-vieilles et Cycles bristons : voir la programmation à la rubrique cinématographique : Vidéo-information : à 16 h, Haroun Tazieff : La Terre, son visage, de J.-L. Péloux ; à 19 h : Les sentiers de la violence, de J. Viscarra, M. Gomez ; Vidéo-spectacle : à 16 h : Les hautsurs du Machu Picchu, de R. Spulveda ; à 19 h : C'est fait suite, de Mozart ; Concerts-spectacles : à 20 h 30 : concert d'analyse musicale (Mouvement, de H. Lachmann).

THÉÂTRE MUSICAL DE PARIS (42-61-19-83) : Drame : Ballet du XIX^e siècle/M. Béjart : à 20 h 30 : Malraux, on la méconnaît des dieux.
THÉÂTRE DE LA VILLE (42-74-23-77) : Drame : Plus Baudouin : Théâtre de Wuppertal à 20 h 30.
CARRÉ SILVIA MONFORT (45-31-28-34), 20 h 30 : Britannicus, de Racine.

Les autres salles

AMANDIERS DE PARIS (43-66-12-17), 20 h 30 : Transport de femmes.
ANTOINE (42-08-77-71), 20 h 30 : Harold et Maude.
ARCANES (43-38-19-70), 20 h 30 : Zai ou Pourquoi les hommes n'ont pas d'âles ?
ARLEQUIN (45-89-45-23), 20 h 45 : Voyages de Marco Polo.
ARTS-HEBERTOT (43-87-32-23), 21 h : Adorable Julia.
ATALANTE (46-06-11-90), 21 h : la Septième Salle.
ATELIER (46-06-49-24), 21 h : le Malade Imaginaire.
ATHÉNÉE (47-42-67-27), 20 h 30 : Hilda Gabriel, Suite C. Bernard, 20 h 30, mar. 18 h 30 : A. Wobler.
BOUFFES-PARISIENS (42-96-06-24), 20 h 30 : le Tourneur.
CARREFOUR DE LA DIFFÉRENCE (43-72-00-13), 21 h 15 : Les Femmes de Carrefour.
CARTOUCHE : Théâtre de la Temple, (43-28-36-36), 20 h 30 : Alexandre le Grand.
CITÉ INTERNATIONALE (48-89-38-67), Gaieté, 20 h 30 : Nuit de guerre la musée du Prado, à partir du 28. Renssers, 20 h 30 : Credo, à partir du 28.
CITHEA (43-57-99-26), 20 h 30 : Les Bonnes.

COMÉDIE-CAUMARTIN (47-42-43-41), 21 h : Reviens dormir à l'Élysée.
COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (47-20-08-24), 20 h 30 : Fleur de cactus.
COMÉDIE DE PARIS (42-81-00-11), 21 h : Beau Rivage.
COMÉDIE ITALIENNE (43-21-22-22), 20 h 30 : Orlando Furioso.
DÉCHARGEURS (42-36-00-02), 22 h 15 : Verdun-Plage ; 20 h : Nos bombes miss Emily.
DIX HEURES (42-64-35-90), 20 h 30 : Maxima, donne-moi ton litige, j'ai une machine ; 22 h 30 : Le Complexe de la carotte.
18-THÉÂTRE (42-26-47-47), 20 h 30 : The show must go on.
EDOUARD-VII (47-42-57-49), 20 h 30 : Les Clowns.
ESCALIER D'OR (voir Th. subventionnées).
ESPACE ACTEUR (42-62-35-00), 21 h : Les trains sans gare.
ESPACE KIRON (43-73-50-25), 20 h 30 : Juliette ou la Misérabilite.
ESSAION (42-78-46-42), 19 h : le Festival du cannibale ; 21 h : Le sourire est sous la pluie. IL 20 h 30 : L'Amour sort en blouse blanche ; 22 h 30 : Le Complexe de la carotte.
18-THÉÂTRE (42-26-47-47), 20 h 30 : The show must go on.
EDOUARD-VII (47-42-57-49), 20 h 30 : Les Clowns.
ESCALIER D'OR (voir Th. subventionnées).
ESPACE ACTEUR (42-62-35-00), 21 h : Les trains sans gare.
ESPACE KIRON (43-73-50-25), 20 h 30 : Juliette ou la Misérabilite.
ESSAION (42-78-46-42), 19 h : le Festival du cannibale ; 21 h : Le sourire est sous la pluie. IL 20 h 30 : L'Amour sort en blouse blanche ; 22 h 30 : Le Complexe de la carotte.

FONTAINE (48-74-74-40), 20 h 30 : Un beau salaf.
GALLERIE 55 (43-26-63-51), 21 h : Master Harold and the Boys.
GRAND EDGAR (42-90-90-09), 20 h 15 : Palier de crânes ; 22 h : C'est en soi ou je suis.
GRAND HALL MONTGOUZEL (42-96-04-06), 20 h 45 : Des orchidées au clair de lune.
GRANDE HALLE DE LA VILLETTE (42-49-30-80), 21 h : Mousa-Crimé.

GUICHET-MONTMARTRE (43-27-86-01), 19 h : Paul Léautaud, ce vieil enfant perdu ; 21 h : Fleurs de papier.
Gymnase (42-46-74-79), 20 h 30 : la Famille Hernandez.
HUCHETTE (42-36-38-99), 19 h 30 : la Cantatrice chavie ; 20 h 30 : la Lépa ; 21 h 30 : Sports et divertissements. Derni. 25.
LUCERNAIRE (45-44-37-34), 19 h 30 : Baudelaire ; 21 h 15 : Moi, Moi et Moi. IL 20 h 30 : le Petit Prince.
MADELEINE (43-63-67-09), 21 h : Antigone.
MARAI (42-78-03-53), 20 h 30 : la Comédie sans titre.
MARIE-STUART (45-08-17-80), 20 h 30 : Mess, à partir du 28 ; 22 h : l'Écargot.

MARIGNY (42-56-04-41), 20 h : Kona. Petite salle, (43-25-20-74), 21 h : la Galipette.
MATHURINS (42-45-90-00), 20 h 30 : l'Idiot.
MICHEL (42-45-35-02), 21 h 15 : Pyjama pour six.
MICHOÏRE (47-42-95-22), 20 h 30 : Double mixte.
MONTGOUZEL (42-96-04-06), 20 h 30 : Cabaret.

NOUVEAUTES (47-70-52-76), 20 h 30 : Mais qui est qui ?
ŒUVRE (48-74-42-53), 20 h 45 : L'Épouse le Bien-Aimé.
PALAIS-ROYAL (42-91-59-81), 20 h 45 : l'Amuse-gueule.
POCHE (45-48-92-97), 21 h : la Belle Famille ; 19 h : Suite irlandaise.

POTINIERE (42-61-44-16), 20 h 30 : Journal d'un orfèvre de campagne.
RANELAGH (42-88-64-44), 20 h 30 : les Petites Filles modèles.
SAINT-GEORGES (46-78-43-47), 20 h 45 : les Seins de Lola.
STUDIO DES CHAMPS-ÉLYSÉES (47-23-35-10), 19 h 30 : Voyage au bout de la nuit ; 21 h : le Pool en eau.

THÉÂTRE DE LA VILLE (42-74-23-77) : Drame : Plus Baudouin : Théâtre de Wuppertal à 20 h 30.
CARRÉ SILVIA MONFORT (45-31-28-34), 20 h 30 : Britannicus, de Racine.

AMANDIERS DE PARIS (43-66-12-17), 20 h 30 : Transport de femmes.
ANTOINE (42-08-77-71), 20 h 30 : Harold et Maude.
ARCANES (43-38-19-70), 20 h 30 : Zai ou Pourquoi les hommes n'ont pas d'âles ?
ARLEQUIN (45-89-45-23), 20 h 45 : Voyages de Marco Polo.
ARTS-HEBERTOT (43-87-32-23), 21 h : Adorable Julia.
ATALANTE (46-06-11-90), 21 h : la Septième Salle.
ATELIER (46-06-49-24), 21 h : le Malade Imaginaire.
ATHÉNÉE (47-42-67-27), 20 h 30 : Hilda Gabriel, Suite C. Bernard, 20 h 30, mar. 18 h 30 : A. Wobler.
BOUFFES-PARISIENS (42-96-06-24), 20 h 30 : le Tourneur.
CARREFOUR DE LA DIFFÉRENCE (43-72-00-13), 21 h 15 : Les Femmes de Carrefour.
CARTOUCHE : Théâtre de la Temple, (43-28-36-36), 20 h 30 : Alexandre le Grand.
CITÉ INTERNATIONALE (48-89-38-67), Gaieté, 20 h 30 : Nuit de guerre la musée du Prado, à partir du 28. Renssers, 20 h 30 : Credo, à partir du 28.
CITHEA (43-57-99-26), 20 h 30 : Les Bonnes.

COMÉDIE-CAUMARTIN (47-42-43-41), 21 h : Reviens dormir à l'Élysée.
COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (47-20-08-24), 20 h 30 : Fleur de cactus.
COMÉDIE DE PARIS (42-81-00-11), 21 h : Beau Rivage.
COMÉDIE ITALIENNE (43-21-22-22), 20 h 30 : Orlando Furioso.
DÉCHARGEURS (42-36-00-02), 22 h 15 : Verdun-Plage ; 20 h : Nos bombes miss Emily.
DIX HEURES (42-64-35-90), 20 h 30 : Maxima, donne-moi ton litige, j'ai une machine ; 22 h 30 : Le Complexe de la carotte.
18-THÉÂTRE (42-26-47-47), 20 h 30 : The show must go on.
EDOUARD-VII (47-42-57-49), 20 h 30 : Les Clowns.
ESCALIER D'OR (voir Th. subventionnées).
ESPACE ACTEUR (42-62-35-00), 21 h : Les trains sans gare.
ESPACE KIRON (43-73-50-25), 20 h 30 : Juliette ou la Misérabilite.
ESSAION (42-78-46-42), 19 h : le Festival du cannibale ; 21 h : Le sourire est sous la pluie. IL 20 h 30 : L'Amour sort en blouse blanche ; 22 h 30 : Le Complexe de la carotte.

FONTAINE (48-74-74-40), 20 h 30 : Un beau salaf.
GALLERIE 55 (43-26-63-51), 21 h : Master Harold and the Boys.
GRAND EDGAR (42-90-90-09), 20 h 15 : Palier de crânes ; 22 h : C'est en soi ou je suis.
GRAND HALL MONTGOUZEL (42-96-04-06), 20 h 45 : Des orchidées au clair de lune.
GRANDE HALLE DE LA VILLETTE (42-49-30-80), 21 h : Mousa-Crimé.

GUICHET-MONTMARTRE (43-27-86-01), 19 h : Paul Léautaud, ce vieil enfant perdu ; 21 h : Fleurs de papier.
Gymnase (42-46-74-79), 20 h 30 : la Famille Hernandez.
HUCHETTE (42-36-38-99), 19 h 30 : la Cantatrice chavie ; 20 h 30 : la Lépa ; 21 h 30 : Sports et divertissements. Derni. 25.
LUCERNAIRE (45-44-37-34), 19 h 30 : Baudelaire ; 21 h 15 : Moi, Moi et Moi. IL 20 h 30 : le Petit Prince.
MADELEINE (43-63-67-09), 21 h : Antigone.
MARAI (42-78-03-53), 20 h 30 : la Comédie sans titre.
MARIE-STUART (45-08-17-80), 20 h 30 : Mess, à partir du 28 ; 22 h : l'Écargot.

MARIGNY (42-56-04-41), 20 h : Kona. Petite salle, (43-25-20-74), 21 h : la Galipette.
MATHURINS (42-45-90-00), 20 h 30 : l'Idiot.
MICHEL (42-45-35-02), 21 h 15 : Pyjama pour six.
MICHOÏRE (47-42-95-22), 20 h 30 : Double mixte.
MONTGOUZEL (42-96-04-06), 20 h 30 : Cabaret.

NOUVEAUTES (47-70-52-76), 20 h 30 : Mais qui est qui ?
ŒUVRE (48-74-42-53), 20 h 45 : L'Épouse le Bien-Aimé.
PALAIS-ROYAL (42-91-59-81), 20 h 45 : l'Amuse-gueule.
POCHE (45-48-92-97), 21 h : la Belle Famille ; 19 h : Suite irlandaise.

POTINIERE (42-61-44-16), 20 h 30 : Journal d'un orfèvre de campagne.
RANELAGH (42-88-64-44), 20 h 30 : les Petites Filles modèles.
SAINT-GEORGES (46-78-43-47), 20 h 45 : les Seins de Lola.
STUDIO DES CHAMPS-ÉLYSÉES (47-23-35-10), 19 h 30 : Voyage au bout de la nuit ; 21 h : le Pool en eau.

THÉÂTRE DE LA VILLE (42-74-23-77) : Drame : Plus Baudouin : Théâtre de Wuppertal à 20 h 30.
CARRÉ SILVIA MONFORT (45-31-28-34), 20 h 30 : Britannicus, de Racine.

AMANDIERS DE PARIS (43-66-12-17), 20 h 30 : Transport de femmes.
ANTOINE (42-08-77-71), 20 h 30 : Harold et Maude.
ARCANES (43-38-19-70), 20 h 30 : Zai ou Pourquoi les hommes n'ont pas d'âles ?
ARLEQUIN (45-89-45-23), 20 h 45 : Voyages de Marco Polo.
ARTS-HEBERTOT (43-87-32-23), 21 h : Adorable Julia.
ATALANTE (46-06-11-90), 21 h : la Septième Salle.
ATELIER (46-06-49-24), 21 h : le Malade Imaginaire.
ATHÉNÉE (47-42-67-27), 20 h 30 : Hilda Gabriel, Suite C. Bernard, 20 h 30, mar. 18 h 30 : A. Wobler.
BOUFFES-PARISIENS (42-96-06-24), 20 h 30 : le Tourneur.
CARREFOUR DE LA DIFFÉRENCE (43-72-00-13), 21 h 15 : Les Femmes de Carrefour.
CARTOUCHE : Théâtre de la Temple, (43-28-36-36), 20 h 30 : Alexandre le Grand.
CITÉ INTERNATIONALE (48-89-38-67), Gaieté, 20 h 30 : Nuit de guerre la musée du Prado, à partir du 28. Renssers, 20 h 30 : Credo, à partir du 28.
CITHEA (43-57-99-26), 20 h 30 : Les Bonnes.

COMÉDIE-CAUMARTIN (47-42-43-41), 21 h : Reviens dormir à l'Élysée.
COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (47-20-08-24), 20 h 30 : Fleur de cactus.
COMÉDIE DE PARIS (42-81-00-11), 21 h : Beau Rivage.
COMÉDIE ITALIENNE (43-21-22-22), 20 h 30 : Orlando Furioso.
DÉCHARGEURS (42-36-00-02), 22 h 15 : Verdun-Plage ; 20 h : Nos bombes miss Emily.
DIX HEURES (42-64-35-90), 20 h 30 : Maxima, donne-moi ton litige, j'ai une machine ; 22 h 30 : Le Complexe de la carotte.
18-THÉÂTRE (42-26-47-47), 20 h 30 : The show must go on.
EDOUARD-VII (47-42-57-49), 20 h 30 : Les Clowns.
ESCALIER D'OR (voir Th. subventionnées).
ESPACE ACTEUR (42-62-35-00), 21 h : Les trains sans gare.
ESPACE KIRON (43-73-50-25), 20 h 30 : Juliette ou la Misérabilite.
ESSAION (42-78-46-42), 19 h : le Festival du cannibale ; 21 h : Le sourire est sous la pluie. IL 20 h 30 : L'Amour sort en blouse blanche ; 22 h 30 : Le Complexe de la carotte.

FONTAINE (48-74-74-40), 20 h 30 : Un beau salaf.
GALLERIE 55 (43-26-63-51), 21 h : Master Harold and the Boys.
GRAND EDGAR (42-90-90-09), 20 h 15 : Palier de crânes ; 22 h : C'est en soi ou je suis.
GRAND HALL MONTGOUZEL (42-96-04-06), 20 h 45 : Des orchidées au clair de lune.
GRANDE HALLE DE LA VILLETTE (42-49-30-80), 21 h : Mousa-Crimé.

GUICHET-MONTMARTRE (43-27-86-01), 19 h : Paul Léautaud, ce vieil enfant perdu ; 21 h : Fleurs de papier.
Gymnase (42-46-74-79), 20 h 30 : la Famille Hernandez.
HUCHETTE (42-36-38-99), 19 h 30 : la Cantatrice chavie ; 20 h 30 : la Lépa ; 21 h 30 : Sports et divertissements. Derni. 25.
LUCERNAIRE (45-44-37-34), 19 h 30 : Baudelaire ; 21 h 15 : Moi, Moi et Moi. IL 20 h 30 : le Petit Prince.
MADELEINE (43-63-67-09), 21 h : Antigone.
MARAI (42-78-03-53), 20 h 30 : la Comédie sans titre.
MARIE-STUART (45-08-17-80), 20 h 30 : Mess, à partir du 28 ; 22 h : l'Écargot.

MARIGNY (42-56-04-41), 20 h : Kona. Petite salle, (43-25-20-74), 21 h : la Galipette.
MATHURINS (42-45-90-00), 20 h 30 : l'Idiot.
MICHEL (42-45-35-02), 21 h 15 : Pyjama pour six.
MICHOÏRE (47-42-95-22), 20 h 30 : Double mixte.
MONTGOUZEL (42-96-04-06), 20 h 30 : Cabaret.

NOUVEAUTES (47-70-52-76), 20 h 30 : Mais qui est qui ?
ŒUVRE (48-74-42-53), 20 h 45 : L'Épouse le Bien-Aimé.
PALAIS-ROYAL (42-91-59-81), 20 h 45 : l'Amuse-gueule.
POCHE (45-48-92-97), 21 h : la Belle Famille ; 19 h : Suite irlandaise.

POTINIERE (42-61-44-16), 20 h 30 : Journal d'un orfèvre de campagne.
RANELAGH (42-88-64-44), 20 h 30 : les Petites Filles modèles.
SAINT-GEORGES (46-78-43-47), 20 h 45 : les Seins de Lola.
STUDIO DES CHAMPS-ÉLYSÉES (47-23-35-10), 19 h 30 : Voyage au bout de la nuit ; 21 h : le Pool en eau.

THÉÂTRE DE LA VILLE (42-74-23-77) : Drame : Plus Baudouin : Théâtre de Wuppertal à 20 h 30.
CARRÉ SILVIA MONFORT (45-31-28-34), 20 h 30 : Britannicus, de Racine.

Le Monde

sur minitel

CINEMA

Tous les programmes.
 Toutes les salles. Tous les horaires.
 36.15 TAPEZ LEMONDE

Vendredi 24 avril

TAC STUDIO (43-73-74-47), 20 h : la Double Inconnue.
TAI TH. D'ESSAI (42-78-10-79), 20 h 30 : l'Écume des jours.
TE. DEDGAR (42-22-11-02), 20 h 15 : les Babas culres ; 22 h : Nont on Bati on on mme diu de faire.
TH. GRÉVIN (42-46-84-47), 20 h 30 : l'Idiot.

THÉÂTRE 13 (45-88-16-30), 20 h 30 : A pied.
TH. POUR CEUX QUI NY VONT PLUS (43-54-78-36), 20 h 30 h : Paroles roses on aime à Paris en étranger.
TH. PARIS-VILLETTE (42-02-02-68), 21 h : Conversations après un enterrement.
TH. DU BOND-POINT (42-56-60-70), Grande salle, 18 h 30 : le Mon Faust. Petite salle, 18 h 30 : Je m'endormais toujours à l'épave de la veche.

TOURTOUR (48-87-82-48), 20 h 30 : le Préjugé valais ; 22 h 30 : Au secours du port.
TRISTAN-BERNARD (45-22-08-40), 20 h 30 : l'Anniversaire.
VARIÉTÉS (42-33-09-92), 20 h 30 : C'est encore mieux l'après-midi.

La danse
CENTRE MANDAPA (45-89-01-60) : Histoire de l'Opéra.
PALAIS DES CONGRÈS (42-66-20-75), 20 h 30 : Ballet Molodtsov.

Le music-hall
CASINO DE PARIS (43-72-11-22), 20 h 30 (loc. Olympia) : F. Sébaste.
ESCALIER D'OR (voir Th. subventionnées).
LUCERNAIRE (45-44-37-34), 22 h : J. Quer.

OLYMPIA (47-42-25-49), 20 h 30 : A. Rodriguez.
PALAIS DES SPORTS (48-28-40-90), 21 h : Holiday on Ice.
TLP DEJAZET (42-74-20-30), 20 h 30 : M. Joliva.

Les exclusivités
AJANTRIK (Ind. v.a.) : République Cinéma, 11 (48-05-51-33).
ALLAN QUATERMAIN ET LA CITÉ DE L'OR PERDU (A. v.a.) : Émirage, 11 (47-40-16-16) ; Étoile de Bois, 49 (47-01-04-11) ; Lumière, 9 (42-46-49-07) ; Basilie, 11 (43-42-16-80).
ANGEL HEART (A. v.a.) : Gaumont Hallie, 11 (42-97-49-70) ; St-Michel, 9 (42-26-78-07) ; Bistrot, 9 (42-23-37-97) ; 14-Juillet-Odéon, 9 (43-25-59-83) ; Ambassade, 9 (43-59-19-08) ; Escorial, 17 (47-07-28-04) ; 14-Juillet-Étoile, 11 (42-48-06-06) ; v.a. et : Gaumont Hallie, 11 (42-48-60-33) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-93) ; 14-Juillet-Basilie, 11 (43-51-90-81) ; Nations, 12 (43-43-04-67) ; Montparnasse, 14 (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Maillet, 17 (42-48-06-06) ; Pathé-Clichy, 18 (45-22-46-01).
L'ABYSS (A. v.a.) : Ranelagh, 16 (42-88-64-44).
LAPUTA (A. v.a.) : Forum Orient-Express, 11 (43-43-42-28) ; St-Germain-Village, 9 (46-33-43-20) ; Étoile de Bois, 49 (43-57-37-47) ; Studio 45, 9 (47-70-63-40).
KING KONG 2 (A. v.a.) : Émirage, 11 (43-43-16-16) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-93) ; 14-Juillet-Étoile, 11 (42-48-06-06) ; v.a. et : Gaumont Hallie, 11 (42-97-49-70) ; St-Michel, 9 (42-26-78-07) ; Bistrot, 9 (42-23-37-97) ; 14-Juillet-Odéon, 9 (43-25-59-83) ; Ambassade, 9 (43-59-19-08) ; Escorial, 17 (47-07-28-04) ; 14-Juillet-Étoile, 11 (42-48-06-06) ; v.a. et : Gaumont Hallie, 11 (42-48-60-33) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-93) ; 14-Juillet-Basilie, 11 (43-51-90-81) ; Nations, 12 (43-43-04-67) ; Montparnasse, 14 (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Maillet, 17 (42-48-06-06) ; Pathé-Clichy, 18 (45-22-46-01).
LE LENDemain DU CRIME (A. v.a.) : Lucernaire, 9 (45-44-37-34) ; Normandie, 9 (45-44-37-34).
MANON DES SOURCES (Fr.) : Lucernaire, 9 (45-44-37-34) ; Étoile de Bois, 49 (43-57-37-47) ; Studio 45, 9 (47-70-63-40).

PARIS EN VISITES
DIMANCHE 26 AVRIL
 « Musée des automates », 14 h 30, 8, rue Bernard de Clivault, Paris 3 (l'Art pour tous).
 « Le vieux faubourg Saint-Antoine et ses cours », 15 heures, métro Faubourg-Saint-Antoine, sortie (Résurrection du passé).
 « Le Consell d'Etat », 15 heures, grille, place du Palais-Royal (Tourisme culturel).
 « Les salons du ministère des finances », 17 heures, 93, rue de Rivoli (Tourisme culturel).
 « Hôtels et jardins du Marais », 15 heures et 17 heures, grille Carnavalet, rue des Francs-Bourgeois (C.A. Messier).
 « Une heure au Père-Lachaise », 10 heures et 11 h 30, boulevard de Ménilmontant, face à la rue de la Roquette (V. de Langlade).
 « Promenade parisienne de l'hôpital Saint-Louis au Cirque d'hiver », 14 h 45, métro Jacques-Bonsergent (V. de Langlade).
 « Magnifique hôtel de Camondo », 15 heures, 63, rue de Monceau (Isabelle Hanlin).
 « La Mosquée : histoire de l'islam », 15 heures, entrée place de Puvis-de-Lavigne (M. Ch. Lasserre).
 « La peinture française de Watteau à David au Louvre », 11 heures, 36, quai du Louvre (Michèle Pocher).
 « L'île Saint-Louis », 14 h 30, métro Pont-Marie (M. Pocher).
 « La civilisation égyptienne », 10 h 30, Musée du Louvre, porte Saint-Germain l'Auxerrois (P.-Y. Jasset).

LES RESOURCES N° 2 (A. v.f.) : Cinéma-St-Germain, 9 (46-33-63-20).
LE DESTIN DE MADAME YUKI (Jap. v.a.)

Le Monde
ANNONCE

REPRODUCTION INTERDITE

Naissances

— Marie COURTIN
et Bernard FABRY
laissent à
Bérthémy
la joie d'annoncer la naissance de son
frère

Antoine

le 26 mars 1987.

Villa Yasmine,
rue Khalid-ben-Walid,
Marrakech-Guéliz.

— R-Fred et Geneviève NIEMANN
ont la très grande joie d'annoncer la
naissance de leur petite-fille

Eloana

au foyer de

Phébe et Hélène RESELIN.

Bordeaux.

Hambourg (RFA).

— Christine TREY, Nicolas LEGAY
et Mathias
ont la joie d'annoncer la naissance de

Solène

le 22 avril 1987 à Paris.

— Le docteur Michel WURM,
M^{me} née Ariane Druin,
et Clément
ont la joie d'annoncer la naissance de

Sophie, Naoum

le 10 avril 1987.

15, avenue Charles-de-Gaulle,
78230 Le Pecq.

Mariages

— La Vénét. Grand-Nick (N.-Y.).
Catherine
et Hubert LEVY-LAMBERT,
Cynthia
et Alain ENGEL,
ont la joie d'annoncer le mariage de
leurs enfants.

Florence et Michael.

— M. et M^{me} Robert
MONTICORNET de CAUMONT,
M. et M^{me} Gérard AMELINE,
ont la joie de faire part du mariage de
leurs enfants

Eric et Martine

qui a été célébré à Briançon, le 19 avril
1987.

1, avenue du Professeur-Forgues,
05100 Briançon,
7, rue du Val-de-Dunes,
14000 Caen.

Décès

— M. André AMER,
M. et M^{me} Claude Jéssu,
Hélène et Emmanuel Jéssu,
M^{me} Jean Spini,
M^{me} Jean Le Hoc,
son époux, ses enfants, ses petits-
enfants, ses sœurs,
ont la douleur d'annoncer le décès de

M^{me} André AMAR,

née Jacqueline Pergeat,
comme en littérature sous le nom de
Jacqueline Mammé-Amar,

survécu le 19 avril 1987.

Les obsèques ont eu lieu dans l'inti-
mité au cimetière du Montparnasse, le
23 avril 1987.

« L'herbe sèche, la fleur tombe »
mais la parole de notre Dieu subsiste
éternellement. »

Isabelle 40.

— M. Philippe Boegner,
son époux,
M. et M^{me} Gilbert Amy,
M. et M^{me} Armand Ingers-Houss,
ses enfants,
Emmanuelle, Jean-Philippe, Sébastien,
Timothée, Clara, Claire et Florian,
ses petits-enfants,
M^{me} Etienne Boegner,
M. et M^{me} Jean-Marc Boegner et
leurs enfants,
M. et M^{me} Jean-Richard Desbais
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Philippe BOEGNER,

née Colette Rosambert,
survécu le 17 avril 1987.

Les obsèques ont eu lieu dans l'inti-
mité en l'église réformée de l'Annonciation.

165, boulevard Saint-Denis,
92400 Courbevoie.

— M. et M^{me} André Bouissay,
Jean-Jacques Bouissay,
Dominique Chevalier
et leur fils Julien,
leur famille Paure, Lemoine et
Mansel,
ont la douleur de faire part du décès, à
l'âge de trente-sept ans, de

David BOUISSAY,

leur fils, frère, beau-frère, oncle, neveu
et cousin.

Les obsèques ont eu lieu à Rueil-
(Gers), le 18 avril.

39, rue de l'Arbalète,
75005 Paris.

12, boulevard de Strasbourg,
75010 Paris.

— Bayonne, Marrakech.

M^{me} Maurice Cartier,
M. et M^{me} Christian Chalmendrier
et leurs enfants,
M. et M^{me} Pierre Cartier
et leurs enfants,
M. et M^{me} Christian Cartier
et leurs enfants,
M. et M^{me} Michel Samson
et leurs enfants,
M^{me} Françoise Revelle,
ses enfants et Olivier Revelle,
M^{me} Charles Cartier,
Les familles Cartier, Surleau, Lepout,
Latron, Marimillon, Etchebey,
Parents et alliés,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Maurice CARTIER,

survécu le 22 avril 1987, dans sa
soixante-dix-septième année.

6, rue Riboutté,
75009 Paris.

— Le docteur André Mises et M^{me},
Le docteur Philippe Mises,
Le docteur Véronique Mises,
ses enfants,
Ses frères, neveux et nièces,
Ainsi que toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} MISES,

née Henriette Rosenfeld,
chirurgien dentiste,

survécu le 22 avril 1987, à l'âge de
quatre-vingt-trois ans.

Les obsèques auront lieu le lundi
27 avril, à 11 h 30, au cimetière de
Père-Lachaise.

1, rue du Docteur-Goujon,
75012 Paris.

— Pierre Prevost,
Et sa fille Catherine
ont l'immeuble chagrin de faire part du
décès de leur épouse et mère.

Globie PREVOST.

Ses obsèques auront lieu le samedi
25 avril 1987, à 9 h 45, au cimetière de
Joinville-le-Pont (Val-de-Marne).

— André RACINE,
né le 29 octobre 1911.

— Automne, hiver, printemps, été
Etre sûr et avoir été.

le 3 avril 1987.

La Bégué,
83330 Le Camp-de-Castellet.

— On nous prie de faire part du
décès accidentel de

commandant Antoine de SOLERE,
officier de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1939-1945, TOE, VM,

rappelé à Dieu, le 21 avril 1987, dans sa
soixante-deuxième année.

Obsèques le 27 avril, à 15 heures, en
l'église de Semblançay.

Machamp,
74340 Samonix.

Anniversaires

— Le 25 avril 1984, il y a trois ans
déjà,

Jean FALCONNIER

quittait les siens.

Une pensée est demandée à tous ceux
qui l'ont connu et restent fidèles à son
souvenir.

— Le 25 avril 1987 est le centenaire
de la naissance de

Kojo TOVALOU HOUEYOU,
avocat,

président-fondateur
de la Ligue universelle pour la défense
de la race noire
(mort en 1936).

On aura une pensée pour lui.

Une réunion commémorative aura
lieu à Paris le 30 mai prochain.

— Leurs enfants Jean-Pierre et
Claude
rappellent à ceux qui les ont aimés, le
souvenir de

Matti WEISSELBERG,
décédé le 23 avril 1983.

Oscar WEISSELBERG,
décédé le 15 août 1974.

78, route Nationale,
60610 La Croix-Saint-Ouen.

Messes anniversaires

— La messe traditionnelle à la
mémoire de

L'EMPEREUR
NAPOLÉON I^{er}

et des soldats morts pour la France
sera célébrée en la chapelle du Dôme
des Invalides, le mardi 5 mai 1987, à
18 heures, en présence de L.L. AA. II. le
prince et la princesse Napoléon.

Entrée libre.
Des places seront réservées aux mem-
bres des associations.
Les portes seront fermées à 17 h 45
précises.

Soutenances de thèses

— Université Paris-II, 12, place du
Panthéon, 75231 Paris Cedex 05, le
29 avril, à 15 heures, salle des commis-
sions, M. Stéphane Lavigne : « L'informa-
tion de la faculté fonction ».

L'IMMOBILIER

appartements ventes

4^e arrdt
Prox. PL. DES VOSGES.
5^e ét., asc., 80 m² + terrasse
25 m², parking, chaudière, asc.
43-26-73-14.

11^e arrdt
A SAISIR
3 p., occupé dame 84 ans.
340.000 F.
2 p., occupé dame 88 ans.
220.000 F.
Tél. : 42-80-84-74, p. 238.

12^e arrdt
DAUMESNIL, PRÈS PLACE
Des Invalides, 11^e arrdt, 11^e ét.,
escalier, 4 p., 11^e ét. s/r.
1.250.000 F.
A rénover.
Tél. : 43-44-43-87.

15^e arrdt
M^{me} MICHEL-ANGE-MOLITOR
Bon imm., calme, 11^e arrdt, 11^e ét.,
2 p., entrée, cuisine, bns, w.c.,
bain, asc., 43-44-43-87.

17^e arrdt
M^{me} VILLIERS
Bon imm., 17^e arrdt, 17^e ét.,
3 p., 3 p. + chaudière, 4 p.
104, RUE DES DAMES.
Samedi, dimanche, 14 h-17 h.

18^e arrdt
M^{me} MICHEL-ANGE-MOLITOR
Bon imm., calme, 11^e arrdt, 11^e ét.,
2 p., entrée, cuisine, bns, w.c.,
bain, asc., 43-44-43-87.

19^e arrdt
M^{me} MICHEL-ANGE-MOLITOR
Bon imm., calme, 11^e arrdt, 11^e ét.,
2 p., entrée, cuisine, bns, w.c.,
bain, asc., 43-44-43-87.

20^e arrdt
M^{me} MICHEL-ANGE-MOLITOR
Bon imm., calme, 11^e arrdt, 11^e ét.,
2 p., entrée, cuisine, bns, w.c.,
bain, asc., 43-44-43-87.

21^e arrdt
M^{me} MICHEL-ANGE-MOLITOR
Bon imm., calme, 11^e arrdt, 11^e ét.,
2 p., entrée, cuisine, bns, w.c.,
bain, asc., 43-44-43-87.

22^e arrdt
M^{me} MICHEL-ANGE-MOLITOR
Bon imm., calme, 11^e arrdt, 11^e ét.,
2 p., entrée, cuisine, bns, w.c.,
bain, asc., 43-44-43-87.

23^e arrdt
M^{me} MICHEL-ANGE-MOLITOR
Bon imm., calme, 11^e arrdt, 11^e ét.,
2 p., entrée, cuisine, bns, w.c.,
bain, asc., 43-44-43-87.

24^e arrdt
M^{me} MICHEL-ANGE-MOLITOR
Bon imm., calme, 11^e arrdt, 11^e ét.,
2 p., entrée, cuisine, bns, w.c.,
bain, asc., 43-44-43-87.

25^e arrdt
M^{me} MICHEL-ANGE-MOLITOR
Bon imm., calme, 11^e arrdt, 11^e ét.,
2 p., entrée, cuisine, bns, w.c.,
bain, asc., 43-44-43-87.

26^e arrdt
M^{me} MICHEL-ANGE-MOLITOR
Bon imm., calme, 11^e arrdt, 11^e ét.,
2 p., entrée, cuisine, bns, w.c.,
bain, asc., 43-44-43-87.

27^e arrdt
M^{me} MICHEL-ANGE-MOLITOR
Bon imm., calme, 11^e arrdt, 11^e ét.,
2 p., entrée, cuisine, bns, w.c.,
bain, asc., 43-44-43-87.

28^e arrdt
M^{me} MICHEL-ANGE-MOLITOR
Bon imm., calme, 11^e arrdt, 11^e ét.,
2 p., entrée, cuisine, bns, w.c.,
bain, asc., 43-44-43-87.

29^e arrdt
M^{me} MICHEL-ANGE-MOLITOR
Bon imm., calme, 11^e arrdt, 11^e ét.,
2 p., entrée, cuisine, bns, w.c.,
bain, asc., 43-44-43-87.

30^e arrdt
M^{me} MICHEL-ANGE-MOLITOR
Bon imm., calme, 11^e arrdt, 11^e ét.,
2 p., entrée, cuisine, bns, w.c.,
bain, asc., 43-44-43-87.

31^e arrdt
M^{me} MICHEL-ANGE-MOLITOR
Bon imm., calme, 11^e arrdt, 11^e ét.,
2 p., entrée, cuisine, bns, w.c.,
bain, asc., 43-44-43-87.

32^e arrdt
M^{me} MICHEL-ANGE-MOLITOR
Bon imm., calme, 11^e arrdt, 11^e ét.,
2 p., entrée, cuisine, bns, w.c.,
bain, asc., 43-44-43-87.

33^e arrdt
M^{me} MICHEL-ANGE-MOLITOR
Bon imm., calme, 11^e arrdt, 11^e ét.,
2 p., entrée, cuisine, bns, w.c.,
bain, asc., 43-44-43-87.

34^e arrdt
M^{me} MICHEL-ANGE-MOLITOR
Bon imm., calme, 11^e arrdt, 11^e ét.,
2 p., entrée, cuisine, bns, w.c.,
bain, asc., 43-44-43-87.

35^e arrdt
M^{me} MICHEL-ANGE-MOLITOR
Bon imm., calme, 11^e arrdt, 11^e ét.,
2 p., entrée, cuisine, bns, w.c.,
bain, asc., 43-44-43-87.

36^e arrdt
M^{me} MICHEL-ANGE-MOLITOR
Bon imm., calme, 11^e arrdt, 11^e ét.,
2 p., entrée, cuisine, bns, w.c.,
bain, asc., 43-44-43-87.

37^e arrdt
M^{me} MICHEL-ANGE-MOLITOR
Bon imm., calme, 11^e arrdt, 11^e ét.,
2 p., entrée, cuisine, bns, w.c.,
bain, asc., 43-44-43-87.

38^e arrdt
M^{me} MICHEL-ANGE-MOLITOR
Bon imm., calme, 11^e arrdt, 11^e ét.,
2 p., entrée, cuisine, bns, w.c.,
bain, asc., 43-44-43-87.

39^e arrdt
M^{me} MICHEL-ANGE-MOLITOR
Bon imm., calme, 11^e arrdt, 11^e ét.,
2 p., entrée, cuisine, bns, w.c.,
bain, asc., 43-44-43-87.

40^e arrdt
M^{me} MICHEL-ANGE-MOLITOR
Bon imm., calme, 11^e arrdt, 11^e ét.,
2 p., entrée, cuisine, bns, w.c.,
bain, asc., 43-44-43-87.

41^e arrdt
M^{me} MICHEL-ANGE-MOLITOR
Bon imm., calme, 11^e arrdt, 11^e ét.,
2 p., entrée, cuisine, bns, w.c.,
bain, asc., 43-44-43-87.

42^e arrdt
M^{me} MICHEL-ANGE-MOLITOR
Bon imm., calme, 11^e arrdt, 11^e ét.,
2 p., entrée, cuisine, bns, w.c.,
bain, asc., 43-44-43-87.

43^e arrdt
M^{me} MICHEL-ANGE-MOLITOR
Bon imm., calme, 11^e arrdt, 11^e ét.,
2 p., entrée, cuisine, bns, w.c.,
bain, asc., 43-44-43-87.

44^e arrdt
M^{me} MICHEL-ANGE-MOLITOR
Bon imm., calme, 11^e arrdt, 11^e ét.,
2 p., entrée, cuisine, bns, w.c.,
bain, asc., 43-44-43-87.

45^e arrdt
M^{me} MICHEL-ANGE-MOLITOR
Bon imm., calme, 11^e arrdt, 11^e ét.,
2 p., entrée, cuisine, bns, w.c.,
bain, asc., 43-44-43-87.

46^e arrdt
M^{me} MICHEL-ANGE-MOLITOR
Bon imm., calme, 11^e arrdt, 11^e ét.,
2 p., entrée, cuisine, bns, w.c.,
bain, asc., 43-44-43-87.

47^e arrdt
M^{me} MICHEL-ANGE-MOLITOR
Bon imm., calme, 11^e arrdt, 11^e ét.,
2 p., entrée, cuisine, bns, w.c.,
bain, asc., 43-44-43-87.

48^e arrdt
M^{me} MICHEL-ANGE-MOLITOR
Bon imm., calme, 11^e arrdt, 11^e ét.,
2 p., entrée, cuisine, bns, w.c.,
bain, asc., 43-44-43-87.

49^e arrdt
M^{me} MICHEL-ANGE-MOLITOR
Bon imm., calme, 11^e arrdt, 11^e ét.,
2 p., entrée, cuisine, bns, w.c.,
bain, asc., 43-44-43-87.

50^e arrdt
M^{me} MICHEL-ANGE-MOLITOR
Bon imm., calme, 11^e arrdt, 11^e ét.,
2 p., entrée, cuisine, bns, w.c.,
bain, asc., 43-44-43-87.

51^e arrdt
M^{me} MICHEL-ANGE-MOLITOR
Bon imm., calme, 11^e arrdt, 11^e ét.,
2 p., entrée, cuisine, bns, w.c.,
bain, asc., 43-44-43-87.

52^e arrdt
M^{me} MICHEL-ANGE-MOLITOR
Bon imm., calme, 11^e arrdt, 11^e ét.,
2 p., entrée, cuisine, bns, w.c.,
bain, asc., 43-44-43-87.

53^e arrdt
M^{me} MICHEL-ANGE-MOLITOR
Bon imm., calme, 11^e arrdt, 11^e ét.,
2 p., entrée, cuisine, bns, w.c.,
bain, asc., 43-44-43-87.

54^e arrdt
M^{me} MICHEL-ANGE-MOLITOR
Bon imm., calme, 11^e arrdt, 11^e ét.,
2 p., entrée, cuisine, bns, w.c.,
bain, asc., 43-44-43-87.

55^e arrdt
M^{me} MICHEL-ANGE-MOLITOR
Bon imm., calme, 11^e arrdt, 11^e ét.,
2 p., entrée, cuisine, bns, w.c.,
bain, asc., 43-44-43-87.

56^e arrdt
M^{me} MICHEL-ANGE-MOLITOR
Bon imm., calme, 11^e arrdt, 11^e ét.,
2 p., entrée, cuisine, bns, w.c.,
bain, asc., 43-44-43-87.

57^e arrdt
M^{me} MICHEL-ANGE-MOLITOR
Bon imm., calme, 11^e arrdt, 11^e ét.,
2 p., entrée, cuisine, bns, w.c.,
bain, asc., 43-44-43-87.

58^e arrdt
M^{me} MICHEL-ANGE-MOLITOR
Bon imm., calme, 11^e arrdt, 11^e ét.,
2 p., entrée, cuisine, bns, w.c.,
bain, asc., 43-44-43-87.

locations
non meublées
demandées

Paris
MICHEL BERNARD
Tél. : 45-02-13-43.
Recherche 3-4 pièces,
bon standing, location
1^{er} étage.

locations
meublées
offres

Paris
ÉTOILE/MAILLOT
Charme, sur jardin, duplex,
30 m² et studio.
MICHEL BERNARD, 45-02-13-43.

manoirs

SUPRÊME MANOIR SOUT-
BOISSAIS XVIII^e s. Paris.
300 m², 11^e ét., 400 m², logt de
serv., dépendances, 11 groupés,
parc clos 1.8 ha, limite forêt
15.000 ha, parfait pour cheval,
1.200.000 F. M. Pense, expert,
08300 Sautou. 70-48-32-70.

terrains

A votre terrain à bâtir ou
construction à restaurer rig.
Laval (Mayenne), prov. basses
plaines air. Tél. : 35-50-18-08
apr. 18 h.

Economie

CONJONCTURE

Dans une Europe en développement régulier

Industrie française, croissance zéro

(Suite de la première page.)

Les grands pays industrialisés ont mieux réagi que la France depuis 1980. — Leurs résultats sont, en tous les cas, plus probants. La production industrielle a augmenté de 15,1 % aux Etats-Unis, entre 1980 et 1986, soit à un rythme moyen de 2,4 % l'an. Le Japon a fait mieux : + 21,3 %, ce qui correspond à une moyenne annuelle de 3,3 %. La RFA présente un bilan plus modeste mais tout de même positif : + 7,2 % en six ans, soit + 1,2 % par an.

Deux surprises : la totale stagnation de l'Italie et la progression assez forte de la Grande-Bretagne (+ 9,6 %) pendant la période. Mais il s'agit de l'occurrence d'illusions statistiques. La conjoncture, excellente en Italie jusqu'à l'été 1986, s'était détériorée à l'automne de la même année. La récession qui suivit n'eut de traduction dans les chiffres qu'à partir de 1981. La base 100 en 1980 sur laquelle sont calculés les indices de production industrielle des pays de l'OCDE est d'une certaine façon une mauvaise référence pour l'Italie.

Il en va de même quoique en sens inverse pour la Grande-Bretagne, dont la production avait plongé de 6,6 % en 1980 sous les coups de boutoir de la politique de M. Thatcher destinée à combattre en priorité l'inflation. On comprend donc que 1986 fasse apparaître, par comparaison avec 1980, un progrès un peu artificiel, même s'il est vrai que la Grande-Bretagne a retrouvé dès 1983 le chemin de la croissance (+ 11,4 % entre 1982 et 1986 pour la production industrielle).

Le plus mauvais score

Tout compte fait, non seulement la France réalise le plus mauvais score des grandes nations industrialisées depuis six ans, mais elle est aussi le seul pays à ne pas redémarrer du tout. Pis, l'argument qui en 1983-1984 consistait à dire que la stagnation du moment ne nous faisait pas prendre du retard puisque nous avions moins reculé que les pays étrangers durant la récession mondiale 1981-1982 (2) n'est plus valable. Depuis 1985, en effet, la production industrielle des pays de la CEE croît plus vite que la production française.

La stagnation de la production industrielle ne s'explique pas par l'insuffisance de la demande intérieure.

Les pays dont la production industrielle a le plus augmenté entre 1980 et 1986 sont aussi ceux dont la demande intérieure (3) a cru le plus vite : le Japon (+ 21,3 % pour la production

industrielle, + 19,8 % pour la demande intérieure), les Etats-Unis (+ 15,1 % et 22,3 %), le Royaume-Uni (+ 9,6 % et + 14,8 %).

La RFA et la France constituent deux cas à part. La première voit sa production (+ 7,2 %) progresser plus vite que sa demande intérieure (+ 4,7 % entre 1980 et 1986). Mais le gouvernement de Bonn a choisi la rigueur au début des années 80 après la malheureuse expérience de relance tentée en 1978 qui se solda, on le sait, deux ans plus tard, par l'affaiblissement du deuschemark et par des déficits extérieurs. Sur les deux années 1981-1982, la demande intérieure a régressé outre-Rhin de 4,5 %, ce qui est très important.

Depuis cette cure d'austérité, la consommation intérieure est

repartie en Allemagne à un bon rythme, mais sans excès. Ce sont en fait les exportations qui, en progressant très fortement (de plus de 16 % en volume sur les années 1984 et 1985) ont fait tourner l'industrie allemande à plein régime. Jusqu'à l'année dernière, où le cherté du mark a brusquement freiné les ventes à l'étranger et complètement étouffé leur effet d'entraînement sur l'économie.

L'itinéraire de la France est tout différent. Entre 1980 et 1986, la demande intérieure augmenta de 11,3 % alors que la production industrielle stagna totalement. Cette contradiction apparente s'explique par les brusques à-coups qui ont caractérisé l'évolution de cette demande intérieure. Celle-ci progressa de 3,5 % en 1981-1982 au moment même où s'aggrave une récession mondiale entamée dès 1980. Cette

erreur de politique économique provoque un gonflement important de nos importations (+ 6,3 % en volume en 1982) alors que nos exportations et nos investissements régressent.

La production industrielle ne profite pas de la relance et baisse même de 2 % au cours des années 1981-1982. Le plan de rigueur lancé en mars 1983 et destiné à rétablir nos paiements extérieurs stabilise complètement la demande intérieure en 1983 et 1984. Celle-ci ne repartira qu'en 1985-1986 mais le fera de nouveau avec impétuosité. Itinéraire très chahuté donc, alternant périodes euphoriques et périodes tristes. On comprend que dans ces conditions, l'industrie française, tantôt surprise, tantôt incrédule, n'ait pas su tirer profit des soubresauts qui se présentent à elle, laissant cette chance aux producteurs étrangers.

La bonne santé de la deuxième banque française

Le Crédit lyonnais a accru ses résultats bruts de 20 % en 1986

La tradition est respectée. D'abord la Société générale (le Monde du 17 avril), à présent le Crédit lyonnais et, le 27 avril, la Banque nationale de Paris. En l'espace d'une dizaine de jours, les « trois vieilles » auront fait connaître les résultats complets de l'exercice 1986, lesquels sont généralement en forte progression, comme d'ailleurs pour l'ensemble des autres banques françaises.

Un peu en retrait sur celui de la Société générale qui, pour la première fois, dépasse les 10 milliards de francs, le résultat brut d'exploitation consolidé (avant provisions et impôts) du Crédit lyonnais atteignait, fin décembre, 9,04 milliards de francs. Un chiffre en progression de 20,6 % d'une année à l'autre, et qui doit beaucoup à la forte augmentation des commissions nettes. Celles-ci se sont élevées à 5,23 milliards de francs, en accroissement de 21 % sur l'année précédente et de 47 % environ pour les seules opérations sur titres.

Ces résultats ont fourni au président, M. Jean-Maxime Lévéque, nommé en juillet 1986 à la tête de l'établissement, l'occasion d'insister sur le rôle joué par le Crédit lyonnais sur la scène financière. La banque détient, par exemple, 20 % du marché global des billets de trésorerie, et est « en tête par rapport aux autres concurrents » sur le marché à terme d'instruments financiers (MATIF) abrité par la Bourse de Paris, affirme son président. La progression du résultat d'exploitation a permis de mieux doter le poste des provisions, un chapitre sensible pour tous les analystes de la profession bancaire. Fin 1986, les provisions ont atteint 6,21 milliards de francs contre 5,26 milliards l'année précédente dont 4,4 milliards consacrés à la couverture des risques pris

sur les pays en voie de développement.

Au total, le résultat net consolidé ressort à 1,93 milliard de francs, soit une augmentation annuelle de 52,7 %. Mais la notion de bénéfice net n'a pas de véritable signification actuelle, compte tenu des importantes provisions constituées par l'ensemble des banques françaises, à titre de soulagement. M. Lévéque, enfin, le produit net bancaire atteignait 26,1 milliards de francs en 1986, en hausse de 10 % environ, le total du bilan, exprimé en francs, se situant à 852 milliards, en augmentation d'à peine 10 milliards sur 1985. Mais plus de la moitié (52,7 % contre 54,7 % un an plus tôt) du bilan de Crédit lyonnais est constituée en devises. Exprimé en dollars, le bilan a progressé de 18,5 %.

En attendant sa future privatisation (« Pour l'instant, nous travaillons surtout sur la privatisation des autres », a souligné le président), la deuxième banque française va procéder au versement d'un dividende net de 15 francs par action ou par certificat d'investissement, une formule qui a permis, notamment, au Crédit lyonnais d'atteindre, fin 1986, les 20 milliards de francs de fonds propres.

Par ailleurs, la banque vient de créer officiellement une filiale de gestion de son portefeuille dotée, dans un premier temps, de ses participations minoritaires évaluées à 4,1 milliards de francs. Baptisée CILINVEST (Crédit lyonnais investissements), cette société, dont la présidence est confiée à M. Alain Bizot, directeur-général adjoint, aura également une mission de conseil et d'investissement en fonds propres dans le capital des entreprises.

S.M.

Le franc

est-il survolé ?

• Mais plutôt par une insuffisante compétitivité des produits français sur les marchés étrangers.

C'est aussi — et peut-être surtout — l'insuffisance des exportations de produits manufacturés qui explique la stagnation de notre production industrielle. Entre 1980 et 1986 celles-ci ont augmenté de 9 % en France mais de 42 % au Japon, de 33 % en RFA, de 28 % en Italie, de 14 % en Grande-Bretagne (tous ces chiffres exprimant des volumes). Seuls, les Etats-Unis (- 18 % sur la période) font plus mal que la France, ce qui sera d'ailleurs largement compensé par la très forte poussée de la demande intérieure américaine (+ 22,3 %).

Ces chiffres sont inquiétants. Ils montrent que, compte tenu d'une demande mondiale qui a progressé de 19 % au cours de ces six dernières années, la France a perdu 10 points de part de marché dans le monde, ce qui est considérable. Pendant le même temps, l'Italie en a gagné 9, la RFA 14 et le Japon 23.

Là est tout le problème. Le franc est-il, depuis 1980, survolé ? Ou faut-il voir dans les déboires de notre commerce extérieur le signe d'un lent déclin de la France ?

ALAIN VERHOLLES.

(2) La production industrielle a reculé de 1 % en 1980 puis encore de 1 % en 1982. Mais en RFA, le recul a été de 1,5 % puis de 3 %. En Italie, de 2,3 % puis de 3 %.

(3) La demande intérieure est composée par la consommation des ménages, l'ensemble des investissements, y compris en logement, la demande de l'Etat.

AFFAIRES

Calendrier des privatisations : accélération d'ici à l'été

Encouragé par le succès remporté auprès du public par les premières privatisations, le gouvernement a décidé de poursuivre son programme à vive allure. Le calendrier confirmé, le 23 avril, par le ministre de l'économie M. Balladur prévoit ainsi le retour au secteur privé, d'ici à l'été, de quatre grandes sociétés nationalisées.

Outre la privatisation de la CGCT, qui sera reprise le 30 avril pour 500 millions de francs par le consortium franco-suédois Matra-Ericsson, le Crédit commercial de France (CCF, à partir du 27 avril) et la Compagnie générale d'électricité (CGE, à partir du 11 mai) feront leur retour sur le marché. Ils seront suivis par le groupe Havas, dont la date de privatisation n'a cependant pas encore été annoncée.

La « désaturation » de la Caisse nationale du crédit agricole (CNCA) devrait par ailleurs être réalisée avant le 1^{er} janvier. La décision a été prise mardi à l'hôtel Matignon, entre le premier ministre, M. Chirac, le ministre de l'économie, M. Balladur, et le ministre de l'agriculture, M. Guillaume, de déposer le projet de loi concernant la privatisation de la « banque vertes » au cours de la session de printemps.

Le projet de loi, en cours de rédaction, devrait prévoir la « manutention » du Crédit agricole, c'est-à-dire la vente de 50 % de son capital aux quatre-vingt-quatre caisses régionales et des 10 % restants à son personnel. L'estimation de la valeur de la CNCA par la Banque Indosuez est encore confidentielle : il apparaît seulement qu'elle se situera dans des limites acceptables pour les caisses régionales. La fourchette citée est encore large, allant de 7 à 18 milliards de francs.

Quant à la privatisation de la Société générale, elle pourrait intervenir soit avant l'été, soit au début de l'automne. La Bourse aura-t-elle la capacité d'absorber tout ce « papier » offert à son appétit ? Elle a montré dans un passé récent que les liquidités disponibles dépassaient tous les espoirs des pouvoirs publics. Les privatisations annoncées vont cependant intervenir au moment où des grosses sociétés (Beghin-Say, BSN...) vont procéder à de substantielles augmentations de capital. La réponse réside pour une bonne part à la corbeille du palais Brongniart, qui connaît actuellement une phase de consolidation.

Les réactions après la cession de la CGCT à Ericsson-Matra

Bon accueil en France, menaces aux Etats-Unis

Coïteux aux Etats-Unis, déception en RFA, satisfaction en Suède, accueil relativement bon en France : la cession à Ericsson de la Compagnie générale de constructions téléphoniques (CGCT), le 23 avril, a suscité des réactions sans surprise.

Côté américain, le mécontentement a été croissant après l'échec d'ATT et de son allié hollandais, Philips. Dès le matin, l'ambassade à Paris se déclarait « très déçue » et exprimait la crainte que la décision française ne « sape les efforts de l'administration Reagan dans sa lutte contre les pressions protectionnistes » outre-Atlantique. Une analyse qui a reçu très vite un écho chez ATT : « Il n'est pas acceptable que le marché américain des systèmes de télécommunication soit ouvert à tout nouveau venu, tandis que celui d'autres pays est soumis au jeu de la politique ». Le département du Commerce réacharrait peu après.

« Si l'on avait vu cette décision restreindre encore plus l'accès des entreprises américaines au marché européen des télécommunications, nous aurions à envisager soigneusement les mesures qui défendraient au mieux les entreprises américaines », menaçait un porte-parole. Reste à savoir si ATT et Philips, qui estiment avoir été victimes d'un « traitement inéquitable », iront jusqu'à porter plainte.

Les réactions étaient plus modérées chez l'Allemand Siemens — voire teintées d'un certain soulage-

ment. La décision du gouvernement français « n'est pas pour nous une catastrophe », commentait-on.

En revanche, on se congratulait chez Ericsson et Matra. Chez le premier, on se félicitait d'avoir remporté une « rude bataille » contre deux grands concurrents internationaux. An ministre suédois de l'Industrie, on mettait l'accent sur cet « exemple de collaboration » entre les deux pays, tandis que Matra soulignait qu'une « dynamique européenne » était ainsi créée.

Affichant une sérénité parfaite, M. Edouard Balladur affirmait que la compétition avait été « loyale et transparente » et que le suédois répondait le mieux aux demandes de la France. Dans l'entourage du ministre, on se déclarait « surpris du tour passionnel » pris par le dossier et l'on regrettait les pressions diplomatiques exercées par la RFA et les Etats-Unis.

Chez les socialistes, M. Louis Mésleard (ancien ministre des PTT) considérait que l'on avait choisi « une solution européenne meilleure ». M. Edith Cresson, ancien ministre de l'Industrie, se « réjouissait de ce qu'une solution européenne ait été retenue ». Enfin, la CGT a interprété cette opération comme « un processus de fragilisation de l'industrie des télécommunications françaises ».

F. V.

A TRAVERS LES ENTREPRISES

Chrysler rachète Lamborghini

Chrysler apprécie les belles italiennes. Déjà propriétaire de 15,6 % du capital de Maserati (avec une option pour monter à 48 %), la firme américaine vient d'acheter 100 % du constructeur bolognais Lamborghini. Le prix payé au propriétaire actuel, la famille Miran, n'a pas été révélé. Les estimations vont de 20 millions à 30 millions de dollars. Fondé en 1953, Lamborghini s'est spécialisé dans les voitures de sport et les moteurs de bateaux de course. L'entreprise a produit l'an passé environ trois cents automobiles, dont les célèbres Countach. La reprise par Chrysler a pour objectif d'accroître les ventes outre-Atlantique.

Cette opération met un point final à l'indépendance des fabricants de voitures de sport italiennes : Ferrari dépend de Fiat, de même qu'Alfa Romeo, repris récemment par le numéro un italien.

American Motors a fait des bénéfices au premier trimestre 1987

American Motors Corp. (AMC), filiale américaine à 48 % de Renault, qui doit être rachetée par Chrysler, a enregistré un bénéfice de 23,4 millions de dollars au premier trimestre 1987. Le chiffre d'affaires, en hausse à 1,1 milliard de dollars (contre 918 millions pour la même période de 1986), s'explique par la progression des ventes de Jeep. Au dernier trimestre de l'an passé, AMC était « sorti du rouge » avec 20 millions de dollars de bénéfices.

Le conseil d'administration de la Régie, qui doit examiner la cession d'AMC à Chrysler, prévu pour le 8 avril, puis repoussé au 22, est fixé désormais au 28 avril.

Framatome aurait entamé des négociations avec Babcock et Wilcox

Le constructeur français de centrales nucléaires Framatome négocierait avec le groupe américain Babcock and Wilcox Co. une coopération qui pourrait aller jusqu'à la création d'une société commune, selon le Wall Street Journal du 23 avril. Aucune des deux sociétés n'a voulu commentar cette informa-

tion. Framatome, dont l'horizon à moyen terme est bouché par le ralentissement du programme nucléaire français, cherche à s'imposer aux Etats-Unis, où il espère vendre du combustible et offrir des services de maintenance des centrales. Babcock and Wilcox, filiale de McDermott International Inc., cherche, de son côté, à vendre des équipements pour le parc nucléaire français. L'ensemble des constructeurs mondiaux de centrales nucléaires a engagé des conversations pour tenter de résoudre le problème des surcapacités de production mondiale.

Parker se retire de Waterman

Le groupe Parker va céder les 12 % du capital de la société Waterman qu'il détenait depuis août 1986. Cette décision est justifiée par le fait que M. Francis Gomez et sa famille ont vendu au groupe américain Gillette les 52 % qu'elles détenaient dans Waterman. Pour Parker, l'acquisition de 12 % qu'elles détenaient dans Waterman de Waterman « devait permettre de jeter les bases d'un puissant groupe européen ». Mais l'opposition de M. Gomez puis la cession à Gillette ont annulé ce projet de rapprochement.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

BTP IMMOBILIER CROISSANCE

Un fonds commun de placement qui permet de profiter des mesures de relance de l'immobilier

Un produit d'actualité par une banque de spécialistes. La BTP a profité des récentes mesures prises en faveur de l'immobilier (déductions fiscales, baisse des taux d'intérêt...) et de sa solide expérience dans le secteur de la construction pour proposer aux particuliers un placement performant : + 30,61 % depuis sa création le 1.07.86, + 19,5 % depuis le 1.01.87.

Un investissement solide. BTP Immobilier Croissance vous permet d'investir dans des valeurs défensives du secteur immobilier et vous fait ainsi bénéficier de la sécurité de l'investissement parrainé.

Une grande disponibilité. BTP Immobilier Croissance offre une grande souplesse : vente et souscription chaque semaine, frais de sortie nuls.

Profitez de BTP SERVICE PLUS : c'est une équipe de spécialistes à votre disposition du lundi au vendredi de 9 h à 20 h. Téléphonez au 05 10 75 75. L'appel est gratuit.

BANQUE DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS, Siège Social : 253, boulevard Péreire 75002 Paris Cedex 17

Je désire recevoir, sans engagement de ma part, une documentation concernant :

☐ BTP Immobilier Croissance

☐ Autres placements

Nom _____

Profession _____

Adresse _____ CP _____

Téléphone travail _____

Téléphone domicile _____

A renvoyer sous enveloppe non affranchie à : BANQUE DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS, Libre Réponse N° 4495-75, 75061 Paris Cedex 17

BTP
BANQUE DU BATIMENT
ET DES TRAVAUX PUBLICS

NUMERO VERT 05.10.75.75

de la S
24 milliard

des perturbés
transport

REPÈRES

Prod
indu

سكاي كمال الدين

Economie

SOCIAL

Le déficit de la Sécurité sociale : 23 à 24 milliards de francs

Que sera le déficit du régime général de sécurité sociale à la fin de 1987 ? Les « experts » nommés par le gouvernement vont sans doute le demander. Les derniers comptes publiés en décembre (le Monde du 13 décembre 1986) prévoyaient un chiffre proche de 30 milliards de francs (15,7 pour la branche maladie, 13,6 pour les retraites, 0,6 pour la Caisse nationale d'allocation familiale). Mais les économies attendues sur les dépenses d'assurance-maladie (9,3 milliards de francs) et l'excédent résiduel de trésorerie (un « solde significatif » de 9 milliards de francs) auraient dû ramener le « besoin de financement » à une douzaine de milliards de francs.

Quelles sont les perspectives ? Le ministre des affaires sociales a parlé, le 8 avril à Saint-Etienne, d'un « besoin de financement » de 24 milliards de francs à la fin de l'année (le Monde du 10 avril). On ne devrait pas en être très loin.

Côté recettes, en effet, les dernières hypothèses économiques gouvernementales (une progression de 3,4 % de la masse salariale en 1987, en dépit d'une stabilité, voire une légère baisse des effectifs salariés) laissent attendre un petit mieux : 1,1 milliard de francs de cotisations en plus.

Mais côté dépenses, les perspectives sont moins bonnes. Le « plan de rationalisation » de l'assurance-maladie, en raison des difficultés de mise en œuvre, et de l'extension des « filets de sécurité », ne pourra vraisemblablement économiser que 5,3 milliards de francs cette année.

D'autre part, des incertitudes subsistent sur l'évolution des dépenses d'assurance-maladie : outre celle liée à la santé des Français (ainsi l'épidémie de grippe de l'hiver 1985 a coûté 1 milliard de francs). Le gouvernement décide-t-il des augmentations des tarifs des honoraires et des prescriptions après celles accordées en décembre pour les

consultations des médecins (le Monde du 18 décembre 1986) ? La réponse dépend sans doute de l'évolution du « plan de rationalisation ». Elle peut réduire les dépenses de plusieurs centaines de millions de francs par rapport aux prévisions. En effet, les comptes de décembre n'ont pas inclus le relèvement des tarifs de consultation, mais ils ont tablé sur un « effet-prix » égal à l'inflation pour l'ensemble des honoraires et des prescriptions.

On se retrouverait donc avec un déficit tournant autour de 24 milliards de francs.

Quant à l'excédent résiduel de la trésorerie, il sera indispensable pour couvrir les besoins de trésorerie du régime général. La Caisse des dépôts, en difficulté, a non seulement refusé de relever le « plafond » des avances accordées au régime général, mais risque de ne pouvoir atteindre le montant actuel (8,5 milliards de francs).

Sans « mesures d'urgence », la situation sera donc délicate à partir du mois d'octobre, et surtout au début de décembre, lors de la période de paiement des retraites, des allocations familiales et d'une partie de la « dotation globale » des hôpitaux publics.

Pour autant, le régime général ne serait pas vraiment en état de « cessation de paiement », ni au bord d'un dépôt de bilan, comme certains l'affirment. D'une part, le déficit représentait 3,2 % de dépenses. D'autre part, les difficultés de trésorerie peuvent toujours être temporairement réduites en avançant certains versements de l'Etat (contribution au Fonds national de solidarité, allocation des adultes handicapés, cotisation maladie des fonctionnaires) qui ont lieu normalement à la fin de l'année et représentent une bonne dizaine de milliards de francs.

GUY HERZLICH.

Du 27 au 30 avril

Des grèves perturberont à nouveau le transport aérien

Les personnels du transport aérien et la direction générale de l'aviation civile (DGAC) n'ont pas trouvé, le 23 avril, de terrain d'entente à propos du conflit qui les oppose en matière de rémunérations, d'effectifs et de retraites. Les deux heures de grève quotidiennes du 21 au 24 avril, ont été reconduites du lundi 27 au jeudi 30 avril par le syndicat national des contrôleurs aériens (SNCTA) autonome et majoritaire, la CFDT et la CGT. FO et la CFIC ne s'associent plus à la grève.

Des perturbations sont donc à attendre dans le trafic aérien du début de semaine. L'Air France a été obligée d'avancer ou de retarder certains de ses vols, et Air Inter, d'annuler de quinze à trente vols.

Les syndicats continuent à demander l'intégration des primes (30 % environ des revenus annuels) dans le calcul des retraites. Mais le cadre de la fonction publique exclut cette solution. L'éventualité de la création d'une agence du contrôle

aérien, permettant de sortir de ce cadre, n'a pas été repensée par les syndicats, la DGAC a proposé d'améliorer de 1 000 F à 1 400 F par mois (+ 10 % environ) les retraites, à condition que les contrôleurs acceptent de travailler jusqu'à soixante ans. Des de cinquante-cinq ans aujourd'hui.

A ce sujet, M. Jacques Donfriaux, ministre des transports, a déclaré qu'il avait proposé de sortir du cadre de la fonction publique, que les syndicats ne pouvaient espérer « avoir le beurre et l'argent du beurre » et que la négociation se poursuivait.

Pour le troisième week-end consécutif, les bagagistes, les personnels d'accueil et les agents de piste des Aéroports de Paris se sont mis en grève, le vendredi 24 avril, pour une durée indéterminée. Ce mouvement est destiné à appuyer des revendications en matière de salaires, d'effectifs et de titularisations. Il retardera, pendant le week-end, le départ de certains vols, et la livraison des bagages aux passagers de quelques compagnies étrangères.

REPÈRES

Conflits du travail

Bilan contrasté pour 1986

Selon les statistiques du ministère des affaires sociales, les conflits du travail ont présenté, en 1986, une physionomie contrastée.

D'un côté, les conflits « localisés » ont continué à diminuer : touchant 1 391 établissements, ils ont fait perdre 568 000 journées, soit une moyenne mensuelle de 47 300, « la plus faible enregistrée depuis quarante ans ». Trois branches d'activité en ont représenté la moitié : le BTP, les transports et surtout la construction navale (un tiers à elle seule).

En revanche, les conflits « généralisés » ont entraîné 474 000 journées de grève en 1986, soit trois fois plus qu'en 1985 (année marquée essentiellement par une journée d'action interprofessionnelle, le 26 octobre), et douze fois plus qu'en 1984. Ces grèves sont celles des grandes entreprises du secteur public — RATP, EDF-GDF et surtout SNCF — qui représentent à elles seules 43,5 % des journées perdues en 1986. Situation inverse de celle de 1984, où, sur 1 357 000 journées perdues (contre 1 041 600 cette année), 1 316 800 résultaient de conflits « localisés ».

Armement naval

La SNCF réduit ses pertes

L'armement naval SNCF, qui exploite sept navires sur les lignes de la Manche, dans le cadre du pool

franco-britannique Sealink, a réduit ses pertes en 1986 à 78 millions de francs, après un déficit de 116,5 millions en 1985, a annoncé l'entreprise, le mercredi 22 avril. Le nombre de passagers transportés a augmenté de 5,4 % et le nombre de camions de 17,8 %.

« Sur un marché où la concurrence est particulièrement vive et dans un contexte égrégé par la chute de la livre (- 12 % en moyenne), l'entreprise a pu réaliser une augmentation de 7 % de son chiffre d'affaires, qui dépasse 850 millions de francs », souligne l'armement naval. L'entreprise se fixe comme objectif une réduction de 38 millions de francs du déficit en 1987 et le retour à l'équilibre au plus tard en 1989.

Production industrielle

Hausse de 2,5 % en URSS

La production industrielle soviétique a progressé de 2,5 % au cours du premier trimestre de 1987 par rapport à la période correspondante de 1986, en dépit d'une poussée de 6 % durant le seul mois de mars, annonce le bureau central des statistiques.

Un hiver rigoureux et ce que le bureau central dénonce comme des carences d'organisation et de gestion ont pesé sur les résultats de janvier et de février. L'agriculture s'est, en revanche, bien comportée, si l'on en croit ces statistiques, et a connu une progression de 8,7 % par rapport au premier trimestre de 1986.

ÉTRANGER

Nouvel accès de faiblesse du dollar

Le rebond de la croissance américaine masque une grande vulnérabilité

L'annonce d'une croissance de 4,3 % durant le premier trimestre, plus forte que prévu, n'a que très provisoirement freiné une nouvelle chute du dollar le jeudi 23 avril, amplifiée le lendemain sur les marchés asiatiques par les déclarations du ministre japonais des finances, M. Kiichi Miyazawa, selon lesquelles le dollar devait trouver son point d'équilibre. Une intervention concertée des banques centrales permettrait de freiner ce mouvement. Après avoir plongé jusqu'à 139,10 yens nouveau record historique, le dollar remonte vendredi à 140 yens. Le mark, qui s'était lui aussi fortement apprécié à Tokyo face à la devise américaine à 1,79 DM, revenait également à 1,80 DM.

Le scepticisme qui a accueilli l'annonce d'une progression de 4,3 % du produit national brut américain durant le premier trimestre 1987, pourtant la plus rapide depuis près de deux ans, en dit long sur les

craintes des Américains comme de leurs partenaires face à une conjoncture fragile et marquée par une réurgence lente mais réelle de l'inflation. Le département du commerce s'est bien félicité de ce rebond, le jeudi 23 avril. Il a, à juste titre, souligné la tendance favorable du commerce extérieur dont le déficit a été réduit de 13,8 milliards de dollars durant les trois premiers mois de l'année, grâce à ce qui est une baisse de 11,1 % des importations. Mais le cœur n'y est pas et la majorité des analystes mettent en lumière la vulnérabilité d'une économie qui, à leurs yeux, a largement tourné à vide durant ce début d'année.

L'essentiel de la croissance du premier trimestre semble dû en effet à la reconstitution des stocks dans l'industrie dont on ne peut guère attendre une accélération de l'activité pour les mois à venir. Les économistes y voient plus un rattrapage après le mouvement de détachement du dernier trimestre 1986 qui avait abouti à une expansion limitée à 1,1 % du PNB. La consommation privée reste de fait déprimée. Les

dépenses des ménages ont baissé de 0,4 % durant les trois premiers mois de l'année. Deux trimestres consécutifs de baisse constituent un phénomène extrêmement rare outre-Atlantique. Il ne s'est produit que par trois fois depuis la seconde guerre mondiale, et toujours au début d'une période de récession. Les optimistes font valoir que l'automobile a beaucoup joué en ce domaine et qu'en excluant ce secteur bien particulier la demande des consommateurs est sensiblement plus dynamique. Mais la faiblesse de la consommation attendue de longue date paraît bien devoir se confirmer au cours des mois à venir, et nul n'attend une croissance très supérieure à 2,5 % cette année alors que la Maison Blanche table toujours sur 3,2 %. Même le Fonds monétaire international a récemment révisé à la baisse ses prévisions désormais établies à 2,3 % pour l'ensemble de 1987.

Ce « manque de muscle » de l'économie américaine sur lequel la presse se penche avec une inquiétude croissante s'accompagne d'une réurgence de l'inflation, elle aussi attendue mais rendue préoccupante par les accès de faiblesse du dollar. De 2,7 % durant le dernier trimestre 1986, l'indice des prix lié au PNB a augmenté de 3,6 % au cours des trois mois suivants. Une nouvelle chute du dollar, une remontée — improbable — du cours des matières premières et le gardien de la stabilité américaine, le président de la Fed, M. Paul Volcker, pourrait être amené à jouer plus fermement de l'arme du crédit et à renchérir les taux d'intérêt.

Pour les partenaires des États-Unis, pays industriels ou pays en développement, une telle perspective n'a rien de réjouissant. Pour les États-Unis elle fait ressembler le spectre d'une récession. Ces risques donnent toute son importance à la guérilla commerciale à laquelle se livrent les États-Unis contre les pra-

tiques japonaises comme à la nécessité pour Tokyo de relancer sa propre économie intérieure. Le Premier japonais, M. Yasuhiro Nakasone, en est parfaitement conscient.

Avant son arrivée officielle à Washington, mercredi prochain, il a accepté d'ajourner et peut-être d'abandonner un élément qu'il jugeait essentiel à la modernisation de la fiscalité nipponne : l'introduction d'une taxe à la valeur ajoutée, afin que soit enfin entériné un budget de 54 000 milliards de yens (385 milliards de dollars) destinés notamment à donner un coup de fouet à la demande intérieure. Les Européens à leur tour, menaçant le Japon de mesures de rétorsion commerciales si les Japonais continuent de ne pas tenir leurs promesses pour réduire un excédent commercial record avec le Vieux Continent, mais ils font figure d'acteurs de second plan. Pour le moment tout au moins.

F. Cr.

● Au Japon, le Parti libéral démocrate (PLD) et l'opposition parlementaire sont tombés d'accord, le jeudi 23 avril, pour former un comité spécial en vue de rechercher un compromis permettant de sortir de l'impasse politique causée par le projet de réforme fiscale élaboré par le gouvernement de M. Nakasone. L'accord obtenu à l'initiative de tendances du PLD, qui s'efforcent de convaincre M. Nakasone d'assouplir sa position sur ce projet impopulaire, prévoit que faute d'un compromis satisfaisant des parties en présence, la réforme fiscale sera purement et simplement abandonnée. L'arrangement a permis, dans un premier temps, à la Diète de reprendre ses travaux, que l'opposition boycottait depuis deux mois et demi, et de voter, dans la soirée, le projet de budget pour l'année fiscale 1987-1988.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

OFFRE PUBLIQUE D'ÉCHANGE EPEDA-BERTRAND FAURE-LUCHAIRE UNE POUR QUATRE VALABLE JUSQU'AU 30 AVRIL 1987

- 1 ACTION EPEDA-BERTRAND FAURE pour 4 ACTIONS LUCHAIRE. Plus qu'un simple échange. La naissance d'un projet commun à vocation internationale.
- Un rapprochement qui se traduit par la création du 2^e pôle français des équipementiers automobiles. Avec un CA de plus de 3 milliards de F dans ce secteur.
- Une union qui valorise les meilleurs atouts des deux partenaires : implantation internationale et technologie.

- Une nouvelle dimension qui renforce la crédibilité internationale de l'ensemble. CA du nouveau groupe : 5,4 milliards de F.
- Une synergie entre des activités complémentaires. Epéda-Bertrand Faure est un partenaire qui a démontré sa capacité à gérer la diversité : - n° 1 français de la literie ; - n° 1 européen des sièges automobiles ; - n° 1 européen des bagages rigides.
- Une collaboration qui respecte l'indépendance et la personnalité de chacune des sociétés.

Pour plus d'information, vous pouvez demander la note d'information qui a reçu le visa CDB n° 87/75 en date du 23 mars 1987 aux guichets de la Banque Worms et de la Banque Nationale de Paris.

Attention : l'offre présentée avec l'accord du Conseil d'Administration de Luchaire est valable que jusqu'au 30 avril 1987.

Les actions Epéda-Bertrand Faure restées à l'échange pourront jouir au 1^{er} janvier 1987.

Les bons de souscription Luchaire sont également échangeables à raison de 1 pour 4 contre des bons de souscription Epéda-Bertrand Faure à émettre.

Epéda-Bertrand Faure



LA PERFORMANCE DANS LA DIVERSITÉ

La Macroéconomie

Robert J. Bono
Professeur à
l'Université de Chicago

Une excellente introduction à l'analyse économique moderne, qui intéressera aussi bien les étudiants que l'ensemble de la profession économique.
245 F

ARMAND COLIN

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Assemblée Générale Ordinaire

L'Assemblée Générale Ordinaire, réunie le 16 avril 1987 sous la présidence de Monsieur Henri Parent, a approuvé les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1986 et les résolutions qui lui étaient proposées.

Elle a ainsi décidé la mise en paiement d'un dividende net de 49 F (53,58 F avec l'avoir fiscal), contre 48 F en 1986. Ce coupon sera mis en paiement le 24 avril 1987 aux guichets suivants :

- Crédit Industriel et Commercial de Paris ;
- Banques du Groupe CIC ;
- Banques Indosuez ;
- Société Générale ;
- Banque Nationale de Paris ;
- Crédit Commercial de France ;
- Crédit Lyonnais ;
- Banque Générale du Phénix.

Les actionnaires ont la possibilité de réinvestir une somme équivalente au montant de leurs dividendes bruts pour souscrire des actions nouvelles en franchise totale de droit d'entrée jusqu'au 24 juillet 1987.

Dans son allocution, le Président a notamment indiqué que la valeur liquidative de l'action s'établissait le 15 avril 1987 à 1309,55 F, en progression de 11,22 % par rapport au début de l'exercice.



Compagnie française de l'Afrique occidentale CFAO

Résultats de l'exercice 1986

Le conseil d'administration, dans sa séance du 22 avril 1987, a arrêté les comptes de l'exercice 1986.

Le bénéfice net, après 300 amortissements, provision d'impôt, s'élève à 155 068 439 F en progression de 11,15 % par rapport à celui de l'exercice précédent. Ces bénéfices comprennent des plus-values exceptionnelles de 29 827 270 F voisines de celles comprises dans les bénéfices de l'exercice précédent (28 294 648 F).

Les comptes consolidés du groupe font ressortir un chiffre d'affaires de 14,5 milliards de francs, en augmentation de 7,4 %.

Le résultat net consolidé passe de 341 millions de francs à 370 millions de francs, soit un accroissement de 8,6 %.

La part du groupe est de 321 millions de francs contre 294 millions l'année précédente, soit une augmentation de 9,2 %.

La marge brute d'autofinancement s'élève à 793 millions de francs et progresse de 4,05 %.

L'assemblée générale ordinaire qui statuera sur les comptes de l'exercice 1986 sera convoquée le 17 juin 1987 à 10 heures au siège social à Marseille. Le conseil d'administration proposera un dividende de 40 F assorti d'un avoir fiscal de 20 F, soit un total 60 F par action, contre 54 F l'année dernière.

Augmentation de capital

Le conseil d'administration a décidé dans sa séance du 22 avril 1987 d'augmenter le capital social à 370 000 000 F pour le porter à 1 370 000 000 F.

Cette augmentation se fera par attribution gratuite de 250 000 actions (une pour huit) et souscription en numéraire de cinq cent mille actions à un prix et selon des modalités qui feront l'objet de communications habituelles. Le droit préférentiel de souscription s'exercera sur la base d'une action nouvelle pour quatre actions anciennes, et un droit à titre résiduaire est prévu.

Il est prévu d'ouvrir la souscription à partir du 11 mai 1987.

Le conseil a par ailleurs décidé de soumettre à une assemblée générale extraordinaire, qui se tiendra à l'issue de l'assemblée générale ordinaire, un projet d'augmentation de la valeur nominale des actions, un projet d'augmentation de capital réservée au personnel dans le cadre d'un plan d'épargne entreprise et un projet d'attribution à certains cadres d'options de souscriptions d'actions.

INTERBAIL

L'assemblée générale ordinaire réunie le 26 mars 1987 sous la présidence de M. Jean Marchand a validé les comptes de résultats et bilans tels que présentés par le directeur au conseil.

Elle a décidé la mise en distribution, le 30 juin 1987, d'un dividende unitaire de 37,75 F contre 36,50 F au titre de l'exercice précédent.

A cette occasion, le président du conseil a indiqué que l'activité commerciale du premier trimestre 1987 s'élève à 250 millions de francs environ de nouveaux contrats de crédit-bail immobilier.

GEFINOR

GEFINOR S.A.

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE DES ACTIONNAIRES SE TIENDRA AU SIÈGE SOCIAL A LUXEMBOURG, LE JEUDI 30 AVRIL A 11 HEURES.

ELLE SERA SUIVIE A 11H30 D'UNE ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE APPELÉE À DÉCIDER DE LA DIVISION DES ACTIONS EXISTANTES.

TOUTE INFORMATION RELATIVE À CES ASSEMBLÉES EST À LA DISPOSITION DES ACTIONNAIRES AU SIÈGE SOCIAL: 23, AVENUE DE LA PORTE NEUVE A LUXEMBOURG.

AVRIL 1987

PARTHENA INVESTISSEMENT

Afin d'accompagner le développement de ses participations, notamment dans le secteur de la communication : CEP Communication, EUROCOM s.a., Dauphin O.T.A., et de poursuivre sa politique d'investissement dans des affaires nouvelles,

PARTHENA INVESTISSEMENT procède à une

AUGMENTATION DE CAPITAL

par émission de 345 820 actions nouvelles de F 100 nominal.

Montant de l'émission : F 34 582 millions

Prix d'émission : F 700

Droit préférentiel de souscription : 2 actions nouvelles pour 3 actions anciennes

Jouissance : 1^{er} juillet 1987

Période de souscription : du 27 avril au 19 mai 1987 inclus

Dépenses courantes	1986	1987	Av. 14 mai 1987
Charges courantes	224 418	260 275	100 000
Charges courantes	224 418	260 275	100 000

Une note d'information (N° 038 n° 57-118 en date du 14 mai 1987) est à la disposition du public auprès de la société (2, rue de Metz, 75008 Paris) et des établissements chargés de la souscription : Banque Indosuez, Crédit du Nord, Banque Paribas.

SAISIE 20 avril 1987

Économie Marchés financiers

PARIS, 24 avril

États

Après un début de séance ferme (+ 0,3 %), la Bourse de Paris a reperdu toute son avance. L'indice de tendance était étale à l'approche de la clôture. Les professionnels notent un volume d'affaires plus important que la veille. Les échanges étaient plus modérés, mais modérément acheteurs, dans un marché qui se révèle de plus en plus actif.

Parmi les valeurs les mieux orientées, SAT gagnait plus de 6 %. Les opérateurs ont aussi les bons résultats de la société en 1986, celle-ci ayant de nouveau dégagé des bénéfices.

Des commandes saoudiennes devraient le favoriser. Desmut a aussi bénéficié des contrats de livraison de blé quiconcède avec Ryad. En hausse également encore Esso, Bp, Hochtief, Lafarge et Colas, ainsi que Cassel et Nord-Est.

On notait encore la bonne tenue de Thomson, Panatier se renforçant, grâce à la bonne impression causée par la remontée des cours de l'argent, dont le groupe minier est aussi producteur.

Parmi les valeurs en repli, Luchaire, Navigation Marse, Dary et Bouygues étaient effondrés. Sodexo, Fecom, Comptoir des Entrepreneurs et Guyenne-Gascogne étaient aussi du terrain.

Sous les tentes, les boursiers restent confiants. Les liquidités sont assez nombreuses pour absorber tout le papier qui sera offert dans le cadre des privatisations et des augmentations de capital de sociétés comme BSN ou Beghin-Say. En séance, on apprend deux modifications à l'offre publique d'achat de Dufour et Igor par le société allemande Dufour et Igor. Le prix d'offre est relevé de 2 585 F à 3 750 F. L'offre comportera une suite positive quel que soit le nombre de titres présentés en réponse. La cotation de Dufour et Igor reprendra le 29 avril.

Le MATIF était en léger repli, à 108,75 sur l'échelle de mars 1988 (- 0,23 %).

L'ind. : 88 800 F (+ 700 F).
Napoleon : 538 F (- 3 F).

NEW-YORK, 23 avril

Repli

Wall Street s'est de nouveau replié jeudi, dans des proportions moins fortes que la veille. En clôture, l'indice Dow Jones des trente valeurs industrielles cédait 4,98 points, pour terminer à 2 280,96, après une séance marquée par des fluctuations erratiques dans les deux sens. 174 millions d'actions ont été traitées. On notait 982 hausses, 619 baisses et 373 titres inchangés. Les statistiques sur le produit national brut américain ont accru les incertitudes des milieux boursiers. Son accroissement de 4,5 % au premier trimestre semble montrer que l'économie des États-Unis progresse à un rythme plus soutenu que prévu. Mais la crainte de voir les taux d'intérêt augmenter et exacerber un resserrement de crédit de la part de la Réserve Fédérale a perturbé les esprits. Le haussier du dollar à moins de 140 cents a rendu d'autant plus planifiable la possibilité d'une intervention de la Fed. Parmi les valeurs les plus actives, on notait Texaco (4,266 millions de transactions), Chase (2,297 millions) et IBM (2,154 millions).

Les valeurs en repli, Luchaire, Navigation Marse, Dary et Bouygues étaient effondrés. Sodexo, Fecom, Comptoir des Entrepreneurs et Guyenne-Gascogne étaient aussi du terrain.

Sous les tentes, les boursiers restent confiants. Les liquidités sont assez nombreuses pour absorber tout le papier qui sera offert dans le cadre des privatisations et des augmentations de capital de sociétés comme BSN ou Beghin-Say. En séance, on apprend deux modifications à l'offre publique d'achat de Dufour et Igor par le société allemande Dufour et Igor. Le prix d'offre est relevé de 2 585 F à 3 750 F. L'offre comportera une suite positive quel que soit le nombre de titres présentés en réponse. La cotation de Dufour et Igor reprendra le 29 avril.

Le MATIF était en léger repli, à 108,75 sur l'échelle de mars 1988 (- 0,23 %).

L'ind. : 88 800 F (+ 700 F).
Napoleon : 538 F (- 3 F).

Sous les tentes, les boursiers restent confiants. Les liquidités sont assez nombreuses pour absorber tout le papier qui sera offert dans le cadre des privatisations et des augmentations de capital de sociétés comme BSN ou Beghin-Say. En séance, on apprend deux modifications à l'offre publique d'achat de Dufour et Igor par le société allemande Dufour et Igor. Le prix d'offre est relevé de 2 585 F à 3 750 F. L'offre comportera une suite positive quel que soit le nombre de titres présentés en réponse. La cotation de Dufour et Igor reprendra le 29 avril.

Le MATIF était en léger repli, à 108,75 sur l'échelle de mars 1988 (- 0,23 %).

L'ind. : 88 800 F (+ 700 F).
Napoleon : 538 F (- 3 F).

Sous les tentes, les boursiers restent confiants. Les liquidités sont assez nombreuses pour absorber tout le papier qui sera offert dans le cadre des privatisations et des augmentations de capital de sociétés comme BSN ou Beghin-Say. En séance, on apprend deux modifications à l'offre publique d'achat de Dufour et Igor par le société allemande Dufour et Igor. Le prix d'offre est relevé de 2 585 F à 3 750 F. L'offre comportera une suite positive quel que soit le nombre de titres présentés en réponse. La cotation de Dufour et Igor reprendra le 29 avril.

Le MATIF était en léger repli, à 108,75 sur l'échelle de mars 1988 (- 0,23 %).

L'ind. : 88 800 F (+ 700 F).
Napoleon : 538 F (- 3 F).

Sous les tentes, les boursiers restent confiants. Les liquidités sont assez nombreuses pour absorber tout le papier qui sera offert dans le cadre des privatisations et des augmentations de capital de sociétés comme BSN ou Beghin-Say. En séance, on apprend deux modifications à l'offre publique d'achat de Dufour et Igor par le société allemande Dufour et Igor. Le prix d'offre est relevé de 2 585 F à 3 750 F. L'offre comportera une suite positive quel que soit le nombre de titres présentés en réponse. La cotation de Dufour et Igor reprendra le 29 avril.

Le MATIF était en léger repli, à 108,75 sur l'échelle de mars 1988 (- 0,23 %).

L'ind. : 88 800 F (+ 700 F).
Napoleon : 538 F (- 3 F).

Sous les tentes, les boursiers restent confiants. Les liquidités sont assez nombreuses pour absorber tout le papier qui sera offert dans le cadre des privatisations et des augmentations de capital de sociétés comme BSN ou Beghin-Say. En séance, on apprend deux modifications à l'offre publique d'achat de Dufour et Igor par le société allemande Dufour et Igor. Le prix d'offre est relevé de 2 585 F à 3 750 F. L'offre comportera une suite positive quel que soit le nombre de titres présentés en réponse. La cotation de Dufour et Igor reprendra le 29 avril.

Le MATIF était en léger repli, à 108,75 sur l'échelle de mars 1988 (- 0,23 %).

L'ind. : 88 800 F (+ 700 F).
Napoleon : 538 F (- 3 F).

Sous les tentes, les boursiers restent confiants. Les liquidités sont assez nombreuses pour absorber tout le papier qui sera offert dans le cadre des privatisations et des augmentations de capital de sociétés comme BSN ou Beghin-Say. En séance, on apprend deux modifications à l'offre publique d'achat de Dufour et Igor par le société allemande Dufour et Igor. Le prix d'offre est relevé de 2 585 F à 3 750 F. L'offre comportera une suite positive quel que soit le nombre de titres présentés en réponse. La cotation de Dufour et Igor reprendra le 29 avril.

Le MATIF était en léger repli, à 108,75 sur l'échelle de mars 1988 (- 0,23 %).

L'ind. : 88 800 F (+ 700 F).
Napoleon : 538 F (- 3 F).

Sous les tentes, les boursiers restent confiants. Les liquidités sont assez nombreuses pour absorber tout le papier qui sera offert dans le cadre des privatisations et des augmentations de capital de sociétés comme BSN ou Beghin-Say. En séance, on apprend deux modifications à l'offre publique d'achat de Dufour et Igor par le société allemande Dufour et Igor. Le prix d'offre est relevé de 2 585 F à 3 750 F. L'offre comportera une suite positive quel que soit le nombre de titres présentés en réponse. La cotation de Dufour et Igor reprendra le 29 avril.

Le MATIF était en léger repli, à 108,75 sur l'échelle de mars 1988 (- 0,23 %).

L'ind. : 88 800 F (+ 700 F).
Napoleon : 538 F (- 3 F).

Sous les tentes, les boursiers restent confiants. Les liquidités sont assez nombreuses pour absorber tout le papier qui sera offert dans le cadre des privatisations et des augmentations de capital de sociétés comme BSN ou Beghin-Say. En séance, on apprend deux modifications à l'offre publique d'achat de Dufour et Igor par le société allemande Dufour et Igor. Le prix d'offre est relevé de 2 585 F à 3 750 F. L'offre comportera une suite positive quel que soit le nombre de titres présentés en réponse. La cotation de Dufour et Igor reprendra le 29 avril.

Le MATIF était en léger repli, à 108,75 sur l'échelle de mars 1988 (- 0,23 %).

L'ind. : 88 800 F (+ 700 F).
Napoleon : 538 F (- 3 F).

Sous les tentes, les boursiers restent confiants. Les liquidités sont assez nombreuses pour absorber tout le papier qui sera offert dans le cadre des privatisations et des augmentations de capital de sociétés comme BSN ou Beghin-Say. En séance, on apprend deux modifications à l'offre publique d'achat de Dufour et Igor par le société allemande Dufour et Igor. Le prix d'offre est relevé de 2 585 F à 3 750 F. L'offre comportera une suite positive quel que soit le nombre de titres présentés en réponse. La cotation de Dufour et Igor reprendra le 29 avril.

Le MATIF était en léger repli, à 108,75 sur l'échelle de mars 1988 (- 0,23 %).

L'ind. : 88 800 F (+ 700 F).
Napoleon : 538 F (- 3 F).

Sous les tentes, les boursiers restent confiants. Les liquidités sont assez nombreuses pour absorber tout le papier qui sera offert dans le cadre des privatisations et des augmentations de capital de sociétés comme BSN ou Beghin-Say. En séance, on apprend deux modifications à l'offre publique d'achat de Dufour et Igor par le société allemande Dufour et Igor. Le prix d'offre est relevé de 2 585 F à 3 750 F. L'offre comportera une suite positive quel que soit le nombre de titres présentés en réponse. La cotation de Dufour et Igor reprendra le 29 avril.

Le MATIF était en léger repli, à 108,75 sur l'échelle de mars 1988 (- 0,23 %).

L'ind. : 88 800 F (+ 700 F).
Napoleon : 538 F (- 3 F).

Sous les tentes, les boursiers restent confiants. Les liquidités sont assez nombreuses pour absorber tout le papier qui sera offert dans le cadre des privatisations et des augmentations de capital de sociétés comme BSN ou Beghin-Say. En séance, on apprend deux modifications à l'offre publique d'achat de Dufour et Igor par le société allemande Dufour et Igor. Le prix d'offre est relevé de 2 585 F à 3 750 F. L'offre comportera une suite positive quel que soit le nombre de titres présentés en réponse. La cotation de Dufour et Igor reprendra le 29 avril.

Le MATIF était en léger repli, à 108,75 sur l'échelle de mars 1988 (- 0,23 %).

L'ind. : 88 800 F (+ 700 F).
Napoleon : 538 F (- 3 F).

Sous les tentes, les boursiers restent confiants. Les liquidités sont assez nombreuses pour absorber tout le papier qui sera offert dans le cadre des privatisations et des augmentations de capital de sociétés comme BSN ou Beghin-Say. En séance, on apprend deux modifications à l'offre publique d'achat de Dufour et Igor par le société allemande Dufour et Igor. Le prix d'offre est relevé de 2 585 F à 3 750 F. L'offre comportera une suite positive quel que soit le nombre de titres présentés en réponse. La cotation de Dufour et Igor reprendra le 29 avril.

CHANGES

Dollar : 5,9880F

Le dollar a poursuivi son repli le 24 avril sur les marchés des changes. C'est à Tokyo que le billet vert a été le plus attaqué. Il chutait dans la matinée à 139,05, son plus bas niveau depuis la dernière guerre. Des interventions concertées des banques centrales l'ont ensuite ramené, à 139,95. A Paris, le dollar valait 5,9880 F (contre 6,005 F) avant de remonter à 5,9880 F.

L'ind. : 88 800 F (+ 700 F).
Napoleon : 538 F (- 3 F).

MARCHÉ MONÉTAIRE

Paris (24 avril) : 71/2-73/4
Reut (23 av.) : 65/16-63/8 %

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 23 avril
Nombre de contrats : 9 601

COURS : Juin 87 : 107,85 ; Sept 87 : 107,15 ; Déc 87 : 107,15 ; Mars 88 : 107,85

Précédent : 107,15 ; 107,30 ; 107,25 ; 107,85

AUTOUR DE LA CORBEILLE

HAUSSE DE 76 % DU RÉSULTAT DE WALT DISNEY. - Walt Disney Co, le groupe américain d'attractions, a annoncé une progression de 76 % de ses bénéfices nets au second trimestre de son exercice 1987, par rapport à la période correspondante de 1986, à 91,2 millions de dollars. Pour le premier semestre 1987, ses bénéfices seront en hausse de 109 %, à 181,03 millions de dollars.

NET REDRESSSEMENT DE SAT EN 1986. - La Société anonyme de télécommunications (SAT) a dégagé, en 1986, un bénéfice net consolidé de 63,7 millions de francs (part du groupe), contre une perte consolidée de 24 millions de francs en 1985. La SAT était associée à ATT et Philips pour la reprise de la CGCT. Fin 1986, son carnet de commandes était de 20 % supérieur à celui de fin 1985. Les perspectives pour l'année en cours sont qualifiées de bonnes.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

COURS DU JOUR : 107,85 ; 107,15 ; 107,25 ; 107,85

107,85 ; 107,15 ; 107,25 ; 107,85

TAUX DES EUROMONNAIES

SE-U : 6 3/4 ; 6 1/2 ; 6 5/8 ; 6 3/4 ; 6 3/4 ; 6 7/8 ; 7 1/8 ; 7 1/4

6 3/4 ; 6 1/2 ; 6 5/8 ; 6 3/4 ; 6 3/4 ; 6 7/8 ; 7 1/8 ; 7 1/4

6 3/4 ; 6 1/2 ; 6 5/8 ; 6 3/4 ; 6 3/4 ; 6 7/8 ; 7 1/8 ; 7 1/4

6 3/4 ; 6 1/2 ; 6 5/8 ; 6 3/4 ; 6 3/4 ; 6 7/8 ; 7 1/8 ; 7 1/4

6 3/4 ; 6 1/2 ; 6 5/8 ; 6 3/4 ; 6 3/4 ; 6 7/8 ; 7 1/8 ; 7 1/4

6 3/4 ; 6 1/2 ; 6 5/8 ; 6 3/4 ; 6 3/4 ; 6 7/8 ; 7 1/8 ; 7 1/4

6 3/4 ; 6 1/2 ; 6 5/8 ; 6 3/4 ; 6 3/4 ; 6 7/8 ; 7 1/8 ; 7 1/4

6 3/4 ; 6 1/2 ; 6 5/8 ; 6 3/4 ; 6 3/4 ; 6 7/8 ; 7 1/8 ; 7 1/4

6 3/4 ; 6 1/2 ; 6 5/8 ; 6 3/4 ; 6 3/4 ; 6 7/8 ; 7 1/8 ; 7 1/4

6 3/4 ; 6 1/2 ; 6 5/8 ; 6 3/4 ; 6 3/4 ; 6 7/8 ; 7 1/8 ; 7 1/4

6 3/4 ; 6 1/2 ; 6 5/8 ; 6 3/4 ; 6 3/4 ; 6 7/8 ; 7 1/8 ; 7 1/4

6 3/4 ; 6 1/2 ; 6 5/8 ; 6 3/4 ; 6 3/4 ; 6 7/8 ; 7 1/8 ; 7 1/4

6 3/4 ; 6 1/2 ; 6 5/8 ; 6 3/4 ; 6 3/4 ; 6 7/8 ; 7 1/8 ; 7 1/4

Marchés financiers

BOURSE DE PARIS

24 AVRIL Cours réservés à 15 h 00

VALEURS						Règlement mensuel						VALEURS						VALEURS																			
Compte	VALEURS	Cours	Précéd. cours	Dernier cours	% + -	Compte	VALEURS	Cours	Précéd. cours	Dernier cours	% + -	Compte	VALEURS	Cours	Précéd. cours	Dernier cours	% + -	Compte	VALEURS	Cours	Précéd. cours	Dernier cours	% + -	Compte	VALEURS	Cours	Précéd. cours	Dernier cours	% + -	Compte	VALEURS	Cours	Précéd. cours	Dernier cours	% + -		
1740	A.S. 1973	1779	1810	1838	+ 2.20																																
	C.N.E. 28	4380	4296	4296	- 1.49																																
	B.N.P. C1	582	582	589	+ 0.83																																
120	120	120	120	120	- 0.00																																
1238	C.C.F. T.P.	1288	1280	1280	- 0.70																																
1180	Orléans T.P.	1180	1200	1200	+ 1.68																																
2180	Rennais T.P.	2180	2410	2222	- 1.46																																
2300	Reims-Poit. T.P.	2300	2420	2425	+ 2.32																																
1320	Thionville T.P.	1465	1480	1480	+ 1.02																																
540	Accor	538	537	537	- 0.17																																
2250	Agences Hennes	2340	2230	2230	- 0.43																																
700	Alp. H.P.P.	700	700	700	- 0.00																																
400	Alp. Light	730	714	719	- 1.57																																
3000	Alcanor	2300	2280	2280	- 2.33																																
2940	Alcanor	2222	2230	2230	+ 0.39																																
905	A.L.S.P.	905	905	905	- 0.00																																
480	Alstom s.r.l.	478	478	479	0.00																																
2940	Alp. P. Hennes	2980	2980	2980	- 0.00																																
700	Alp. P. Hennes	700	70	70	- 0.00																																
1680	Aut. Estuair.	1710	1710	1701	- 0.05																																
1230	Aut. Ouest	1285	1300	1325	+ 0.45																																
700	Aut. Ouest	700	700	700	- 0.00																																
405	Aut. Ouest	405	405	405	- 0.00																																
300	Aut. Ouest	300	300	300	- 0.00																																
700	Aut. Ouest	700	700	700	- 0.00																																
700	Aut. Ouest	700	700	700	- 0.00																																
700	Aut. Ouest	700	700	700	- 0.00																																
700	Aut. Ouest	700	700	700	- 0.00																																
700	Aut. Ouest	700	700	700	- 0.00																																
700	Aut. Ouest	700	700	700	- 0.00																																
700	Aut. Ouest	700	700	700	- 0.00																																
700	Aut. Ouest	700	700	700	- 0.00																																
700	Aut. Ouest	700	700	700	- 0.00																																
700	Aut. Ouest	700	700	700	- 0.00																																
700	Aut. Ouest	700	700	700	- 0.00																																
700	Aut. Ouest	700	700	700	- 0.00																																
700	Aut. Ouest	700	700	700	- 0.00																																
700	Aut. Ouest	700	700	700	- 0.00																																
700	Aut. Ouest	700	700	700	- 0.00																																
700	Aut. Ouest	700	700	700	- 0.00																																
700	Aut. Ouest	700	700	700	- 0.00																																
700	Aut. Ouest	700	700	700	- 0.00																																
700	Aut. Ouest	700	700	700	- 0.00																																
700	Aut. Ouest	700	700	700	- 0.00																																
700	Aut. Ouest	700	700	700	- 0.00																																
700	Aut. Ouest	700	700	700	- 0.00																																
700	Aut. Ouest	700	700	700	- 0.00																																
700	Aut. Ouest	700	700	700	- 0.00																																
700	Aut. Ouest	700	700	700	- 0.00																																
700	Aut. Ouest	700	700	700	- 0.00																																
700	Aut. Ouest	700	700	700	- 0.00																																
700	Aut. Ouest	700	700	700	- 0.00																																
700	Aut. Ouest	700	700	700	- 0.00																																
700	Aut. Ouest	700	700	700	- 0.00																																
700	Aut. Ouest	700	700	700	- 0.00																																
700	Aut. Ouest	700	700	700	- 0.00																																
700	Aut. Ouest	700	700	700	- 0.00																																
700	Aut. Ouest	700	700	700	- 0.00																																
700	Aut. Ouest	700	700	700	- 0.00																																
700	Aut. Ouest	700	700	700	- 0.00																																
700	Aut. Ouest	700	700	700	- 0.00																																
700	Aut. Ouest	700	700	700	- 0.00																																
700	Aut. Ouest	700	700	700	- 0.00																																
700	Aut. Ouest	700	700	700	- 0.00																																
700	Aut. Ouest	700	700	700	- 0.00																																
700	Aut. Ouest	700	700	700	- 0.00																																
700	Aut. Ouest	700	700	700	- 0.00		</																														

Comptant

(sélection)

VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS			
% du nom.				% du coupon				Cours princ.				Dernier cours			
Obligations								Étrangères							
Emp. 7 1/2 1972				9860	Chem. Ind.				901	Optique				339	
Emp. 8,00 1972				122	Chem.				1421	Optique (I.C.I.)				3020	
8,00 75/78				102 80	Chem. (S.B.)				2950	Optique-Saviniat				1401	
10,00 75/79				105 40	Chiff.				470	Papier Hainaut				570	
12,00 80/80				302 20	Comptex				685	Papier-CP				528	
13,00 80/87				102 55	Co Industrielle				3735	Papier France				301	
13,00 85/91				106 75	Cosco, Lyon-Henr.				785	Papier-Orléans				402	
13,00 85/91				106 75	Camp. (S.B.)				1105	Papier-Paris				1700	
15,00 85/92				107 15	CAMP				40	Paratex				888	
15,00 85/92				107 15	Chiff.				116	Papier-CP				878	
15 5 juin 82				118 85	Ch. (Union) (S.B.)				538	Papier-CP				878	
14,00 85 85				119 35	Cidrefi				106	Papier-CP				1222	
14,00 85 85				122 15	Delandis S.A.				3000	Papier-CP				1222	
12,00 85 oct. 84				114 25	Delfin S.A.				1848	P.L.M.				208	
12,00 85 oct. 84				114 25	Dolomieu-Hot. Phis.				1280	Prestor				700	
12,00 85 oct. 84				114 25	Dolomieu-Hot. Phis.				1280	Prodimas S.A.				2144	
12,00 85 oct. 84				114 25	Dolomieu-Hot. Phis.				1280	Public (Ind. Int.)				800	
12,00 85 oct. 84				114 25	Dolomieu-Hot. Phis.				1280	Rail. Nord				177	
12,00 85 oct. 84				114 25	Dolomieu-Hot. Phis.				1280	Rég. St-Et. (S. Int.)				384	
12,00 85 oct. 84				114 25	Dolomieu-Hot. Phis.				1280	Rég. St-Et. (S. Int.)				384	
12,00 85 oct. 84				114 25	Dolomieu-Hot. Phis.				1280	Rég. St-Et. (S. Int.)				384	
12,00 85 oct. 84				114 25	Dolomieu-Hot. Phis.				1280	Rég. St-Et. (S. Int.)				384	
12,00 85 oct. 84				114 25	Dolomieu-Hot. Phis.				1280	Rég. St-Et. (S. Int.)				384	
12,00 85 oct. 84				114 25	Dolomieu-Hot. Phis.				1280	Rég. St-Et. (S. Int.)				384	
12,00 85 oct. 84				114 25	Dolomieu-Hot. Phis.				1280	Rég. St-Et. (S. Int.)				384	
12,00 85 oct. 84				114 25	Dolomieu-Hot. Phis.				1280	Rég. St-Et. (S. Int.)				384	
12,00 85 oct. 84				114 25	Dolomieu-Hot. Phis.				1280	Rég. St-Et. (S. Int.)				384	
12,00 85 oct. 84				114 25	Dolomieu-Hot. Phis.				1280	Rég. St-Et. (S. Int.)				384	
12,00 85 oct. 84				114 25	Dolomieu-Hot. Phis.				1280	Rég. St-Et. (S. Int.)				384	
12,00 85 oct. 84				114 25	Dolomieu-Hot. Phis.				1280	Rég. St-Et. (S. Int.)				384	
12,00 85 oct. 84				114 25	Dolomieu-Hot. Phis.				1280	Rég. St-Et. (S. Int.)				384	
12,00 85 oct. 84				114 25	Dolomieu-Hot. Phis.				1280	Rég. St-Et. (S. Int.)				384	
12,00 85 oct. 84				114 25	Dolomieu-Hot. Phis.				1280	Rég. St-Et. (S. Int.)				384	
12,00 85 oct. 84				114 25	Dolomieu-Hot. Phis.				1280	Rég. St-Et. (S. Int.)				384	
12,00 85 oct. 84				114 25	Dolomieu-Hot. Phis.				1280	Rég. St-Et. (S. Int.)				384	
12,00 85 oct. 84				114 25	Dolomieu-Hot. Phis.				1280	Rég. St-Et. (S. Int.)				384	
12,00 85 oct. 84				114 25	Dolomieu-Hot. Phis.				1280	Rég. St-Et. (S. Int.)				384	
12,00 85 oct. 84				114 25	Dolomieu-Hot. Phis.				1280	Rég. St-Et. (S. Int.)				384	
12,00 85 oct. 84				114 25	Dolomieu-Hot. Phis.				1280	Rég. St-Et. (S. Int.)				384	
12,00 85 oct. 84				114 25	Dolomieu-Hot. Phis.				1280	Rég. St-Et. (S. Int.)				384	
12,00 85 oct. 84				114 25	Dolomieu-Hot. Phis.				1280	Rég. St-Et. (S. Int.)				384	
12,00 85 oct. 84				114 25	Dolomieu-Hot. Phis.				1280	Rég. St-Et. (S. Int.)				384	
12,00 85 oct. 84				114 25	Dolomieu-Hot. Phis.				1280	Rég. St-Et. (S. Int.)				384	
12,00 85 oct. 84				114 25	Dolomieu-Hot. Phis.				1280	Rég. St-Et. (S. Int.)				384	
12,00 85 oct. 84				114 25	Dolomieu-Hot. Phis.				1280	Rég. St-Et. (S. Int.)				384	
12,00 85 oct. 84				114 25	Dolomieu-Hot. Phis.				1280	Rég. St-Et. (S. Int.)				384	
12,00 85 oct. 84				114 25	Dolomieu-Hot. Phis.				1280	Rég. St-Et. (S. Int.)				384	
12,00 85 oct. 84				114 25	Dolomieu-Hot. Phis.				1280	Rég. St-Et. (S. Int.)				384	
12,00 85 oct. 84				114 25	Dolomieu-Hot. Phis.				1280	Rég. St-Et. (S. Int.)				384	
12,00 85 oct. 84				114 25	Dolomieu-Hot. Phis.				1280	Rég. St-Et. (S. Int.)				384	
12,00 85 oct. 84				114 25	Dolomieu-Hot. Phis.				1280	Rég. St-Et. (S. Int.)				384	
12,00 85 oct. 84				114 25	Dolomieu-Hot. Phis.				1280	Rég. St-Et. (S. Int.)				384	
12,00 85 oct. 84				114 25	Dolomieu-Hot. Phis.				1280	Rég. St-Et. (S. Int.)				384	
12,00 85 oct. 84				114 25	Dolomieu-Hot. Phis.				1280	Rég. St-Et. (S. Int.)				384	
12,00 85 oct. 84				114 25	Dolomieu-Hot. Phis.				1280	Rég. St-Et. (S. Int.)				384	
12,00 85 oct. 84				114 25	Dolomieu-Hot. Phis.				1280	Rég. St-Et. (S. Int.)				384	
12,00 85 oct. 84				114 25	Dolomieu-Hot. Phis.				1280	Rég. St-Et. (S. Int.)				384	
12,00 85 oct. 84				114 25	Dolomieu-Hot. Phis.				1280	Rég. St-Et. (S. Int.)				384	
12,00 85 oct. 84				114 25	Dolomieu-Hot. Phis.				1280	Rég. St-Et. (S. Int.)				384	
12,00 85 oct. 84				114 25	Dolomieu-Hot. Phis.				1280	Rég. St-Et. (S. Int.)				384	
12,00 85 oct. 84				114 25	Dolomieu-Hot. Phis.				1280	Rég. St-Et. (S. Int.)				384	
12,00 85 oct. 84				114 25	Dolomieu-Hot. Phis.				1280	Rég. St-Et. (S. Int.)				384	
12,00 85 oct. 84				114 25	Dolomieu-Hot. Phis.				1280	Rég. St-Et. (S. Int.)				384	
12,00 85 oct. 84				114 25	Dolomieu-Hot. Phis.				1280	Rég. St-Et. (S. Int.)				384	
12,00 85 oct. 84				114 25	Dolomieu-Hot. Phis.				1280	Rég. St-Et. (S. Int.)				384	
12,00 85 oct. 84				114 25	Dolomieu-Hot. Phis.				1280	Rég. St-Et. (S. Int.)				384	
12,00 85 oct. 84				114 25	Dolomieu-Hot. Phis.				1280	Rég. St-Et. (S. Int.)				384	
12,00 85 oct. 84				114 25	Dolomieu-Hot. Phis.				1280	Rég. St-Et. (S. Int.)				384	
12,00 85 oct. 84				114 25	Dolomieu-Hot. Phis.				1280	Rég. St-Et. (S. Int.)				384	
12,00 85 oct. 84				114 25	Dolomieu-Hot. Phis.				1280	Rég. St-Et. (S. Int.)				384	
12,00 85 oct. 84				114 25	Dolomieu-Hot. Phis.				1280	Rég. St-Et. (S. Int.)				384	
12,00 85 oct. 84				114 25	Dolomieu-Hot. Phis.				1280	Rég. St-Et. (S. Int.)				384	
12,00 85 oct. 84				114 25	Dolomieu-Hot. Phis.				1280	Rég. St-Et. (S. Int.)				384	
12,00 85 oct. 84				114 25	D										

Second marché (sélection)

[illegible]

SICAV Collection

23/4

[illegible]

Droits et bons

Cote des changes

Marché libre de l'or

[illegible]

Emergency-Inland	850 43	81
Emergency-Inter	855 39	67
Emergency-J	51591 19	5159

Multi-Obligations	430 67	411 14
Mutuelle Unio Sd.	168 28	160 66

[illegible]

c : coupon détaché
o : offert
* : droit détaché
d : demandé
● : prix précédent
★ : marché continu.

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES
3 Violents affrontements entre forces de l'ordre et étudiants islamistes à Tunis. 5 La réunion du Conseil national palestinien. 6 Islande : les élections législatives du 25 avril. 7 Le dégel des négociations sur le désarmement.	8 Les travaux de l'Assemblée nationale. 9 Le voyage de M. Chirac en Lorraine. DÉBATS 2 La formation des dirigeants.	10 Nouvelles inculpations de membres présumés d'un réseau terroriste. - Les écologistes contestent la centrale de Nogent-sur-Seine. SPORTS 17 Tennis.	18 Carte blanche aux amis du Centre Pompidou. - Le Printemps de Bourges. 19 Cinéma : la mort de Claude Jutra. 22 Lettres : la mort de Roger Cazes. 19 Communication : Le duel européen R. Maxwell-R. Murdoch.	24 Calendrier des privatisations : accélération d'ici à l'été. 25 Le déficit de la Sécurité sociale : de 23 milliards à 24 milliards de francs. - Nouvel accès de faiblesse du dollar. 26-27 Marchés financiers.	Radio-télévision 21 Annonces classées 23 Carnet 23 Météorologie 22 Jeux 16 Philatélie 22 Loto 22

MINITEL
● Alcool au volant : la législation dans la CEE et dans le monde JOUR. ● Gagnez l'Armée 86 dans « le Monde » AN. Actualité. Sports. Bourse. Média. Télémat. Immobilier. 36-15 Tapez LEMONDE

Un nouveau projet de chaîne musicale

Le gouvernement soutient l'initiative des éditeurs de disques malgré les réticences de la CNCL

Une télévision musicale verrait-elle durablement le jour en France ?

Plusieurs projets sont en cours d'élaboration. L'un d'eux, soutenu par le réseau NRJ, des éditeurs de disques et des opérateurs de câble, a déjà clos son tour de table et peut se candidater pour une fréquence parisienne.

Qui l'aurait ? Quelques semaines seulement après la mort de TV 6, le monde musical est à nouveau en pleine effervescence. Regrettant unanimement une chaîne qui a dynamisé la chanson française, les artistes restent mobilisés et ont rencontré successivement les arbitres du jeu (MM. Chirac, Léotard, de Villiers, et récemment M. de Broglie). Pour rappeler les enjeux et l'urgence, MTV, la chaîne musicale de M. Maxwell prévoit de diffuser ses programmes sur l'Europe dès le mois d'août prochain - et pour faire en sorte que les promesses de M. Chirac, à « l'heure de vérité », ne restent pas lettre morte. Matignon parle de « volonté politique » et qualifie les propositions d'engagement formel. La Rue de Valois, qui revendique l'antériorité sur Jacques Chirac dans « la compréhension des enjeux » (1), évoque cette « nécessité culturelle et politique » et la possibilité de « bousculer » légèrement une CNCL jugée un peu trop lente.

De quoi réveiller des projets que l'on croyait éteints, faute de supports de diffusion et de financement. Le risque sans doute est énorme, mais l'engagement d'offrir à la chaîne musicale la location d'un canal du satellite Télécom 1 pendant quatre ans, l'accès des clips aux fonds de soutien et surtout la volonté politique - toute nouvelle - de faire exister la chaîne ont bouleversé les données.

« Il faut y aller ! assure M. Henri de Bodinat, PDG de CBS. C'est un choix stratégique, pas une foudroyante conjoncturelle. Il faut même

Nouvelle contre-OPA de Linde sur Duffour et Igon

Nouvelle péripétie autour du contrôle de Duffour et Igon, société toulousaine spécialisée dans les gaz industriels : Lazard Frères, agissant pour le compte de l'entreprise d'ingénierie oest-allemande Linde, vient de faire une nouvelle contre-offre d'achat à 3 750 francs l'action, pour toute quantité.

Le contrôle de cette société (près de 400 millions de francs de chiffre d'affaires), la seconde française de la spécialité, loin derrière L'Air liquide, fait l'objet d'une bataille boursière depuis le début de l'année, entre l'américain Union Carbide, qui avait déposé une offre publique d'achat à 2 100 francs, l'espagnol Carburon Metalicos à 2 205 francs, l'allemand Linde, qui avait fait une première offre à 2 585 francs, et le suédois Aga, à 3 500 francs, qui souhaitent s'imposer sur le marché français.

Le capital de Duffour et Igon est détenu par le groupe familial des fondateurs, environ 25 %. L'institut régional de développement industriel Midi-Pyrénées (IRDI), 30 %, Carburon Metalicos, 15 %, le groupe financier suisse Corba, 10 %, le personnel, 6 %, le reste étant dans le public. Lors de la dernière cotation de Duffour et Igon, avant les OPA, l'action valait 856 francs.

● Mise en liquidation judiciaire des ARCP. Le tribunal de commerce de La Rochelle (Charente-Maritime) a prononcé, vendredi 24 avril, la mise en liquidation judiciaire des Ateliers et chantiers navals de La Rochelle-Paillote. Cette décision entraîne le licenciement de huit cent trente-quatre salariés.

LE BON CÔTÉ DE LA MODE CHEZ RODIN LES PRIX
36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

s'attendre à perdre de l'argent sur les trois premières années (50 à 80 millions de francs). Mais l'enjeu vaut bien le risque. De cette chaîne dépend l'avenir de la chanson française, ses chances d'exportation, notamment en Europe, et la viabilité de l'industrie du clip.

Et en avant la musique ! D'abord sur le Bassin parisien, à condition que la CNCL octroie à la station une fréquence locale (le canal 38 ou, moyennant quelques aménagements, 35 ou 36). Une condition sine qua non pour l'équilibre économique du projet. Ensuite sur le satellite, à destination des réseaux câblés européens ou des télévisions hertziennes qui souhaiteraient relayer ces programmes (pourquoi pas TMC, pensent déjà certains).

On peut commencer avec une audience minime, de deux millions de personnes. Mais il nous en faudrait trois millions à la fin de l'année et six l'an prochain », estime le patron de CBS, qui table sur un budget annuel faible, situé autour de 70 à 80 millions de francs. Mais à la facilité d'estimation des coûts s'oppose l'impossibilité de prévoir avec certitude les recettes. Beaucoup de sponsoring, dit-on, en espérant l'accès à la publicité télévisée des secteurs jusqu'ici interdits, comme ceux du disque et du cinéma.

Restait à constituer un tour de table cohérent. Esquisé il y a quelques jours, celui-ci a été arrêté jeudi 23 avril après quelques remaniements et s'organise de la manière suivante : 48 % pour l'industrie musicale (12,5 % CBS ; 12,5 %

Polygram ; 6 % autres gros producteurs ; 15 % producteurs français indépendants ; 2 % les artistes), et 52 % pour les diffuseurs (18 % NRJ ; 18 % la Compagnie générale des eaux ; 16 % la Caisse des dépôts et consignations). Les deux principaux partenaires de l'industrie du câble sont donc de la partie. Mais tout n'est pas « bouclé ». Le ministère de la culture verrait, dit-on, d'un œil favorable une ouverture du tour de table vers UGC et Europe 1, la part importante de NRJ - équivalente à sa précédente participation dans TV 6 - étant souvent jugée excessive.

Mais l'affaire est loin d'être jouée. « Irréaliste », déclare M. Maurice Lévy, président de TV 6 peu après le verdict de la CNCL. « Déraisonnable », juge aujourd'hui un responsable de la 5, tandis que la CNCL fait la moue. « Ce n'est pas une priorité. Nous abordons tout juste le dossier des télé-locales, qu'il faudra traiter région par région. Il n'y a aucune raison de mettre à port le dossier de la chaîne musicale. De toute façon, ajoute-t-on, qui dit autorisation dit appel aux candidatures, dépôt des dossiers, admissibilité, et il faudra être patient. Les candidats ne le sont pas. » D'ici quelques mois, la place sur le câble européen sera définitivement occupée par les Anglo-Saxons et le combat perdu avant même d'être mené », dit un artiste. Et d'évoquer la complémentarité immédiate qui pourrait exister entre le programme de la chaîne musicale et celui des télévisions locales en manque de produits.

ANNICK COJEAN.

Au conseil municipal de Marseille

M. Pezet devient majoritaire au sein du groupe socialiste

Quatre des sept membres du GAMES (un groupe d'élus socio-professionnels qui forme avec le PS, le PC et le MRG la majorité municipale de Marseille), viennent de rejoindre le PS. Les élus du GAMES étaient : travaillés au cours de l'année dernière par M. Michel Pezet, homme fort de la fédération, qui s'oppose à la gestion de M. Robert Vigouroux, maire de Marseille, et est candidat implicite à sa succession. Les élus du GAMES contestent le « blocage » de la municipalité et soulignent que l'actuel maire de Marseille « n'est pas préparé à sa mission et s'est trouvé l'otage (...) de technocrates, élus ou fonctionnaires (...) et de vieux routiers du parti qui voulaient soit rester, soit demeurer au pouvoir ».

Dans le contexte politique de Marseille, la terminologie utilisée montre que les quatre élus rejoignent le camp des « pezetistes », bien que M. Vigouroux se soit simplement déclaré « heureux de voir quatre membres de plus du PS ».

M. Pezet devient ainsi majoritaire, avec vingt partisans à l'intérieur du groupe majoritaire à la mairie, puisque les défectionnaires ne sont que dix-huit depuis le départ de PS de M. Danièle Di Scala.

Le basculement de la majorité municipale constitue une nouvelle étape dans la pression qu'exerce M. Pezet sur M. Vigouroux. Cette pression pourrait avoir pour but de pousser M. Vigouroux à ne pas terminer son mandat, hypothèse démentie émise par certains dirigeants nationaux du PS - alors que les partisans de l'actuel maire affirment qu'il ne renoncera pas.

M. ANICET LE PORS invité du « Grand Jury RTL-le Monde »

M. Anicet Le Pors, ancien sénateur communiste, ancien ministre délégué à la fonction publique du gouvernement Maastricht, membre du comité central du PCF, sera l'invité de l'émission hebdomadaire « Le grand jury RTL-le Monde », dimanche 26 avril, de 18 h 15 à 19 h 30.

M. Le Pors, qui a été nommé conseiller d'Etat en 1985, répondra aux questions de Patrick Jarreau et de Bertrand Le Gendre, de Monde, et de Paul-Jean Truffaut et de Bernard Lecomte, de RTL. Le débat étant dirigé par Olivier Mazerolle.

Le Sénat préoccupé par une réforme du Conseil d'Etat

Le bureau du Conseil d'Etat a été reçu, le mercredi 22 avril, par le bureau de la commission des lois du Sénat, à l'invitation de cette dernière qui a décidé d'organiser une série de contacts avec le monde judiciaire. Cette première rencontre, qui sera suivie d'autres avec la Cour de cassation et le barreau de Paris, a donné lieu à un échange de vues sur les éventuelles modifications à apporter au Conseil d'Etat. Le gouvernement de M. Laurent Fabius avait fait adopter par l'Assemblée nationale à la fin de la dernière législature un projet de M. Badinter permettant la création de chambres ad hoc spécialisées.

Le dispositif proposé n'avait pas alors convaincu la majorité de la commission sénatoriale des lois et notamment son président, M. Jacques Larché (RL, Seine-et-Marne). Ce dernier souhaite conserver au Conseil d'Etat son caractère « atypique » en mettant en place un système tout aussi « atypique ». Ainsi, plutôt que de donner des mandats supplémentaires au Conseil d'Etat en lui adjoignant de nouvelles chambres pour faire face à un nombre toujours croissant de dossiers (dix mille par an alors qu'il n'en peut traiter que six à sept mille), M. Larché a fait part de sa préférence pour un dispositif visant à réduire le volume d'affaires dont aurait à connaître l'assemblée du Palais-Royal.

Pour ce faire, il faudrait créer des chambres d'appel (trois, quatre ou cinq par groupe de régions), le Conseil d'Etat devenant alors une juridiction de troisième degré. En outre, le Conseil d'Etat ne serait pas seulement amené à annuler ou confirmer telle ou telle décision des tribunaux administratifs, il aurait aussi la possibilité de juger ce qui, estime M. Larché, comporterait son rôle de garant de la jurisprudence administrative.

Cette voie que le président de la commission sénatoriale souhaite voir explorer devrait aboutir, selon lui, avant la fin de l'année, soit sous forme de proposition de loi dont l'initiative serait prise au palais du Luxembourg, soit sous forme d'un projet de loi dont le texte serait soumis au Conseil d'Etat avant sa présentation au conseil des ministres.

● Prochaine rencontre entre M. Kohl et M. Chirac. - Le premier ministre français et le chancelier ouest-allemand se rencontreront le dimanche 3 mai à Strasbourg. Les entretiens porteront sur les questions bilatérales, les questions européennes et les rapports Est-Ouest.

● Un indépendantiste guadeloupéen arrêté. - Un militant du Mouvement populaire pour la libération de la Guadeloupe, branche dure de la mouvance indépendantiste, M. Humbert Marbois, a été arrêté, le jeudi 23 avril, à Lamentin, à 20 kilomètres de Pointe-à-Pitre. Il se trouve encore en garde à vue, ce vendredi 24 avril, dans les locaux du SRP, Antilles-Guyane, dans le cadre de l'enquête relative à la vague d'attentats perpétrés en Guadeloupe depuis le 25 novembre 1986. M. Marbois s'était échappé, en compagnie de trois autres indépendantistes, dont M. Luc Reineau, chef de file présumé du mouvement. - (Corresp.)

Le Monde Infos-Spectacles sur Minitel 36-15 + LEMONDE

A C D E F G H

L'affaire du « vrai-faux » passeport d'Yves Chaler

La chambre d'accusation de Paris va se prononcer sur le « secret-défense »

Alors que le parquet s'apprête à prendre des réquisitions concluant à l'incompétence de M. Jean-Pierre Michaux, juge d'instruction chargé du dossier du Carrefour du développement, laissant au seul Parlement le soin éventuel de poursuivre M. Christian Nacod (le Monde du 24 avril), la justice continue à s'entretenir sur le « vrai-faux » passeport confectionné par la DST et remis à Yves Chaler durant sa fuite au Brésil.

C'est, en effet, le 29 avril que la chambre d'accusation de Paris examinera le bien-fondé du « secret-défense » objeté par le parquet pour s'opposer aux investigations que mène le juge d'instruction à propos du faux passeport d'Yves Chaler. Audience attendue puisque de la décision de la chambre d'accusation dépendra le sort de cette partie du dossier pour laquelle M. Pasqua, ministre de l'Intérieur, est mis en cause dans la mesure où c'est sous son autorité que le « vrai-faux » passeport fut remis à Yves Chaler.

Lorsqu'il était revenu du Brésil pour se livrer à la justice, Yves Chaler avait expliqué que son passeport, établi au nom d'Yves Navaro, lui avait été remis par l'entremise de M. Jacques Delebois, à l'époque directeur du Service de coopération technique internationale de police (SCTIP). Quelques vérifications avaient rapidement montré que le passeport avait, en fait, été fabriqué par la DST, mais son directeur, M. Bernard Gérard, avait aussitôt expliqué que, lié par le « secret-défense », il refusait de répondre

aux questions du magistrat instructeur.

Ce dernier avait alors tenté de tourner l'obstacle en rendant une ordonnance déclarant que le « secret-défense » ne pouvait être invoqué dans une affaire qui apparaissait comme strictement criminelle et sans lien avec les secrets de la défense nationale. Le parquet avait immédiatement fait appel de l'ordonnance du juge. C'est cet appel que la chambre d'accusation examinera bientôt.

Les amis de M. Nacod ne seront pas les derniers à prendre connaissance avec attention la décision que rendra la chambre d'accusation. Ou bien, comme ils le craignent, cette dernière, estime que le « secret-défense » est fondé et c'en est fini, sur le plan judiciaire tout au moins, de l'épisode du faux passeport ; ou bien, à l'inverse, la chambre d'accusation rend un arrêt favorable à la thèse de M. Michaux et il est alors probable que le parquet, comme le rumeur en cours dans les milieux judiciaires, ripostera aussitôt en portant l'affaire devant la Cour de cassation.

Toutefois, dans l'affaire du faux passeport, la procédure de mise en œuvre de la Haute Cour, peut aussi bien s'appliquer au ministre de l'Intérieur qu'à cinquante-huit députés le demandant. La tactique autant que la politique en décideront. Pour l'instant, l'affaire du Carrefour du développement est en train de quitter le palais de justice pour prendre ses quartiers à l'Assemblée nationale.

G.M.

« Désolé », M. Longuet veut se sortir du pétrin

« Désolé d'avoir choqué... » Faute avouée étant, dit-on, à moitié pardonnée, M. Gérard Longuet a reconnu publiquement, le jeudi 23 avril, que sa comparaison entre le général Boulanger et M. Raymond Barre pouvait être considérée comme « blessante ». On comprend l'empressement de M. Longuet à sortir de ce pétrin dans lequel il s'était lui-même jeté. Quelques heures plus tard, le ministre des PTT recevait en Lorraine M. Jacques Chirac. Déjà le porte-parole du premier ministre, M. Denis Baudouin, avait mis en garde la majorité contre « les charbonnières » et rappelé que « les ministres devaient donner l'exemple d'une parfaite unité ».

L'acte de contrition ayant été enregistré, le premier ministre put faire

comme s'il n'avait rien entendu ces derniers jours. Un brin provocateur, M. Chirac a même rendu hommage jeudi après-midi à ce ministre à la tête « d'une grande, belle et dynamique administration des PTT » et souligné « le rôle moteur qu'il a eu lorsque l'actuelle majorité était dans l'opposition pour l'élaboration de la plateforme commune RPR-UDF ». M. Chirac l'a rappelé d'ailleurs le vendredi 24 avril : « Il est préoccupé par l'action gouvernementale et non par l'action politique, voire politicienne... » « Le reste, s'il est vrai, je comprends que cela aille au-delà de ce que je ne peux pas dire, mais c'est secondaire ». M. Barre appréciera sans doute un tel détachement...

CAPELOU DISTRIBUTEUR
37, Avenue de la République 75011 PARIS TEL. 43 57 46 35 Métro : PARNES

CLUB des 10
OUVERT LE DIMANCHE
LIQUIDATION DE NOS STOCKS AU PRIX DE REVIENT
COUTURE HOMMES ET FEMMES
Balmain, Dior, Lapidus... Costume ... 895 F
Veste ... 695 F
Robe ... 400 F
PARIS (8) : 58, Fbg SAINT-HONORÉ, 42.66.43.67 (1^{er} ÉTAGE)
ST-GERMAIN-EN-LAYE (78) : 60 bis, RUE DE PARIS, (1^{er} ÉTAGE)
LYON (2) : 5, RUE DES ARCHERS, 78.42.29.99 (1^{er} ÉTAGE)

Après 11h de 150